

INTRODUCTION

Bémol sur la croissance.

Au niveau international, la crise économique a finalement laissé place, fin 2009, aux premiers signes de reprise. Les perturbations nées mi-2007 aux États-Unis de la crise des "subprimes", s'étaient transformées en 2008 et jusqu'à mi-2009 en une véritable crise économique, la plus grave depuis 1929.

L'économie calédonienne reprend son souffle. La croissance estimée est plus importante en 2009 (+1,8% en volume), qu'en 2008 (+0,6%). Le nickel joue un rôle fort dans cette reprise, avec de meilleurs résultats qu'en 2008. Hors nickel, l'activité ralentit avec une croissance enviable (+2,1%), mais en retrait par rapport à 2008 (+4,6%). L'inflation est faible, conformément à la tendance mondiale. Ainsi, après l'année record de 2008, l'augmentation des prix en 2009 est la plus basse de la décennie (+0,2%). L'économie est toutefois affaiblie à la fois par la crainte d'une propagation de la crise mondiale, mais aussi par des facteurs internes tels que la fin du chantier de Vale Inco.

Ainsi, la demande intérieure a marqué le pas. Les immatriculations de véhicules neufs sont en diminution, qu'il s'agisse des voitures particulières, des pick-up ou des camionnettes. Les importations chutent sous le double effet de la baisse des prix des matières premières et de la diminution des commandes pour l'usine du Sud. En revanche, la construction de logements augmente avec notamment une forte progression des achèvements de logements sociaux.

La baisse de la demande extérieure, en liaison avec la crise mondiale et la baisse de la production d'acier inoxydable, affecte le nickel calédonien. Les ventes à l'extérieur du territoire reculent, surtout en première partie d'année.

Tout en restant dynamiques, les indicateurs monétaires ralentissent, témoignant de la prudence des ménages comme des entreprises dans leurs investissements.

Sur le marché du travail, les demandeurs d'emploi sont plus nombreux, également en liaison avec la fin du chantier de l'usine du Sud ; mais les nouvelles offres d'emploi sont aussi plus nombreuses, tirées par les besoins en main-d'œuvre de la construction de l'usine du Nord.

Révéléateur du ralentissement, l'emploi salarié du secteur privé progresse moins vite. Le nombre d'emplois supplémentaires repasse sous la barre des 2 000, qui avait été dépassée chaque année de 2004 à 2008. En revanche, les créations d'entreprises progressent plus vite, tirées par le dynamisme des secteurs "services aux entreprises" et "éducation, santé et social".

Le climat social dans les entreprises s'est dégradé avec un nombre élevé de conflits, concentrés sur le 1^{er} semestre de l'année. Le nombre de journées de travail perdues est multiplié par trois sur un an et dépasse la moyenne de ces dix dernières années.

Conséquence de la faible inflation, les salaires ont peu augmenté ; mais dans un souci de revalorisation des salaires des plus démunis, le gouvernement s'est engagé en fin d'année à porter le SMG à 150 000 F.CFP d'ici mi-2012.

Dans ce contexte de ralentissement, les dépenses publiques sont en recul, pour l'État comme pour la Nouvelle-Calédonie. Côté ressources, hors nickel, les recettes fiscales de la Nouvelle-Calédonie sont en hausse et témoignent d'une activité économique encore soutenue.

L'analyse sectorielle révèle malgré tout le dynamisme de certains secteurs d'activité.

C'est le cas du bâtiment et des travaux publics, tirés notamment par la construction de logements, et ce malgré la fin des travaux pour l'usine du Sud.

Le bilan de la pêche est également positif avec plus de thons pêchés et exportés.

Fortement dépendante de l'activité métallurgique, production et consommation d'électricité repartent à la hausse.

Le trafic maritime international est marqué par une belle progression des volumes embarqués, directement liée à la hausse des volumes de nickel exportés ; le trafic intérieur subit un léger repli.

Le transport aérien international atteint un nombre de passagers record, sous l'impulsion des voyages des Calédoniens. Le transport intérieur est également en progression, dynamisé par le trafic des aéroports de Magenta et de Koné.

Les résultats du nickel sont pour leur part mitigés. Après un 1^{er} semestre morose dans la continuité de 2008, l'activité se redresse sur la 2^e partie de l'année, en liaison avec l'amélioration sur le marché mondial, illustrée par la remontée des cours du nickel au London Metal Exchange (LME). Sur l'année, l'extraction minière reste en léger recul alors que la production métallurgique est orientée positivement.

Enfin, des difficultés apparaissent principalement pour trois secteurs.

L'agriculture affiche des productions en recul, victimes des mauvaises conditions climatiques. L'aquaculture enregistre des résultats en forte diminution, après les espoirs de 2008.

Le secteur du tourisme se dégrade : la fréquentation repasse sous la barre des 100 000 arrivées faisant chuter l'activité hôtelière, et le tourisme de croisière est en baisse.

FAITS MARQUANTS 2009

Janvier

- 1^{er}
- Prix du litre d'essence : 142,3 F.CFP ; prix du litre de gazole : 118,1 F.CFP.
 - Conformément à la délibération du 6 décembre 2006 créant l'Indice de Révision des Loyers (IRL), la majoration plafonnée des loyers à usage d'habitation passe de 50% à 75% de l'augmentation de l'IRL jusqu'au 31 décembre 2009.
 - Mise en place de la Loi du pays n°2009-3 et de la délibération n°458 du 8 janvier 2009 portant réforme de la branche assurance vieillesse et veuvage du régime général de sécurité sociale, et autres mesures d'ordre social.
- 17
- Mise en service du Betico 2, qui effectue des rotations entre Nouméa, l'Île-des-Pins et les îles Loyauté, et peut accueillir 358 passagers, contre 256 sur le Betico 1.
- 20
- Eramet : signature d'un partenariat avec la Province Sud pour le développement des gisements de nickel de Prony et Creek Pernod, situés dans le sud de la Nouvelle-Calédonie.

Février

- 1^{er}
- Prix du litre d'essence : 129,80 F.CFP ; prix du litre de gazole : 106,90 F.CFP.
 - Revalorisation du SMG à 125 464 F.CFP et du SMAG à 106 644 F.CFP.
- 20
- SLN : Pierre Alla, directeur général, présente des propositions de mesures pour faire face au repli du marché du nickel.

Mars

- 1^{er}
- Prix du litre d'essence : 111,80 F.CFP ; prix du litre de gazole : 93,90 F.CFP.
- 10
- Réunion du syndicat des exportateurs de minerai pour évoquer l'arrêt actuel de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie (groupe BHP Billiton), seul débouché pour les latérites calédoniennes.
- 12
- Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lance l'opération "éco chariot" avec 22 nouveaux articles qui portent à 43 le nombre d'écoproduits disponibles.
- 18
- Vote de la délibération n°466 du 18 mars 2009 arrêtant les dispositions du schéma de mise en valeur des richesses minières.
- 20
- Vote de la délibération n°25 du 20 mars 2009 relative au code de l'environnement de la province Sud.

Avril

- 1^{er}
- Prix du litre d'essence : 111,70 F.CFP ; prix du litre de gazole : 93,90 F.CFP.
- 13
- Vol inaugural de la nouvelle ligne aérienne assurée par la compagnie Air Austral entre Nouméa et Paris, via Saint-Denis de la Réunion et Sydney, à raison de deux rotations hebdomadaires.
- 14
- Le gouvernement déclare le secteur du nickel en situation de crise. Cette décision va permettre l'intervention du Fonds Nickel, créé par la délibération n°467 du 18 mars 2009.
- 16
- Vote de la Loi du pays n°2009-6 du 16 avril 2009 relative à la partie législative du code minier de la Nouvelle-Calédonie qui a pour objectifs de clarifier et simplifier les réglementations minières applicables en matière de nickel, de chrome et de cobalt.
- 17
- Social : fin de la grève à la CSP-Véolia qui aura duré 22 jours.
- 21
- Social : signature d'un protocole d'accord entre CARSUD et l'USTKE, après 18 mois de perturbations dans les transports.
- 22
- Mise en place par la province Sud, de "l'Observation Et l'Information sur L'environnement" ("OEIL"), chargé de la surveillance des impacts environnementaux de Vale Inco.
- 24
- Inauguration du gîte "Kanua Tera ecolodge" (3 étoiles) à Port Boisé (province Sud).

Mai

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 113,70 F.CFP ; prix du litre de gazole : 93,60 F.CFP.
- 6 • Mise en place, par le gouvernement, d'un "éco ordinateur" à 54 000 F.CFP.
- 10 • Élections provinciales : 135 932 électeurs, inscrits sur les listes spéciales, ont été appelés à élire les assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie, dont sera issu le Congrès, lequel élira à son tour le gouvernement calédonien. La répartition des sièges se fait, en province Sud, entre "Rassemblement-UMP" (15 sièges), "Calédonie ensemble" (11), "L'avenir ensemble-LMD" (8), "FLNKS" (4) et "RPC" (2), en province Nord : "Union nationale pour l'indépendance" (9), "UC-FLNKS" (8), "Parti travailliste" (3), "Rassemblement-UMP" (1) et "Une province pour tous" (1) et en province des îles Loyauté : "UC-FLNKS" (6), "UNI-FLNKS" (4), "Parti travailliste" (2) et "Dynamique autochtone" (2).
- 15 • Élections provinciales : Pierre Frogier est élu président de la province Sud, Paul Néaoutyine président de la province Nord et Neko Hnepeune président de la province des îles Loyauté.
- 19 • Conflit Aircal : après 64 jours d'une grève commencée le 17 mars 2009 et pénalisant l'activité aérienne de la compagnie Aircal, les grévistes USTKE occupent l'aérodrome de Magenta. Sous la pression des forces de l'ordre, l'aérodrome est libéré mais le conflit n'est toujours pas réglé.
- 22 • Élections provinciales : les 54 membres du Congrès, répartis entre le "Rassemblement-UMP" (13 sièges), "Calédonie ensemble" (10), "L'avenir ensemble-LMD" (6), UC (8), UNI (8), FLNKS (3), "Parti travailliste" (3), RPC (2) et LKS (1), élisent Harold Martin comme président.
- 26 • Vale Inco : la province Sud autorise l'industriel à reprendre son activité, qui avait été suspendue par arrêté provincial le 9 avril 2009 suite à un déversement d'acide sulfurique.

Juin

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 124,80 F.CFP ; prix du litre de gazole : 87,60 F.CFP.
- 5 • Élection par le Congrès des 11 membres composant le nouveau gouvernement : Philippe Gomès, Pierre Ngaiohni, Dewé Gorodey, Jean-Claude Briault, Bernard Deladrière, Philippe Germain, Philippe Dunoyer, Jean-Louis d'Anglebermes, Simon Loueckhote, Sonia Backes et Yann Devillers.
• Philippe Gomès est élu président du gouvernement.
- 7 • Élections européennes : les électeurs européens (y compris les Calédoniens) sont appelés à élire les députés qui siégeront au Parlement européen. 3 sièges sont attribués à l'Outre-Mer. Le Calédonien Maurice Ponga est élu "eurodéputé" pour le secteur Pacifique de l'outre-mer français.
- 8 • Application du PACS (pacte civil de solidarité) en Nouvelle-Calédonie suite à la parution de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009.
- 15 • Le gouvernement se réunit pour élire son vice-président (Pierre Ngaiohni) et attribuer les différents portefeuilles.
- 16 • Parution au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mers (LODEOM).
- 24 • Remaniement ministériel : le Chef de l'État redistribue les principaux portefeuilles du gouvernement de François Fillon. Marie-Luce Penchard remplace ainsi Yves Jégo aux fonctions de secrétaire d'État à l'Outre-Mer.
- 26 • Grippe A : le virus H1N1 fait son apparition en Nouvelle-Calédonie.

Juillet

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 126,3 F.CFP ; prix du litre de gazole : 91,7 F.CFP.
- 28 • Arrivée, pour un séjour de deux jours, de Marie-Luce Penchard, secrétaire d'État chargée de l'outre-mer.
- 30 • Pose de la première pierre du futur village des Jeux du Pacifique 2011.
- 31 • Finalisation du rachat de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie, propriété de Queensland Nickel, filiale de BHP Billton, par des sociétés détenues par Clive Palmer.
• Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, préside le troisième sommet France-Océanie qui se tient à Nouméa.

Août

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 124,2 F.CFP ; prix du litre de gazole : 92,5 F.CFP.
- 3 • Transferts de compétences : promulgation de la loi n°2009-970 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie. Ce texte, adopté par l'Assemblée Nationale et le Sénat et validé par le Conseil Constitutionnel, détaille les nouvelles compétences que devra exercer la Nouvelle-Calédonie et en détermine les modalités de transfert.

- 4 • Premier salon de la création d'entreprise à la CCI.
- 6 • Conflit Aircal : signature d'un protocole d'accord de fin de conflit entre l'USTKE et la direction. La grève générale, commencée le 7 juin 2009 et touchant différents secteurs de l'économie, est suspendue.
- 31 • Grippe A : suite à la décrue de l'épidémie, le gouvernement met fin au dispositif sanitaire mis en place.

Septembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 129,5 F.CFP ; prix du litre de gazole : 98,8 F.CFP.
• Déclaration de politique générale de Philippe Gomès, président du gouvernement.
- 10 • Vale Inco : Peter Poppinga succèdera à Michel Sylvestre au poste de directeur général de Vale Inco Nouvelle-Calédonie.
- 29 • Le gouvernement décide que la teneur en soufre de l'essence devra être divisée par 10 au 1^{er} janvier 2010 pour réduire l'impact de la qualité des carburants sur la santé et l'environnement.

Octobre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 128,8 F.CFP ; prix du litre de gazole : 97,9 F.CFP.
- 6 • Participation d'une délégation calédonienne, composée notamment de Philippe Gomès, à la quatrième commission de l'assemblée générale des Nations Unies chargée des questions de décolonisation, à New York.
- 17 • Élections provinciales : le Conseil d'État annule l'élection provinciale du 10 mai 2009 aux îles Loyauté, au motif d'une "accumulation d'irrégularités d'une ampleur particulièrement significative".
- 21 • Social : tenue du quatrième Forum du dialogue social à Nouméa.

Novembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 130,1 F.CFP ; prix du litre de gazole : 96,4 F.CFP.
- 9 • Vote par le Congrès de la délibération n°25 relative à la hausse de 5,71% des dépenses hospitalières pour l'année 2010.
- 17 • SLN : annulation du permis de recherche qui avait été attribué à la SLN sur le gisement minier de Prony Ouest.
- 19 • SLN : tenue du conseil d'administration de la SLN en présence de Patrick Buffet, PDG d'Eramet, et présentation du PAC (plan d'amélioration de la compétitivité portant sur les coûts fixes).
- 30 • Transferts de compétences : adoption par le Congrès des Lois du pays n°2009-9, n°2009-10 et n°2009-11 relatives au transfert des compétences en matière d'enseignement du second degré public et privé, d'enseignement primaire privé et de santé scolaire, de police et sécurité de la circulation maritime et aérienne intérieure.

Décembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 125,8 F.CFP ; prix du litre de gazole : 96,4 F.CFP.
- 6 • Elections provinciales : 14 101 électeurs des îles Loyauté élisent leurs conseillers provinciaux. Les sièges à l'assemblée de la province des îles se répartissent entre "l'Union Calédonienne-FLNKS" (6 sièges), le "Parti travailliste" (4), "Dynamique autochtone - LKS" (2) et "l'Union Nationale pour le Renouveau" (2).
- 7 au 18 • Environnement : à l'occasion du sommet de Copenhague, rencontre entre le président du gouvernement Philippe Gomès, le député UMP Gaël Yanno et le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo afin de trouver avec l'État un moyen d'intégrer la Nouvelle-Calédonie dans les accords de lutte contre le réchauffement climatique.
- 9 • Social : suite à l'adoption par le Congrès de la délibération n°385 relative au statut particulier du corps des pompiers de l'aviation civile de la Nouvelle-Calédonie, les pompiers de Tontouta cessent leur mouvement de grève entamé le 30 novembre 2009.
• Adoption par le Congrès de la Loi du pays n°2010-1 relative à diverses dispositions concernant le droit du travail en Nouvelle-Calédonie.
- 11 • Élections provinciales : Néko Hnepeune est élu président de la province des îles Loyauté.
- 21 • Adoption par le Congrès des délibérations n°42 portant modification de la structure des prix du tabac, cigares et cigarettes et n°43 relative au budget primitif 2010 de la Nouvelle-Calédonie.
- 30 • Adoption par le Congrès de la Loi du pays n°2010-2 relative aux modalités de fixation du salaire minimum garanti. Pour la période allant du 15 janvier 2010 au 30 juin 2012, le gouvernement fixera le montant du SMG par arrêté. Le SMAG augmentera aux mêmes dates et proportionnellement au SMG.

CHIFFRES CLÉS

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 r	2009 p
Démographie										
Taux de natalité (pour mille habitants)	21,4	19,9	18,9	18,2	17,3	17,2	17,7	16,9	16,2	nd
Taux de mortalité (pour mille habitants)	5,1	5,2	5,1	5,0	4,9	4,9	4,7	5,0	4,7	nd
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	16,4	14,7	13,9	13,2	12,4	12,4	13,0	11,9	11,5	nd
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	4,6	5,5	6,9	5,9	6,3	6,2	5,4	6,1	nd	nd
Population estimée au 1 ^{er} janvier (nbre)*	211 200	215 260	219 387	223 592	227 878	232 258	236 528	240 390	244 410	245 580
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	69 477	68 196	72 221	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	7 907	8 555	9 469	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246
dont voitures particulières	5 436	6 150	6 658	7 179	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salariés du secteur privé (moyenne annuelle)	40 798	41 935	43 337	44 414	46 396	48 518	51 215	53 772	57 066	58 836
Salariés du secteur public (moyenne annuelle)	nd	nd	nd	20 154	20 803	21 212	21 673	22 558	23 354	23 747
Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1 ^{er} janv.)	77 585	82 000	100 000	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864	124 406
Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1 ^{er} janv.)	///	78 414	79 934	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	9 439	9 860	10 511	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 600	6 981
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 140	5 255	5 492	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 131	11 729
Conflits sociaux (jour de travail perdu)										
Secteur privé "hors mines"	7 391	9 106	12 170	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 1992)	113,7	116,3	118,1	119,2	120,3	123,4	125,2	127,5	132,1	132,3
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)										
Alimentation	1,7	2,9	2,3	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0
Produits manufacturés	3,3	2,7	0,2	0,2	0,0	2,3	1,7	0,4	3,4	-2,5
Services	1,9	1,4	2,2	1,1	1,3	3,1	1,8	1,2	3,1	2,0
Échanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	119 765	124 171	127 178	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223
Exportations (million de F.CFP)	77 039	60 346	62 422	82 865	98 859	104 774	128 168	183 881	107 105	80 740
dont produits miniers et métallurgiques	71 043	53 694	56 101	75 545	89 949	94 859	120 464	177 299	100 470	73 119
Taux de couverture (%)	64,3	48,6	49,1	50,6	63,1	61,4	63,8	75,3	40,9	36,7
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire										
Circulation fiduciaire	10 493	10 473	10 473	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106
Dépôts à vue	83 310	94 525	96 583	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179
Comptes sur livret	35 279	36 094	41 178	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203
Comptes Épargne-Logement	-	-	220	546	715	776	831	750	693	699
Dépôts à terme et bons	82 264	83 131	80 640	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889
Concours de caractère bancaire	339 108	349 844	371 276	400 812	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 434
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	74 503	82 348	82 560	90 242	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	162 686
Province des îles Loyauté	12 964	9 563	10 160	10 031	12 789	11 882	15 016	16 407	nc	nc
Province Nord	23 569	17 207	18 141	18 894	24 267	27 581	31 812	34 883	nc	nc
Province Sud	34 750	27 414	31 910	32 194	32 698	36 895	38 780	43 484	57 610	51 998
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	74 037	77 496	83 185	88 763	96 484	107 665	127 420	136 241	184 538	166 399
Province des îles Loyauté	12 917	9 024	10 138	10 511	12 503	10 766	11 291	13 217	nc	nc
Province Nord	22 789	16 363	18 621	18 981	19 453	19 209	20 596	21 729	nc	nc
Province Sud	35 659	29 236	32 793	31 513	31 938	37 507	41 820	43 893	50 153	58 141
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	128 661	132 286	137 777	136 990
Comptes Économiques										
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	441,9	439,4	472,0	518,5	565,5	598,4	663,3	796,5 e	749,2 e	nd
Taux de croissance réel (%)	2,5	2,3	2,5	4,8	3,9	3,6	5,7	6,2 e	0,6 e	1,8 e
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 072	2 022	2 131	2 297	2 458	2 553	2 782	3 286 e	3 037 e	nd
Entreprises (nbre)										
Créations d'entreprises (champ ICS)	2 568	2 527	2 722	2 730	3 047	3 451	3 558	3 856	4 180	4 675
Taux de créations (%)	15,7	15,2	16,3	16,2	17,8	19,1	18,6	19,3	19,4	20,0

* De 2005 à 2008, estimations de population en attente de révision suite aux résultats du recensement de 2009.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 r	2009 p
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)	5 546	5 615	5 643	5 734	5 808	5 346	4 957	5 223	5 520	5 435
Bovine	4 058	4 059	4 016	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 181
Porcine	1 488	1 556	1 627	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 254
Production marchande de légumes	8 423	10 386	11 641	11 627	11 973	10 869	12 141	9 844	11 444	9 918
Légumes (y.c. squashes et oignons)	6 869	8 027	9 154	9 886	10 126	8 761	9 509	8 741	9 336	8 120
Tubercules tropicaux	364	476	543	678	467	443	366	388	335	310
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 190	1 883	1 944	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488
Production marchande de fruits	4 079	3 767	3 543	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 139	4 312
Production de céréales	4 795	4 726	3 994	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 587
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 380	2 899	2 636	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368
Crevettes	1 253	1 350	1 410	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079
Thons	950	1 276	1 059	1 182	1 173	1 182	626	656	725	947
Holothuries	66	62	45	69	82	51	57	94	77	48
Coquilles de trocas	96	190	78	100	120	153	187	198	199	277
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 723	1 810	1 815	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	7 437	7 215	5 942	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 172	5 704
Latérites	1 938	2 668	2 117	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 483	1 392
Garniérites	5 498	4 547	3 825	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 689	4 312
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	57 463	58 973	59 867	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132
Ferro-nickels	43 914	45 912	48 650	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230
Mattes	13 549	13 061	11 217	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	3,92	2,70	3,07	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65
Cours du dollar (en F.CFP)	129,56	133,37	126,69	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90
Énergie										
Production d'électricité (Gwh)	1 645	1 729	1 749	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944
Thermique	1 196	1 355	1 421	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505
Hydraulique	442	367	320	323	326	339	288	390	460	397
Éolienne	7	7	8	5	11	18	28	37	36	42
Construction										
Logements achevés (nbre)	1 711	1 748	1 412	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637
Autres constructions achevées (nbre)	217	159	310	359	383	422	422	424	520	526
Consommation de ciment (tonne)	93 984	93 248	103 808	102 996	115 288	123 117	133 455	136 930	139 498	139 858
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	100,00	102,08	103,72	104,99	110,98	113,84	119,14	123,36	135,34	129,04
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 140	5 109	5 553	5 508	6 065	6 493	7 198	7 779	8 219	8 415
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta)										
Passagers (nbre)	359 381	346 767	355 644	364 990	385 242	407 746	414 990	442 535	452 084	460 259
Marchandises (tonne)	5 243	5 061	5 094	5 198	5 192	5 566	5 440	5 605	6 209	5 808
Trafic intérieur (aérodrome de Magenta)										
Passagers (nbre)	288 322	282 078	269 524	272 211	282 509	284 369	297 257	321 740	348 528	370 056
Marchandises (tonne)	1 112	954	922	893	846	853	952	1 078	1 149	1 298
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	5 584	5 290	4 701	5 114	5 584	5 210	5 260	6 027	5 173	5 473
Trafic intérieur	3 443	3 124	3 232	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996
Tourisme										
Touristes (nbre)	109 587	100 515	103 933	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	16,0	13,7	16,3	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,0
Croisiéristes (nbre)	48 579	50 671	54 925	64 273	77 115	81 215	118 898	121 393	152 250	131 231
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	482 593	522 178	480 477	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408	569 041
dont nuitées des non résidents	371 904	399 668	351 765	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,4	4,1	4,0	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5
Taux d'occupation des chambres (%)	51,6	47,8	57,1	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8

CONJONCTURE MONDIALE

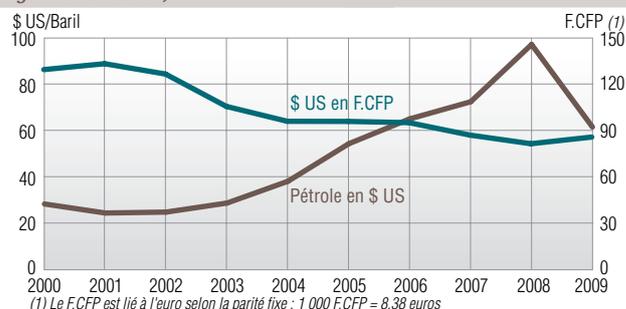
Timide reprise au second semestre

La récession économique a affecté de manière synchronisée l'ensemble des économies de mi-2007 à mi-2009, avec un recul sans précédent depuis les années 1930. Elle a laissé place, fin 2009, aux premiers signes de reprise.

Selon les économistes, après une année 2008 "noire" et un début d'année 2009 très difficile, la sortie de récession s'est précisée en cours d'année dans la plupart des pays avancés, grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en œuvre. Toutefois, derrière ce mouvement d'ensemble, apparaissent des divergences : certains pays comme le Japon, le Royaume-Uni ou l'Espagne semblent être encore pénalisés par la faiblesse de leur demande intérieure tandis que la reprise est plus franche pour d'autres (États-Unis, Allemagne, France) où la demande des entreprises et des ménages redémarrerait, soutenue parfois par la prolongation des dispositifs publics. Selon le Fonds monétaire international, après une année 2009 de récession autour de -1%, l'économie mondiale devrait renouer avec la croissance en 2010.

Après un repli sévère d'octobre 2008 à janvier 2009, suivi d'une période de stabilisation, le commerce mondial donne des signes de reprise depuis l'été 2009. Selon l'OCDE, parallèlement à la reprise de la croissance dans les différents pays et régions du monde, le recul des échanges

Évolution des cours du pétrole et du dollar (moyenne annuelle)



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

mondiaux s'est modéré en cours d'année 2009, après l'effondrement observé au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. Pour l'organisation, une des caractéristiques de ce recul des échanges tient au fait qu'il semble avoir été directement lié au durcissement des conditions financières, celui-ci ayant influé sur les activités à forte intensité d'échanges et limité l'offre de crédits commerciaux.

Le marché du travail a été profondément affecté en 2009. Le taux de chômage atteignait plus de 9% aux États-Unis, en France et dans la zone euro en fin d'année. D'après le Bureau international du travail (BIT), entre 2007 et 2009, ce sont ainsi 34 millions

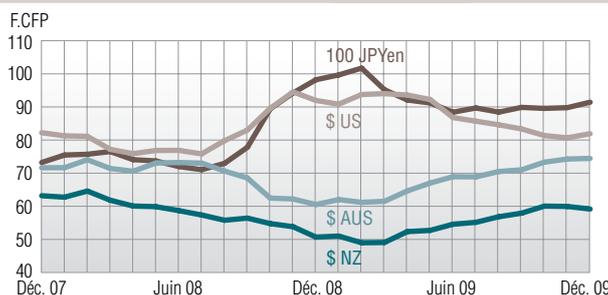
de personnes qui sont venues grossir les rangs des sans-emploi. Pour 2009, le BIT a recensé 212 millions de chômeurs et dit s'attendre à une année difficile sur le marché international du travail en 2010.

Selon l'OCDE, dans la lignée du second semestre 2008, en moyenne annuelle, l'inflation de 2009 est restée modérée dans la plupart des pays. Elle s'établit provisoirement à +2,1% au Royaume-Uni et est très faible en France (+0,1%) et sur l'ensemble de la zone euro (+0,2%). Aux États-Unis, alors que les prix à la consommation ont augmenté de façon soutenue en 2008 (+3,8%), ils ont baissé en 2009 (-0,4%). Plus proches de chez nous, l'Australie enregistre une inflation moyenne de 1,6% pour 2009 et la Nouvelle-Zélande de 2,3%.

Depuis mi-2008, les prix du pétrole, comme des autres matières premières, font preuve d'une très grande volatilité. Pour 2009, si le cours des matières premières a suivi, sur le premier semestre, l'orientation à la baisse de 2008, le reste de l'année a été orienté à la hausse.

Ainsi, après avoir débuté l'année autour de 45 dollars, le baril de pétrole atteint près de 75 dollars

Évolution mensuelle des cours des devises en F.CFP (moyenne vente/achat)



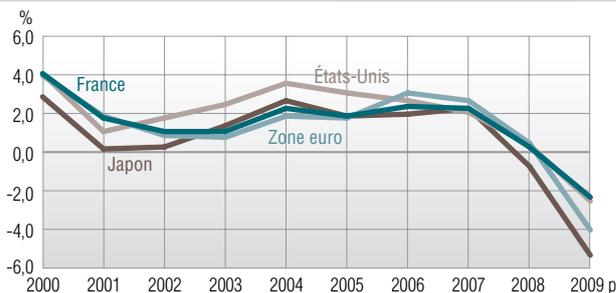
Source : SGCB

fin décembre (toutefois loin du record historique de juillet 2008 à plus de 130 dollars). Cette reprise des cours des matières premières, après l'effondrement intervenu en 2008, finalement assez forte et rapide, n'avait pas vraiment été anticipée par les experts, qui expliquent qu'une nouvelle bulle spéculative est en train de se former autour des matières premières. En effet, les liquidités injectées dans le cadre des plans de relance s'introduiraient sur les marchés des produits de base provoquant une forte ascension des cours.

Selon les perspectives économiques de l'OCDE, c'est au 2^e trimestre 2009 que la France a commencé à sortir d'une récession qui aura duré un an. La production industrielle s'est redressée en mai, le retournement marqué des exportations a contribué à la reprise, tandis que la consommation publique a continué d'amortir l'impact de la crise financière sur la demande. Sur l'année, l'évolution annuelle du PIB est provisoirement établie à -2,3% et l'OCDE projette une croissance lente pour 2010 et 2011. Si la récession a pris fin en cours d'année, le taux de chômage reste élevé sur l'ensemble de l'année et pourrait continuer d'augmenter en 2010 et 2011.

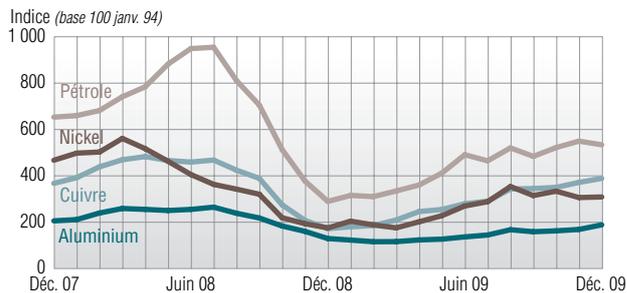
Aux États-Unis, l'économie s'est fortement contractée durant les mois de crise mais depuis le 3^e trimestre 2009, le pays sort progressivement de la récession. D'après l'OCDE, le recul de la production semble s'être interrompu, même si des problèmes persistent, et la dégradation de la consommation semble enrayée. Cependant, malgré la légère amélioration de l'économie, le marché

Évolution en volume du PIB de quelques pays (moyenne annuelle)



Source : OCDE

Évolution des cours des matières premières



Source : Bulletin mensuel de statistiques/INSEE

du travail continue de se dégrader. Au total, plusieurs millions d'emplois ont été détruits entre 2008 et 2009.

Les résultats économiques de l'Asie diffèrent selon le pays. Ainsi, au Japon, si la croissance est revenue au 2^e trimestre 2009 après une année de contraction, l'économie nipponne reste très fragile. Au contraire, la Chine, forte d'une demande intérieure en pleine expansion, émerge en position de force sur la scène internationale selon les spécialistes.

En Australie, les répercussions de la crise financière mondiale sont modérées et le PIB augmente en 2009 (+0,8%). Globalement l'économie australienne a bien résisté à la crise, grâce au soutien ap-

porté à la demande intérieure par une politique monétaire et budgétaire très expansive. D'après les économistes, le pays fait donc figure d'exception parmi les économies développées. Le taux de chômage, bien qu'à la hausse reste inférieur aux prévisions.

Pour la Nouvelle-Zélande, l'impact de la crise a été plus important, mais comme les autres, le pays semble sortir de la récession depuis fin 2009. La Nouvelle-Zélande a pu bénéficier des bons résultats de ses principaux partenaires. De plus, elle produit principalement des matières premières agricoles (60% des exportations) qui ont été moins touchées par la baisse de la demande internationale.

Évolution de quelques indicateurs économiques (données provisoires et exprimées en moyenne annuelle)

	Évolution annuelle du Produit Intérieur Brut		Évolution annuelle des prix à la consommation		Évolution annuelle de la consommation des ménages en volume		Évolution annuelle de l'investissement total en volume		Taux de chômage (définitions courantes)	
	2008 r	2009 p	2008 r	2009 p	2008 r	2009 p	2008 r	2009 p	2008 r	2009 p
France	0,3	-2,3	3,2	0,1	1,0	0,6	0,4	-6,8	7,4	9,1
Zone euro	0,5	-4,0	3,3	0,2	0,3	-1,0	-0,7	-10,6	7,5	9,4
Allemagne	1,0	-4,9	2,8	0,2	0,2	0,8	2,3	-8,7	7,2	7,6
Italie	-1,0	-4,8	3,5	0,7	-0,9	-1,9	-2,9	-12,6	6,8	7,6
Royaume-Uni	0,6	-4,7	3,6	2,1	1,2	-3,0	-3,3	-16,1	5,7	8,0
États-Unis	0,4	-2,5	3,8	-0,4	-0,2	-0,6	-3,6	-14,3	5,8	9,2
Japon	-0,7	-5,3	1,4	-1,2	0,6	-0,7	-5,0	-12,8	4,0	5,2
Australie	2,3	0,8	4,4	1,6	2,6	1,5	9,6	-3,1	4,2	5,7
Nouvelle-Zélande	-1,1	-0,7	4,0	2,3	-0,1	-1,0	-5,2	-11,2	4,2	6,1

Source : OCDE, Perspectives économiques n°86

Unité : %

DÉMOGRAPHIE

245 580 habitants recensés

Le décompte de l'Insee évalue la population calédonienne à 245 580 habitants en juillet 2009. Ainsi, la population aurait augmenté de 1,7% par an entre 1996 et 2009.

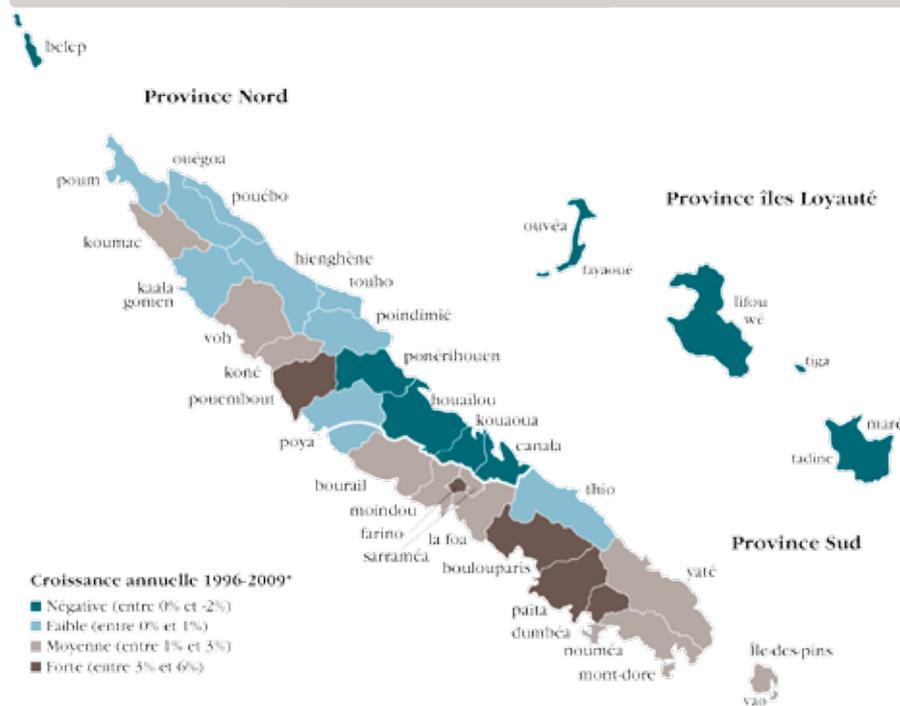
Selon les résultats et la comparaison avec 1996 diffusés par l'Insee, les premiers enseignements solides du recensement 2009 permettent de confirmer la bonne dynamique de la démographie calédonienne ainsi que le dépeuplement des îles Loyauté et de la côte Est au profit du pôle Voh-Koné-Pouembout mais essentielle-

ment de l'agglomération du Grand Nouméa.

Avec le chiffre de 245 580 habitants recensés en 2009, le taux de croissance annuel de la Nouvelle-Calédonie ressort à 1,7% sur la période 1996-2009, contre 2,6% de 1989 à 1996 et 2,1% de 1983 à 1989. La croissance de la population ralentit donc, mais reste cependant

élevée au regard, par exemple, des derniers indicateurs disponibles en Polynésie française (+1,2%), en France métropolitaine (+0,5%) et à Wallis et Futuna (-2,1%). Il faut attendre la mission complémentaire de l'Insee (cf. encadré ci-après) sur les flux pour mettre en lumière les contributions réelles des mouvements naturels et migratoires.

Évolution de la population des communes entre 1996 et 2009



Source : INSEE-ISEE/Recensements de la population 1996 et 2009 (données provisoires pour 2009)

En Nouvelle-Calédonie, ce sont les trois communes de la province des îles Loyauté qui souffrent le plus du dépeuplement : Maré (-1,8%), Lifou (-1,1%) et Ouvéa (-0,7%) enregistrent les plus mauvais taux de croissance annuels de 1996 à 2009. Le recensement 2009 dénombre 17 436 Loyaliens résidant à Lifou, Maré, Tiga ou Ouvéa contre 20 877 en 1996

(-260 individus par an en moyenne). La province des îles Loyauté ne correspond plus qu'à 8,5% de la population totale contre 10,6% en 1996 ou 10,9% en 1989. À noter également que le nombre de naissances dans cette province a en parallèle baissé, passant de 550 en moyenne par an dans les années 1990-2000 à moins de 400 en 2007.

L'exode frappe aussi la côte Est de la province Nord. Les quatre communes du sud minier ont perdu des individus depuis 1996 : Houailou (-387), Ponérihouen (-307), Kouaoua (-179) et Canala (-33). Belep a perdu également un peu de population sur cette période (895 contre 923). Les communes du Nord-Est n'ont qu'une faible croissance démographique.

graphique : Poindimié (+478), Hienghène (+191), Ouégoa (+98), Pouébo (+64) ou Touho (+13). Sur la côte Ouest, c'est le cas également pour Kaala-Gomen (+144), Poya (+126) et Poum (+68). Quatre communes dans le Nord ont connu une croissance démographique annuelle supérieure à 1% entre 1996 et 2009 : Koumac à l'extrême Nord (+1 043 individus en treize ans), Koné (+1 111), Pouembout (+889) et Voh (+466). La zone VKP (Voh, Koné, Pouembout) compte un peu moins de 10 000 âmes (9 685 contre 7 219 en 1996), soit une progression annuelle de 2,2%. Plus d'un habitant sur cinq de la province Nord réside à VKP (21,4% contre 17,4% en 1996). La seule population de Pouembout a progressé de 75% à un rythme annuel de 4,3% depuis 1996.

Avec 45 137 individus en 2009 contre 41 413 en 1996 (+3 724, soit +280 par an), la dynamique démographique de la province Nord décline : le taux de croissance annuel s'établit à 0,7% de 1996 à 2009 contre 1,6% de 1983 à 1989 et 2,6% de 1989 à 1996. Le nombre de naissances a chuté là aussi : plus de 1 000 en moyenne de 1990 à 2000 contre à peine 700 en 2007. La province Nord constitue 18,4% de la population calédonienne contre 21,0% en 1996 et 1989.

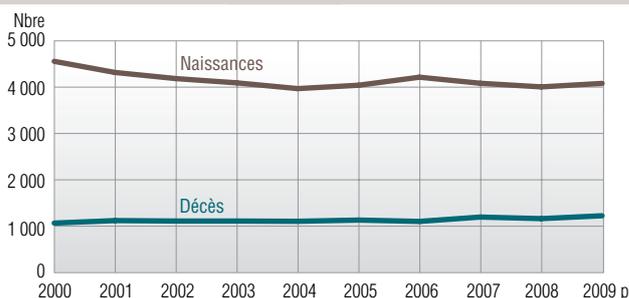
Mouvements naturels de la population

Années	Naissances	Décès	Mariages
2000	4 566	1 077	995
2001	4 326	1 131	925
2002	4 194	1 121	905
2003	4 102	1 121	873
2004	3 978	1 116	895
2005	4 051	1 142	940
2006	4 224	1 113	927
2007	4 093	1 207	884
2008	4 015	1 173	975
2009 p	4 090	1 235	932

Source : ISEE/État civil

Unité : nbre

Évolution des naissances et des décès



Source : ISEE/État civil

La province Sud compterait 183 007 individus en 2009 contre 134 546 en 1996, soit un taux de croissance annuel de 2,3% (2,4% dans le Grand Nouméa, 1,5% dans le reste de la province). Près de trois calédoniens sur quatre résident en province Sud. En 1969, la moitié de la population vivait dans ou autour de la capitale ; en 2009, deux tiers des Calédoniens sont concentrés dans le Grand Nouméa. Cette urbanisation rapide et difficile à maîtriser se propage principalement vers le nord de la périphérie, le long de l'axe de la voie rapide reliant l'aéroport de la Tontouta à la presqu'île nouméenne. Ainsi, la population de Païta, avec un essor annuel de 5,7%, a plus que doublé depuis 1996 (16 358 contre 7 862), sous l'effet conjugué de réalisation de logements sociaux (Scheffleras) ou de promotions immobilières (Savannah ou Beauvallon). Dumbéa fait face également à une forte progression (+4,2%) et compte 24 103 ressortissants en 2009 contre 13 888 en 1996 ou 10 052 en 1989. En chantier actuellement, la ZAC Dumbéa/mer et le médipôle doivent permettre de réduire l'habitat précaire des squats dans cette commune et drainer près de 20 000 habitants supplémentaires d'ici 2020.

Nouméa ne dépasserait pas la barre des 100 000 habitants : 97 579 individus dénombrés en 2009 contre 76 293 en 1996, soit une croissance annuelle de 1,9% (+1 600 par an). Le Mont-Dore (25 683 habitants en 2009 contre 20 780 en 1996) enregistrerait un taux moindre : 1,6% soit une moyenne de +370 personnes par an. En brousse, la commune de Thio est la moins dynamique avec une population quasi stable depuis 1996. L'Île-des-Pins, avec un taux annuel de 1,2%, est la seule des cinq communes insulaires produisant une démographie positive. Proche du Grand Nouméa et de l'usine minière de Goro, Yaté (1,4%) est l'unique commune de la côte Est avec une croissance au dessus de 1%. Farino établit la plus forte progression annuelle (+5,9%) mais reste toujours la plus petite commune du Caillou. Alliant proximité de Nouméa et monde rural, les communes de Boulouparis (+3,2%), La Foa (2,2%), Sarraméa (2,0%) et Moindou (1,6%) concilient une démographie active et un déploiement intense des résidences secondaires. Plus au nord, Bourail enregistre une croissance plus molle (1,0%) mais, avec près de 5 000 habitants, demeure un des pôles urbains les plus importants de la brousse.

Recensement 2009 : des résultats qui ont surpris

En novembre 2009, à l'annonce des premiers résultats par l'Insee, le gouvernement calédonien a exprimé ses doutes quant à l'exhaustivité de la collecte et souhaité que des enquêtes complémentaires soient menées, en particulier dans les zones urbaines de Nouméa et du Mont-Dore. En février 2010, le chef du département de la démographie de l'Insee, s'est déplacé sur le Caillou pour confirmer ces résultats aux élus calédoniens et leur indiquer que la totalité des logements avait été prise en compte malgré les difficultés matérielles rencontrées (grippe A, mouvements sociaux, turn-over élevé des agents). Comment expliquer un tel décalage entre les prévisions (les estimations de population de l'ISEE se situaient autour de 252 000 habitants) et les résultats de la collecte ? L'Insee avance deux pistes :

- le recensement précédent de 2004, sur lequel se fondaient les estimations de l'Insee, aurait été surestimé lors de l'évaluation du boycott lié à l'absence de comptage ethnique de l'époque.
- le solde migratoire serait moindre que prévu car de plus en plus de personnes quitteraient le Caillou ; à ce sujet, l'institut national va prochainement diligenter une mission complémentaire chargée d'analyser les flux migratoires en Nouvelle-Calédonie.

VOYAGES DES CALÉDONIENS

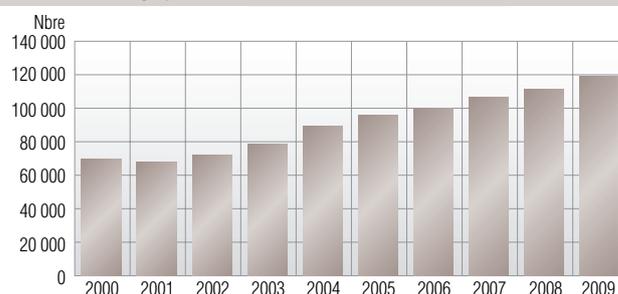
Plus de Calédoniens que de touristes à Tontouta

En 2009, les Calédoniens ont beaucoup voyagé : un record de 119 035 retours à Tontouta. Les destinations privilégiées par les Calédoniens restent l'Australie et la Métropole, comme en témoignent les 2 retours sur 3 en provenance de ces deux pays.

D'après les statistiques de l'"enquête passagers" l'année 2009 établit un nouveau record avec 119 035 retours de voyages, contre 111 598 en 2008 (+6,7%), 106 337 en 2007 (+11,9%) ou 100 170 en 2006 (+18,8%). Depuis 2001, le nombre de voyages a bondi passant de moins de 70 000 à près de 120 000 (+75,5%). Il est important de préciser que les données sont exprimées en nombre de voyages effectués et non en nombre de personnes ayant voyagé, une même personne pouvant avoir voyagé plusieurs fois dans l'année.

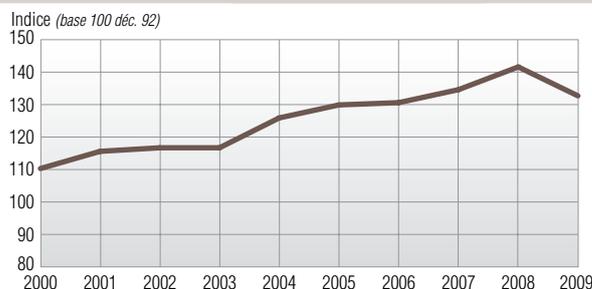
Les Calédoniens vont donc à l'opposé du reste du monde. En effet, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, la crise économique mondiale à laquelle s'est ajoutée l'incertitude liée à la pandémie de grippe A (H1N1), ont fait de 2009 l'une des années les plus difficiles pour le secteur du tourisme. Au niveau local, les Calédoniens ont pu profiter d'une baisse des prix des billets d'avion au départ de Nouméa (-6,3% sur un an). C'est le repli du cours du baril de pétrole (-36,6% sur un an) après la flambée de 2008 et sa répercussion directe sur la surcharge carburant comprise dans le prix des billets qui explique cette baisse des tarifs des vols.

Évolution des voyages des résidents hors du territoire



Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution de l'indice des prix des "Transports aériens"



Source : ISEE

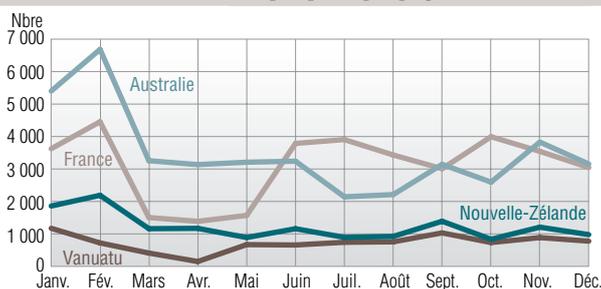
Les voyages des Calédoniens sont fortement rythmés par les vacances scolaires. Ainsi les grandes vacances, particulièrement propices aux voyages à l'extérieur du territoire, drainent plus de 20% des retours des vacanciers qui sont concentrés sur les mois de janvier et de février. Les re-

tours sur le reste de l'année sont plus irréguliers avec toutefois un second pic en juin-juillet, en concordance avec la période de quinze jours de vacances scolaires d'une part et la période estivale en Métropole d'autre part.

En liaison avec la saisonnalité marquée des voyages, les vacances sont le motif principal de 47,3% des déplacements devant les visites à la famille et aux amis (11,2%), les affaires (4,9%), les études (0,3%) et les raisons de santé (0,2%).

La proximité du pays et l'attractivité des prix des billets d'avion place l'Australie en tête des destinations choisies par les Calédoniens. Elle dépasse même pour la première fois la barre des 40 000

Retours mensuels des résidents par principal pays visité en 2009



Source : ISEE "Enquête passagers"

touristes résidents sur le territoire. Avec précisément 41 821 visiteurs en 2009, contre 37 859 en 2008, la destination marque une forte progression annuelle de 10,5%, contre seulement +0,3% l'an passé. Au total, l'Australie représente plus du tiers des voyages effectués en 2009 (35%). Derrière, avec 37 072 personnes, se positionne la **Métropole** qui draine 31% des voyageurs calédoniens et affiche également une forte croissance sur un an de 15,7% après +1,5% en 2008. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis 2004 (+17,2%), année de la mise en place du dispositif de l'aide à la continuité territoriale. De près de 8 000 en 2005, le nombre de bénéficiaires n'a cessé d'augmenter jusqu'à plus de 11 000 en 2009. Près d'un tiers des voyages vers la Métropole bénéficieraient donc de la ristourne accordée par ce dispositif. La refonte du système prévue prochainement par l'Etat devrait cependant avoir des effets sur l'attrait de la destination. La **Nouvelle-Zélande** consolide sa troisième place avec la plus forte progression annuelle (+22,4%). Le trio de tête des destinations phares concentre près de 80% des déplacements.

Les autres destinations représentent des parts de marché beaucoup plus faibles et sont réparties sur l'ensemble des cinq continents : l'**Océanie** (hors Australie et Nouvelle-Zélande) a drainé 15% des retours. Sur un an, la destination est en léger recul avec -3,4%. Seuls les retours de l'archipel de Wallis et Futuna sont plus nombreux en 2009 (4 473) qu'en 2008 (3 719) ; le Vanuatu, la Polynésie française ou Fidji ont attiré moins de monde cette année. L'Asie (4% des voyages) enregistre une forte baisse de 37,5% qui concerne l'ensemble des pays de la zone. Ainsi, l'Indonésie, le

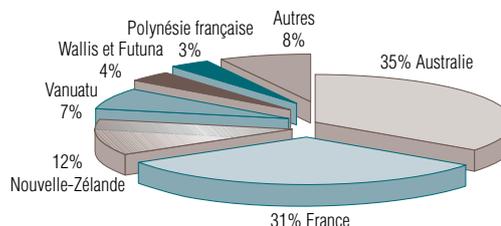
Évolution des retours des résidents par principal pays visité

	2008	2009	Variation
France	32 043	37 072	15,7
Autres pays d'Europe	764	840	9,9
Indonésie	2 246	1 143	-49,1
Japon	1 452	978	-32,6
Thaïlande	1 208	715	-40,8
Vietnam	704	405	-42,5
Autres pays d'Asie	2 208	1 645	-25,5
Réunion Mayotte	349	757	116,9
Autres pays d'Afrique	314	310	-1,3
Etats-Unis	1 330	634	-52,3
Canada	667	357	-46,5
Autres pays d'Amérique	437	289	-33,9
Wallis et Futuna	3 719	4 473	20,3
Polynésie Française	3 733	3 716	-0,5
Fidji	1 356	718	-47,1
Nouvelle-Zélande	11 833	14 478	22,4
Vanuatu	8 772	8 531	-2,7
Australie	37 859	41 821	10,5
Autres pays d'Océanie	599	127	-78,8
Autres	5	26	420,0
Total	111 598	119 035	6,7

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Retours des résidents par principal pays visité en 2009



Source : ISEE "Enquête passagers"

Japon, la Thaïlande ou même la Chine qui avait attiré deux fois plus de Calédoniens en 2008 certainement du fait des Jeux Olympiques, enregistrent en 2009 de forts replis de fréquentation. Si les voyages moins nombreux vers l'Asie se sont essentiellement reportés vers les trois destinations phares, l'**Afrique** (1% des voyages) et en particulier la région Réunion-Mayotte en a également absorbé une petite partie. Desservie par deux rotations hebdomadaires via la compagnie Air Austral depuis le mois d'avril 2009, la destination a plus que doublé ses effectifs avec 757 retours en 2009, contre 349 en 2008. Les retours d'Europe (hors France, 1% des voyages) sont en

hausse (+9,9%) avec notamment une belle progression de la Grande-Bretagne qui enregistre une hausse de 50,0% sur un an. Pour finir, l'**Amérique** (1% des retours) affiche également une baisse (-47,4%) généralisée à l'ensemble des pays du continent.

En quelques années, la structure de la population à bord des avions à leur arrivée à Tontouta s'est profondément modifiée. Il y a 20 ans, les touristes étaient deux fois plus nombreux que les résidents. En 2009, comme 2008 et 2007, c'est l'inverse : le nombre de Calédoniens partis pour un séjour à l'extérieur du territoire est supérieur à celui des arrivées de touristes (99 379 personnes en 2009).

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Repli des immatriculations

En 2009, les Calédoniens ont freiné leurs achats de véhicules neufs : les immatriculations de voitures particulières, pick-up et camionnettes sont en baisse (-6,0% sur un an). Seuls les véhicules deux roues tirent leur épingle du jeu (+8,0%).

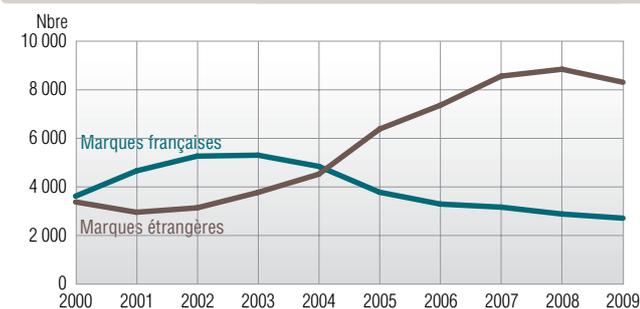
Avec 13 246 immatriculations de véhicules neufs, l'année 2009 s'affiche en recul de 2,9% sur un an (-393 véhicules) et s'inscrit dans la tendance amorcée en 2008. Ainsi, malgré un record d'immatriculations, l'année 2008 enregistrait déjà un ralentissement : +1,5% d'augmentation annuelle contre +10,0% en 2007, +6,3% en 2006 et +8,5% en 2005.

Sur ces dix dernières années, il faut remonter à 2000 (-4,8%) pour enregistrer un recul des ventes de véhicules neufs.

Ce recul des immatriculations a concerné la majorité des types de véhicules. Ainsi, les véhicules particuliers connaissent un ralentissement de 7,7% par rapport à l'année dernière (soit 607 véhicules de moins). Même les "pick-up et camionnettes", comprenant les 4x4, se sont moins bien vendus (-2,6%, soit 99 véhicules de moins). Les camions affichent un fort recul de 23,5% (59 véhicules de moins).

Les deux roues tirent leur épingle du jeu avec des immatriculations en hausse : +8,0% sur un an (76 véhicules de plus en un an). Les Calédoniens ont été attirés par la diversité de l'offre sur le marché

Évolution des immatriculations de véhicules neufs selon l'origine de la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)



Source : DITTT

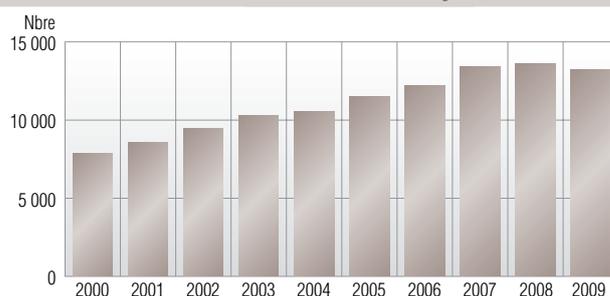
Immatriculations de véhicules neufs

	2008	2009	Variation
Voitures particulières	7 853	7 246	-7,7
Pick-up et camionnettes	3 880	3 781	-2,6
Camions	251	192	-23,5
Deux roues	955	1 031	8,0
Autres	700	996	42,3
Total	13 639	13 246	-2,9

Source : DITTT

Unités : nbre, %

Évolution des immatriculations de véhicules neufs



Source : DITTT

des deux roues et par l'aspect économique et pratique qu'il offre face à une circulation urbaine toujours plus intense. Par ailleurs, la progression de 42,3% des "autres véhicules" s'explique essentiellement par les immatriculations plus nombreuses de remorques, en hausse de 40,7% sur un an, et de véhicules type quads et voiturettes, en vogue chez les jeunes, en progression de 77,4%. Ces deux types de véhicules participent pour près des deux tiers à la hausse globale des immatriculations des "autres véhicules".

À peine un quart (24,6%) des véhicules neufs immatriculés en 2009 était de marque française. Cette part de marché, stable par rapport à 2008, est en chute libre sur dix ans. Ainsi, en 2000, les marques françaises représentaient plus de la moitié des immatriculations de véhicules. Toutefois, le repli des nouvelles

immatriculations en 2009 a affecté dans les mêmes proportions les marques françaises et étrangères avec respectivement -5,9% et -6,1%.

Pour les marques françaises, l'année 2009 s'inscrit sur une tendance à plus long terme et marque la sixième année de recul des ventes. Au contraire, s'agissant des marques étrangères, le repli de 2009 marque une rupture puisqu'il intervient après sept années consécutives de hausse. Le détail par marque française révèle un recul annuel des immatriculations de 8,8% pour Peugeot, de 4,7% pour Renault et de 3,0% pour Citroën. Peugeot reste en tête (38,9% des véhicules français) mais il est suivi de très près par Renault (36,1%) puis par Citroën (25,0%).

Le top 10 des immatriculations par marque étrangère fait ressortir deux marques américaines (Ford et Chevrolet), qui tirent leur

épinglé du jeu. Ainsi, en 2009 comme depuis déjà quelques années, très certainement du fait de la faiblesse du dollar américain depuis 2004, ces deux marques enregistrent de belles performances : Ford affiche ainsi +40,4% en 2009 et +145% sur cinq ans alors que Chevrolet augmente ses immatriculations de +36,8% en 2009 et les multiplie par 16 en l'espace de trois ans.

La marque "low cost" Dacia (marque du groupe Renault), en proposant une gamme de prix plus attractive pour des véhicules qui bénéficient de la même technologie que le groupe français, a également bien trouvé sa place sur le marché local et enregistre des ventes en hausse de 31,9% sur un an.

À l'inverse, les marques asiatiques s'affichent globalement en baisse. Ainsi les immatriculations plus nombreuses sur un an de la marque coréenne Kia (+2,8%) n'ont pas suffi à compenser la perte chez Hyundai (-9,0%). Pour les marques japonaises, malgré leur large présence dans le top 10, elles enregistrent toutes de fortes baisses : Toyota (-13,9%), Nissan (-42,7%), Mitsubishi (-20,0%), Suzuki (-26,6%) et Mazda (-29,3%). À l'inverse de la monnaie américaine, la forte appréciation de la valeur du yen par rapport au F.CFP, +16,4% entre 2008 et 2009, peut expliquer pour partie la baisse des ventes des véhicules nippons.

Pour la quatrième année consécutive, c'est le modèle Ford Ranger qui arrive en tête des ventes, avec 807 unités vendues sur le territoire (contre 580 en 2008).

Immatriculations de véhicules neufs selon la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

	2008	2009	Part de marché 2009	Variation
Peugeot	1 154	1 053	9,5	-8,8
Renault	1 027	979	8,9	-4,7
Citroën	699	678	6,1	-3,0
Marques françaises	2 880	2 710	24,6	-5,9
Ford	797	1 119	10,1	40,4
Hyundai	1 051	956	8,7	-9,0
Toyota	951	819	7,4	-13,9
Kia	772	794	7,2	2,8
Nissan	1 009	578	5,2	-42,7
Chevrolet	394	539	4,9	36,8
Dacia	354	467	4,2	31,9
Mitsubishi	421	337	3,1	-20,0
Suzuki	403	296	2,7	-26,6
Mazda	358	253	2,3	-29,3
Autres	2 343	2 159	19,6	-7,9
Marques étrangères	8 853	8 317	75,4	-6,1
Total	11 733	11 027	100,0	-6,0

Source : DITTT

Unités : nbre, %

La seconde place est occupée par un autre pick-up, le Toyota Hilux avec 354 unités vendues en 2009 (contre 264 en 2008). Enfin, la petite citadine Getz de chez Hyundai complète le trio de tête malgré un léger repli des ventes sur un an : 322 unités en 2009, contre 393 unités en 2008.

Véhicules neufs immatriculés selon le modèle en 2009 (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

Marque	Modèle	Nbre	Part
Ford	Ranger	807	7,3
Toyota	Hilux	354	3,2
Hyundai	Getz	322	2,9
Renault	Clio	299	2,7
Citroën	Berlingo	293	2,7
Peugeot	207	250	2,3
Mitsubishi	Sportero	240	2,2
Isuzu	Dmax	234	2,1
Dacia	Sandero	230	2,1
Chevrolet	Avero	221	2,0
Kia	K2700II	221	2,0
Autres	Autres	7 556	68,5
Total		11 027	100,0

Source : DITTT

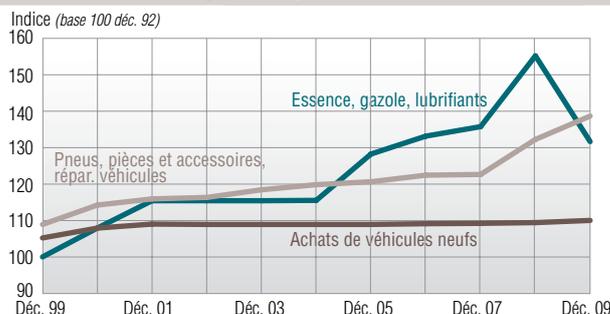
Unités : nbre, %

Les nouveaux moteurs diesel plus sobres et plus performants conjugués à l'engouement des Calédoniens pour les 4x4, très souvent équipés de ce type de moteur, font

que plus d'un véhicule sur deux immatriculés sur le territoire en 2009 bénéficie d'une motorisation diesel. Le nombre d'immatriculations pour ce type de motorisation a été moins affecté par le repli général des ventes, avec -3,1% sur un an contre -9,2% pour les véhicules essence, certainement en liaison avec la baisse des prix du gazole (-21,2% en moyenne sur un an) plus avantageuse pour les consommateurs que celle des prix de l'essence (-13,1% en moyenne sur un an).

L'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages relatif aux véhicules automobiles confirme en 2009 la quasi-stabilité des prix d'"Achats de véhicules neufs" depuis plusieurs années. Le prix des dépenses d'utilisation des véhicules est en recul de 9,7% sur un an, sous l'effet de la forte baisse du poste "Essence, gazole, lubrifiants" (-15,7% en glissement sur un an) et malgré l'accroissement des prix des "Pneus, pièces et accessoires, réparation de véhicules" (+4,8% en glissement sur douze mois). Il est intéressant de rappeler que chaque mois, les ménages calédoniens dépensent en moyenne plus de 65 000 F.CFP pour leur transport, dont 86% sont liés au véhicule. En incluant assurance et vignette, le véhicule revient à 57 000 F.CFP par mois en moyenne pour un ménage calédonien, contre 41 000 F.CFP en métropole (source : Enquête Budget Consommation des Ménages 2008).

Évolution des indices des prix relatifs aux véhicules automobiles



Source : ISEE

EMPLOI SALARIÉ

Ralentissement des créations d'emploi

Après cinq années soutenues et un niveau record en 2008, la croissance de l'emploi salarié marque le pas. Ce ralentissement touche le secteur privé comme le secteur public. Malgré ce résultat décevant, la croissance est toujours là.

Les effectifs salariés déclarés à la CAFAT s'établissent à 82 583 personnes en moyenne sur l'année 2009, contre 80 420 en 2008, soit une croissance annuelle de +2,7% (2 163 salariés supplémentaires). Après cinq années de forte progression au-dessus de la barre des 4% et un niveau record en 2008 (+5,4%), la croissance de l'emploi salarié marque le pas en 2009 tant dans le secteur privé que le public.

Le secteur privé, qui concentre près des trois quarts (71%) de l'emploi salarié total, compte 58 836 salariés en moyenne sur 2009, contre 57 066 en 2008. Cette hausse de 3,1% est la plus faible progression depuis 2003 (+2,5%) et intervient après une année 2008 exceptionnelle (+6,1%). Elle s'inscrit toutefois dans la tendance de ces vingt dernières années (+3,6% par an entre 1989 et 2009).

Plus de la moitié (57%) des 1 771 salariés supplémentaires de 2009 sont à attribuer aux Services, 34% à l'Industrie et 11% à la Construction.

Les Services, qui emploient les deux tiers des salariés du privé, affichent une progression de leurs effectifs pour 2009 de +2,7% sur

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité
(moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2008	2009 p	Nbre	%
Secteur privé	57 066	58 836	1 771	3,1
Agriculture	2 298	2 258	-40	-1,8
Agriculture, chasse, sylviculture	1 779	1 756	-23	-1,3
Pêche, aquaculture	519	502	-17	-3,3
Industries	9 851	10 459	608	6,2
Industries extractives	1 186	1 241	55	4,7
Industries manufacturières	7 863	8 389	526	6,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	802	829	27	3,3
Construction	8 219	8 415	195	2,4
Services	36 698	37 705	1 008	2,7
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	9 092	9 187	94	1,0
Hôtels et restaurants	4 126	4 005	-121	-2,9
Transports et communications	4 227	4 269	42	1,0
Activités financières	1 719	1 780	61	3,5
Immobilier, location et services aux entreprises	6 172	6 571	400	6,5
Administration publique	699	730	31	4,5
Éducation	2 679	2 700	22	0,8
Santé et action sociale	1 760	1 897	137	7,8
Services collectifs, sociaux et personnels	2 559	2 966	407	15,9
Services domestiques	3 637	3 572	-65	-1,8
Activités extra-territoriales	28	28	-	0,4
Secteur public	23 354	23 747	392	1,7
Total	80 420	82 583	2 163	2,7

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

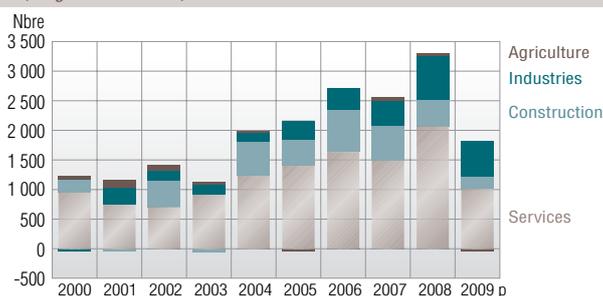
un an, soit 1 008 salariés supplémentaires. Cette croissance, bien que positive, reste inférieure aux niveaux de ces dernières années, avec notamment +6,0% en 2008. Plus des trois quarts de ces salariés supplémentaires sont répartis dans les "services collectifs, sociaux et personnels" (dont +271 salariés pour les "organisations associatives") et "l'immobilier, locations et services aux entreprises" (dont +192 pour le

"travail temporaire"). La "santé et action sociale" et le "commerce, réparations automobiles et d'articles" (dont le "commerce de gros alimentaire" et "l'entretien et la réparation de véhicules automobiles") regroupent près d'un quart des effectifs supplémentaires (+231 salariés).

L'Industrie affiche la croissance la plus élevée de 2009 avec +6,2% sur un an, soit 608 salariés en plus, dont 87% sont regroupés dans "l'industrie manufacturière", et plus particulièrement dans la "fabrication d'éléments métalliques" (+149 salariés) et "d'éléments informatiques" (+69). La progression des effectifs dans la "métallurgie" (+79 salariés) et les "industries extractives" (+59) est un signe du dynamisme du secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie, malgré des difficultés conjoncturelles.

Après cinq années de croissance exceptionnelle, au-dessus de la

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

barre des 5% (+5,7% en 2008) et atteignant même +10,9% en 2006, la **Construction** voit son dynamisme ralentir en 2009 avec +2,4% (+195 salariés).

Les activités de terrassement affichent une progression de leurs effectifs (+246 salariés), en liaison avec les chantiers de l'usine du Nord et de logements sociaux. Les entreprises de la construction de bâtiments et de maisons individuelles perdent 131 salariés sur un an.

L'**Agriculture** est le seul secteur qui perd des salariés, 40 sur un an, après deux années de croissance (+3,1% en 2007 et +2,3% en 2008). Cette perte touche plus particulièrement les élevages et l'aquaculture, en liaison avec une activité du secteur en berne pour 2009.

Le **secteur public**, qui représente plus d'un quart (29%) de l'emploi salarié total, enregistre en 2009 la plus faible hausse annuelle de ces dernières années (+1,7%).

Sur les 23 747 salariés du secteur public, plus de la moitié sont fonctionnaires de la fonction publique d'Etat ou de la Nouvelle-Calédonie. Parmi les 392 salariés supplémentaires en 2009, les trois quarts sont des fonctionnaires et un quart des contractuels. La ventilation par collectivité indique que la plus forte progression des effectifs est à attribuer aux établissements publics (+6,2%), en liaison notamment avec le re-

censement de la population qui a nécessité le recrutement de près de 800 enquêteurs. Les provinces voient globalement leurs effectifs augmenter de 2,3% (+4,6% pour le Nord, +2,2% pour le Sud et -0,6% pour les îles Loyauté). Les effectifs de l'État augmentent très légèrement (+1,1%), tandis que ceux de la Nouvelle-Calédonie restent stables sur un an et que ceux des communes reculent (-2,6%).

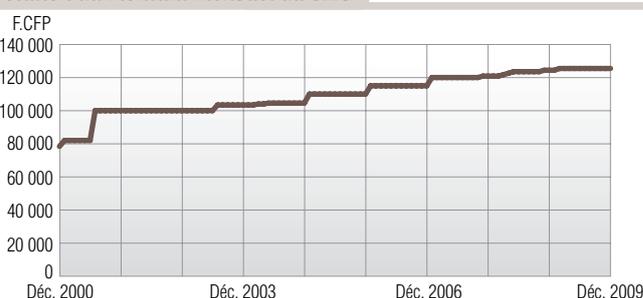
La progression du **Salaire Minimum Garanti (SMG)** s'est nettement ralentie en 2009 avec +0,9%, conformément au ralentissement de l'inflation (+0,2%). Le SMG s'établissait à 125 464 F.CFP par mois fin 2009, contre 124 406 F.CFP fin 2008. Il avait augmenté de 2,9% en 2008 en liaison avec la hausse de l'indice des prix à la consommation hors tabacs (+3,5%), sur lequel il est indexé selon les règles de relèvement énoncées par l'article 25-1 de l'ordonnance modifiée n°85-

1181 du 13 novembre 1985.

Sur dix ans, le montant mensuel du SMG a progressé de 61,7%, passant de 77 585 F.CFP fin 1999 à 125 464 F.CFP fin 2009 pour une augmentation des prix à la consommation hors tabac sur la même période de 18,1%. Cette augmentation plus rapide du SMG résulte de la volonté des pouvoirs publics d'améliorer le pouvoir d'achat des plus démunis. Ainsi, en 2001 comme en 2005, des Lois du pays ont écarté les règles de relèvement du SMG énoncées dans l'ordonnance de 1985 et ont permis de porter successivement le SMG à 100 000 puis à 120 000 F.CFP.

C'est toujours dans ce souci de revalorisation du pouvoir d'achat que le gouvernement a annoncé, fin 2009, une nouvelle revalorisation du SMG. La Loi du pays du 15 janvier 2010 écarte ainsi à nouveau les règles de l'ordonnance de 1985 dans le but de porter le SMG à 150 000 F.CFP d'ici mi-2012.

Évolution du montant mensuel du SMG



Source : Direction du Travail

MARCHÉ DU TRAVAIL

Hausse de la demande

La demande d'emploi en fin de mois progresse en liaison avec la fin du chantier de l'usine du Sud mais les nouvelles offres d'emploi sont plus nombreuses, tirées par les besoins en main d'œuvre de la construction de l'usine du Nord.

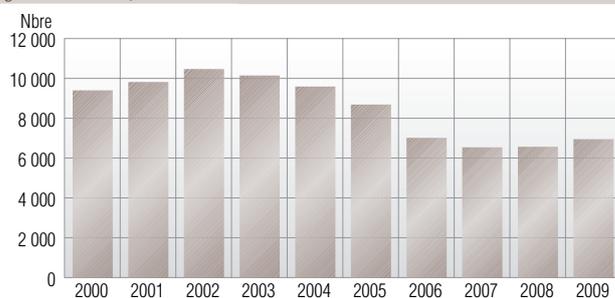


Après une période faste de 2003 à 2007 où la demande d'emploi en fin de mois a enregistré un recul continu (de -3,1% à -19,2% selon l'année), l'année 2008 a marqué des signes de ralentissement (+0,4%) qui se sont confirmés en 2009 (+5,8%). Sur l'année, excepté en février, la demande d'emploi en fin de mois a toujours été supérieure à celle de 2008. Le nombre annuel moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois atteint ainsi 6 981 demandeurs en 2009, après 6 600 en 2008 et 6 572 en 2007.

Toutefois, selon l'Institut de Développement des Compétences en Nouvelle-Calédonie (IDC-NC), cette reprise de la demande ne doit pas être considérée de façon alarmiste et n'est pas représentative d'une crise de l'emploi. Elle intervient en effet après une période particulièrement dynamique en liaison avec la construction de l'usine du Sud.

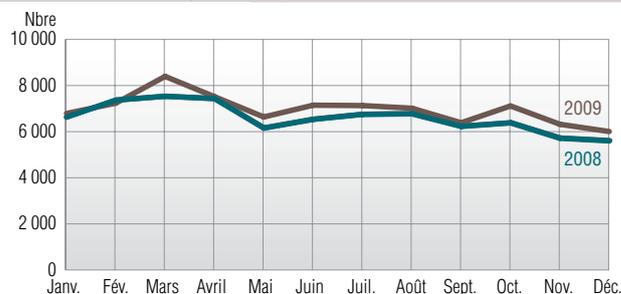
Dans le détail par province, il ressort une progression de la demande en fin de mois en provinces Sud (4 845 demandeurs en 2009, contre 4 458 en 2008) et îles Loyauté (430 demandeurs, contre 278 en 2008) qui a plus qu'absorbé le recul enregistré en province Nord (1 707 demandeurs d'emploi, contre 1 864 en 2008). L'évolution constatée en province Nord est directement liée à la construction du complexe de Vavouto pour l'usine du Nord, alors que celle de la province des îles Loyauté est à mettre en relation avec le dynamisme de l'EPEFIP (établissement provincial de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle) qui incite les demandeurs d'emploi à se faire recenser pour les faire bénéficier

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois (moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Évolution mensuelle de la demande d'emploi (stock de demandeurs en fin de mois)



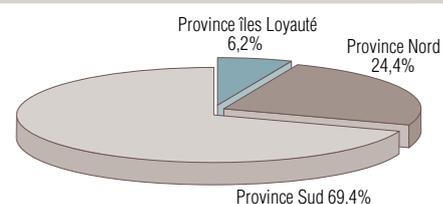
Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

des aides existantes en matière de formation ou de revenus sociaux tels que le RIL (revenu d'insertion des Loyauté).

Enfin, la progression de la demande en province Sud traduit la finalisation du chantier de l'usine du Sud et les vagues successives de démobilisation des travailleurs engagés pour ce chantier (plus de 1 600 employés au plus fort de son activité). Selon les estimations du service de l'emploi de la province, il restait en milieu d'année 2009 un effectif potentiel démobilisable de 1 276 travailleurs.

En conséquence de ces évolutions provinciales, la part de la province Nord dans la demande d'emploi moyenne recule sur un an (24% contre 28% en 2008), celles des autres provinces progressent, passant de 68% à 70% pour la province Sud et de 4% à 6% pour la province des îles Loyauté.

Répartition géographique des demandeurs d'emploi en 2009 (demande en fin de mois)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

En 2009, cinq secteurs d'activité représentent à eux seuls plus des deux tiers des demandes d'emploi : "les services aux personnes et à la collectivité" (1 705 demandes en moyenne), "les services administratifs et commerciaux" (970), "le bâtiment, les travaux publics et l'extraction" (866), "le transport et la logistique" (678) et "l'industrie hôtelière" (620).

En moyenne sur l'année, la part des demandeurs d'emploi qualifiés progresse, passant de 48,3% en 2008 à 51,4% en 2009 ; dans le même temps la part des demandeurs diplômés augmente également de 62% en 2008 à 64% en 2009. Parmi eux, 31% sont titulaires d'un BEP ou d'un CAP (contre près de 31% en 2008), 19% d'un baccalauréat (18% en 2008) et 7% diplômés de l'enseignement supérieur (6% en 2008).

La proportion des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans baisse (de 29% en 2008 à 27% en 2009) au profit de ceux de plus de 36 ans, dont la part passe de 36% en 2008 à 38% en 2009.

La proportion de femmes parmi les demandeurs d'emploi progresse régulièrement depuis 7 ans, s'établissant à 60% en 2009 comme en 2008 et contre 55% en 2002, traduisant une activité professionnelle des femmes de plus en plus grande.

Sur l'année 2009, 11 729 nouvelles offres d'emploi ont été déposées, soit une augmentation de 5,4% sur un an, correspondant à 598 dépôts supplémentaires par rapport à 2008.

La progression des offres d'emploi déposées est à relativiser par un accroissement de leur précarité. En effet, la part des offres se rapportant à un emploi à durée déterminée passe de 70% en 2008 à 74% en 2009. Cette évolution s'explique par certaines opérations ponctuelles menées

en 2009 qui ont nécessité d'importantes vagues de recrutement temporaire : c'est le cas des élections provinciales du mois de mai avec les besoins en main d'œuvre pour les mises sous pli de la propagande électorale ou encore du recensement général de la population en milieu d'année avec quelque 800 agents enquêteurs recrutés pour la phase de collecte.

Dans le même temps, on assiste à une légère progression de l'emploi à temps partiel puisque 14% des offres sont concernées par ce régime contre 13% en 2008.

Cinq secteurs d'activité représentent à eux seuls les deux tiers des offres d'emploi déposées: "le bâtiment, les travaux publics et l'extraction" (2 346 offres), "les services administratifs et commerciaux" (1 834), "le transport et la logistique" (1 446), "les services aux personnes et à la collectivité" (1 039) et "la mécanique, l'électricité et l'électronique" (1 028).

Les dépôts d'offres d'emploi reculent en province Sud, au profit de la province Nord, dont la part

passse de 10 à 20% entre 2007 et 2009. Cette progression est directement liée au projet d'usine du Nord, dont les terrassements et la construction de la base-vie sont en cours, alors que dans le même temps le chantier de l'usine du Sud est terminé avec une mise en production intervenue début 2010.

Ainsi, alors que ces dernières années, la demande d'emploi était essentiellement tirée par la province Sud, c'est désormais la province Nord qui présente un vivier important d'offres d'emploi avec notamment la construction de l'usine du Nord et la création de zones artisanales, industrielles et commerciales qu'elle génère. Afin d'aider à développer ce bassin d'emploi, quatre partenaires, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Cellule Koniambo, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la direction du développement économique de la province Nord, accompagnent les projets de développement local et aident les entreprises à y développer leurs activités par un appui technique, juridique et financier.

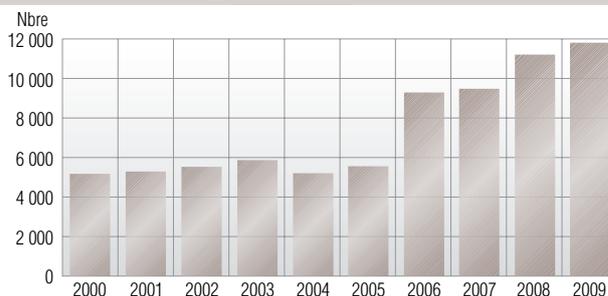
Offres et demandes d'emploi

	Demandes d'emploi en fin de mois				Nouvelles offres d'emploi			
	2008	2009	Var (%)	Var (nbre)	2008	2009	Var (%)	Var (nbre)
Province îles Loyauté	278	430	54,5	152	46	45	-2,2	-1
Province Nord	1 864	1 707	-8,4	-157	1 410	2 410	70,9	1 000
Province Sud	4 458	4 845	8,7	387	9 952	9 215	-7,4	-737
Nouvelle-Calédonie	6 600	6 981	5,8	381	11 131	11 729	5,4	598

Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi Formation

Unités : nbre, %

Évolution des nouvelles offres déposées



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

CONFLITS SOCIAUX

Une année contrastée

Alors que les conflits sociaux dans les entreprises du secteur privé ont fortement augmenté sur le 1^{er} semestre, la situation sociale s'est nettement améliorée sur la 2^e partie de l'année.

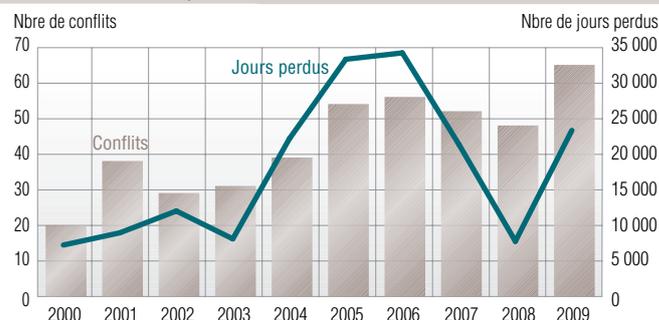
Selon la Direction du Travail et de l'Emploi (DTE), 65 conflits sociaux ont été dénombrés en 2009 dans le secteur privé (hors mines et maritime), rompant ainsi avec la tendance à la baisse observée en 2007 et 2008 (respectivement 52 et 48 conflits).

Dans le détail de l'année, on observe sur le 1^{er} semestre une augmentation significative des conflits avec un pic à 10 conflits par mois en mars et juin, suivie d'une très forte décade sur le 2^e semestre avec en moyenne 2 conflits par mois à compter de septembre.

L'augmentation du nombre de conflits, conjuguée à une progression du nombre de grévistes (1 678 en 2009, contre 736 en 2008) et de salariés concernés (2 041, contre 1 222 en 2008), conduit à une accélération du nombre de journées perdues qui passe de 7 913 jours en 2008 à 23 486 jours en 2009, dépassant ainsi la moyenne observée ces dix dernières années (18 000 jours par an).

Le nombre de jours de conflits double sur un an (690 jours, contre 396 en 2008), pour une durée moyenne de 10,6 jours, contre 7,2 en 2008. Deux conflits de longue durée ont marqué l'année : celui de Carsud, commencé en 2008, qui aura duré 18 mois

Évolution des conflits sociaux dans le secteur privé (hors mines et maritime)



Source : Direction du Travail et de l'Emploi

Évolution mensuelle des conflits sociaux dans le secteur privé en 2009 (hors mines et maritime)



Source : Direction du Travail et de l'Emploi

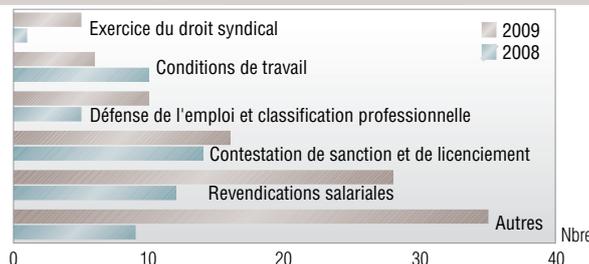
et donné lieu à des affrontements sur la voie publique ; celui d'Aircal, d'une durée de 4 mois, qui a conduit à une escalade d'une rare violence. Ces conflits ont mené à des grèves générales dans de nombreux secteurs de l'économie. La répartition des conflits en

fonction de la taille des entreprises a changé. En 2009, autant de conflits ont eu lieu dans les entreprises de 10 à 50 salariés (45% du total) que dans celles de plus de 50 salariés (46%). En 2008, les entreprises de plus de 50 salariés totalisaient 54% des conflits (contre 40% pour celles de 10 à 50 salariés).

En 2009, la moitié des conflits a été organisée à l'initiative d'un syndicat : l'USTKE. Toutefois, le nombre de conflits en intersyndicaux progresse, passant de 1 en 2008 à 14 en 2009.

Près de la moitié (44%) des mouvements sociaux a pour origine des revendications salariales et la contestation de sanctions disciplinaires ou de licenciements,

Conflits selon le motif en 2009 (hors mines et maritime)



Source : Direction du Travail et de l'Emploi

plusieurs revendications pouvant être exprimées au cours d'un même conflit. La DTE relève une intensification de la revendication salariale.

Depuis fin 2004, la DTE s'est dotée d'une section dédiée à la résolution des conflits et à la négociation collective, dont l'activité est en augmentation constante. Ainsi, en

2009, elle est intervenue dans 115 situations : 108 procédures de conciliation (contre 85 en 2008), 3 d'arbitrage (aucune en 2008) et 4 actions d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de protocole de fin de conflit.

Quelques conflits sociaux ont également été dénombrés dans le **secteur public**. Les deux plus

importants étant : celui des pompiers de l'aviation civile qui a lourdement perturbé le trafic aérien en fin d'année et celui de l'administration provinciale Nord, pour lequel les parties ont souhaité un accompagnement de la DTE à titre exceptionnel pour la mise en œuvre d'un "accord de méthode" concernant l'organisation d'un dialogue social.

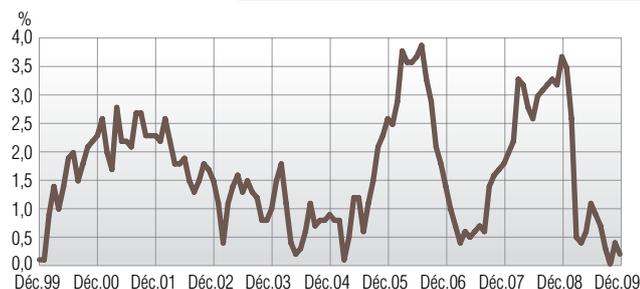
PRIX À LA CONSOMMATION

+0,2% d'inflation

Après l'année record de 2008, l'inflation de 2009 est la plus basse de la décennie. La hausse des prix des services et de l'alimentation est compensée par la baisse des produits manufacturés.

L'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2009 s'établit à 132,3 contre 131,7 en décembre 2008, affichant ainsi une augmentation de +0,2% en glissement sur un an. Le tabac contribue à hauteur de 0,1 point à l'inflation annuelle ; ainsi, hors tabacs, la hausse des prix est réduite à 0,1% en 2009. Un niveau aussi bas n'avait pas été atteint depuis dix ans. Il faut en effet remonter à l'année 1999 pour retrouver un taux d'inflation sous la barre des 0,5%. Cette quasi-stabilité des prix est toutefois à relativiser par un détail par poste qui subit des variations significatives.

Variation des prix à la consommation
(en glissement sur douze mois)



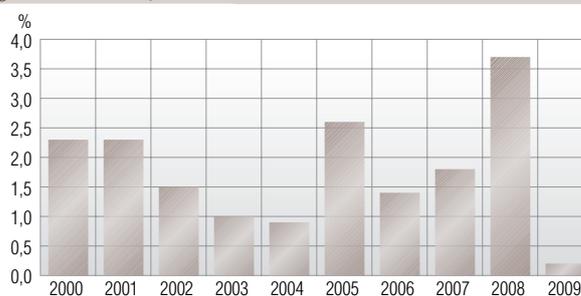
Source : ISEE

Ainsi, dans le détail, les hausses des postes services (+2,0%) et alimentation (+1,0%) ont été en grande partie compensées par la baisse des prix des produits manufacturés (-2,5%).

Bien que la hausse des prix des services (+2,0%) se tasse par rapport à 2008 (+3,1%), elle reste supérieure à la moyenne annuelle des dix dernières années (+1,9%).

Cette évolution à la hausse des prix des services est principalement imputable à l'augmentation des tarifs des postes "mé-

Évolution de l'inflation sur dix ans
(en glissement annuel)



Source : ISEE

decins et auxiliaires médicaux" (+4,2%), des "logement et eau" (+3,5%), des "soins des hôpitaux et assimilés" (+3,4%), des "loisirs, spectacles et culture" (+3,1%), des "plats cuisinés" (+2,8%), des "restaurants, cafés, hôtels" et de l'"enseignement" (+1,9% chacun).

Ainsi, les tarifs des consultations de généralistes sont passés de 3 734 F.CFP fin 2008 à 3 850 F.CFP fin 2009 (+2,7%) et, du fait de la hausse du taux directeur d'évolution des dépenses hospitalières, le coût de l'hospitalisation en médecine générale a progressé de 6,2% en 2009.

Par ailleurs, la majoration annuelle applicable aux loyers des locaux à usage d'habitation est passée depuis le 1^{er} janvier 2009 à 75% de la hausse de l'indice de révision des loyers (contre 50% en 2008).

Toutefois, dans ce contexte d'évolution à la hausse des prix des services, quelques baisses peuvent être signalées : -4,5% pour les transports et communications en général, avec notamment -3,6% pour les "services de télécommunications" et -6,3% pour le "transport aérien".

Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 92 Déc. 08	132,3 Déc. 09	Variation sur un an %
Indice général	10 000	132,1	132,3	0,2
Indice hors tabac	9 750	130,4	130,5	0,1
Détail en 3 postes :				
Alimentation	2 691	142,8	144,2	1,0
Produits manufacturés (yc tabac)	3 747	121,0	118,0	-2,5
Services	3 561	135,8	138,4	2,0
Détail en 8 postes :				
Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 000	146,7	148,7	1,4
Articles d'habillement et chaussures	470	78,9	74,9	-5,0
Logement, eau, éclairage	1 600	135,1	138,1	2,2
Meubles, art. ménagers, entretien maison	580	115,9	118,1	1,9
Services médicaux et dépenses de santé	570	151,6	156,1	3,0
Transports et communications	2 400	129,4	123,6	-4,5
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	590	106,2	108,2	1,9
Autres biens et services	790	128,1	130,7	2,0

Source : ISEE

Autre poste à tendance inflationniste, auquel les ménages sont particulièrement attentifs en raison de leur fréquence d'achat élevée, les produits alimentaires sont en hausse de 1,0% sur un an. Cette progression montre un tassement des prix de l'alimentation en 2009 qui intervient après deux années successives de fortes hausses (+4,4% en 2007 et +4,6% en 2008). En effet, mi-2008, les prix des matières premières agricoles se sont stabilisés ou ont baissé, marquant la fin de la flambée des cours débutée fin 2006.

Ainsi, les cours mondiaux du blé, après avoir augmentés de 58,5% en 2007 puis de 25,1% en 2008, reculent de 33,6% en 2009. De même, ceux du maïs et du riz diminuent respectivement de 29,0% et 18,0% en 2009, après +40,9% et +107,0% en 2008 et +43,6% et +7,2% en 2007.

Les cours du cacao se contentent d'un ralentissement de leur progression avec +9,5% en 2009, contre +35,6% en 2008 et +25,3% en 2007. Enfin, le sucre maintient quant à lui une forte progression, un peu en décalé par rapport aux autres matières premières, puisqu'elle intervient après une hausse de 22,1% en 2008, mais un recul de 32,4% en 2009.

En Nouvelle-Calédonie, dans le détail, les plus fortes augmentations reviennent aux "boissons non alcoolisés" (+4,3%), aux "cafés, thés et cacao", aux "sucres" (+4,2% chacun), aux "boissons alcoolisés", aux "légumes" (+2,4% chacun), aux "viandes" (+1,2%) et aux "pains et céréales" (+0,8%, avec +2,4% pour les "pâtes alimentaires" et -2,5% pour le "riz"). D'autres produits s'affichent à la baisse sur un an : les "fruits" (-6,7%, avec notam-

ment un prix moyen au kilo du letchi qui baisse de -35,2%), les "laits, fromage et œufs" (-1,4%), les "poissons" (-1,2%) et les "huiles et graisses" (-0,2% avec -4,5% pour les "beurre").

Il est important de préciser que l'exposition des ménages est inégale face à la variation des prix dans la mesure où chaque ménage a sa propre structure de consommation.

S'agissant des produits alimentaires, il ressort de l'enquête Budget Consommation des Ménages de 2008 que la part des dépenses monétaires consacrées à l'alimentation pour les ménages dont les revenus mensuels sont inférieurs à 150 000 F.CFP atteint 32%, alors qu'elle n'est que de 13% pour un ménage dont les revenus dépassent 600 000 F.CFP par mois. Il résulte de ce constat que l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires n'est pas le même pour tous les ménages.

Contrairement aux deux autres postes, les prix des produits manufacturés enregistrent sur les douze derniers mois une baisse de 2,5%. Les cours du pétrole, dont la flambée avait créé des tensions inflationnistes en 2008 sur les produits manufacturés (+3,4%), tirent en 2009 ce même poste vers le bas, en corrélation avec la crise financière et la chute du prix du baril amorcée mi-2008. Les répercussions ne se sont fait ressentir en Nouvelle-Calédonie que début 2009.

Ainsi, la baisse des prix des produits manufacturés est essentiellement due aux carburants (-15,7% sur un an), mais également au "gaz" (-10,0%), aux "articles d'habillement et chaussures" (-5,0%) et aux "médicaments et autres produits pharmaceutiques" (-2,4%), alors que dans le même temps, les "meubles et articles ménagers" sont en hausse de 1,9%, les "tabacs" de +2,9% et les prix des "véhicules neufs" de +0,6%.

Plus précisément, entre fin 2008 et fin 2009, la bouteille de gaz de 12,5 kg est passée de 2 780 F.CFP à 2 500 F.CFP, le litre d'essence de 147,8 F.CFP à 125,8 F.CFP et celui de gazole de 125,6 F.CFP à 96,4 F.CFP.

La hausse encore soutenue des prix en fin d'année 2008 (+0,9% sur le dernier trimestre) avait eu pour conséquence la revalorisation du salaire minimum garanti (SMG) au 1^{er} février 2009, qui est ainsi passé de 124 406 F.CFP à 125 464 F.CFP.

Le ralentissement de l'inflation sur l'année 2009 a figé le SMG à cette dernière valeur, puisque selon l'ordonnance du 13 novembre 1985, il est indexé sur l'indice des prix (lorsque l'IPC sans tabacs enregistre une hausse au moins égale à 0,5% par rapport à l'indice constaté lors de la fixation du SMG immédiatement antérieur, le SMG est relevé dans la même proportion). C'est pourquoi, fin 2009, le gouvernement a souhaité renforcer le pouvoir d'achat des ménages calédoniens en revalorisant le SMG au-delà de la hausse des prix, comme cela avait déjà été le cas en 2001 et en 2005 pour le porter successivement à 100 000 et 120 000 F.CFP.

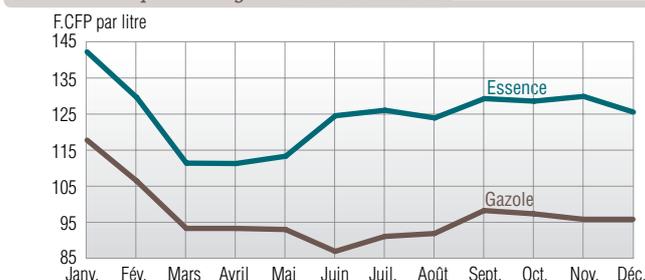
Ce ralentissement de l'inflation enregistré en Nouvelle-Calédonie en 2009 illustre, avec un certain décalage, la tendance mondiale amorcée dans la plupart des pays dès la deuxième moitié de l'année 2008 en liaison avec la crise financière et économique. C'est ainsi que la France terminait l'année 2008 avec 1,0% d'inflation en glissement (contre 2,6% en 2007) et la zone euro 0,9% (contre 1,6% en 2007).

Depuis le dernier trimestre 2009, la remontée des cours des matières premières, signe de la reprise de l'économie, a enrayé cette tendance dans bon nombre de pays. Ainsi, la France et la zone euro, qui affichaient une inflation en glissement négative de respectivement -0,4% et -0,3% au terme du mois de septembre, finissent l'année 2009 avec +0,9% chacune.

Dans un environnement plus régional, la Nouvelle-Zélande et l'Australie connaissent également un ralentissement de l'inflation, toutefois moins marqué qu'en Nouvelle-Calédonie, avec respectivement +2,1% et +2,0% (contre +3,7% et +3,4% en 2008).

La Polynésie française comme Wallis et Futuna affichent une inflation négative avec -0,8% et -0,5%.

Évolution du prix des hydrocarbures en 2009



Source : ISEE

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Forte contraction des échanges commerciaux

En 2009, baisse du prix du pétrole et fin de la construction de l'usine du Sud ont réduit de manière considérable la valeur des importations calédoniennes alors que dans le même temps, les difficultés sur le marché mondial du nickel ont fait chuter les exportations.

Sur l'ensemble de l'année 2009, 220,2 milliards de F.CFP de marchandises ont été importées, contre un record de 262,2 milliards de F.CFP en 2008.

Si elles restent au-dessus de la barre des 200 milliards de F.CFP (dépassée pour la première fois en 2006) et représentent pratiquement le double des importations d'il y a 10 ans, leur repli n'a jamais été aussi important. Alors que l'on pouvait déjà noter en 2008 un net ralentissement dans la progression des achats du territoire à l'extérieur, l'année 2009 marque une rupture avec une très forte baisse (-16,0%) des importations.

Cette contraction historique des importations provient de deux phénomènes majeurs qui se sont conjugués en 2009.

Tout d'abord, la baisse des prix des matières premières, et en particulier du baril de pétrole après sa flambée de 2008 (-36,6% en 2009 contre +34,0% en moyenne sur l'année 2008), a considérablement réduit la facture énergétique de la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs, le chantier de l'usine de Vale Inco touche à sa fin alors que les achats nécessaires à la construction avaient dopé les importations de 2004 à 2008. Ainsi, les 3/4 de la diminution (31,0 mil-

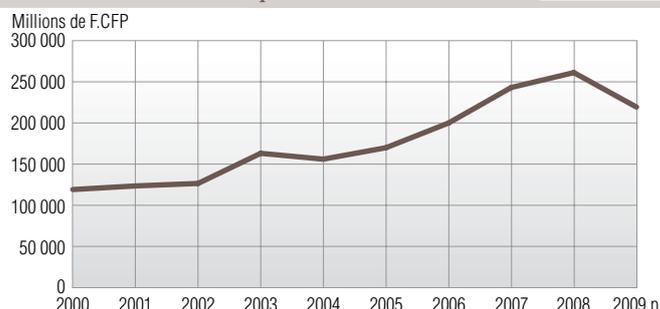
Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2008	2009 p	Variation
Produits alimentaires	30 118	30 210	0,3
Produits minéraux	50 744	33 579	-33,8
Produits chimiques	16 128	17 221	6,8
Produits caoutchouc et plastique	8 581	8 299	-3,3
Bois et ouvrages en bois	2 179	2 359	8,3
Papiers et ouvrages en papier	4 607	4 605	0,0
Produits textiles	6 018	5 815	-3,4
Métaux et ouvrages en ces métaux	16 268	15 335	-5,7
Machines, appareils et matériel électrique	48 674	40 347	-17,1
Matériel de transport	38 875	36 289	-6,7
Autres produits	39 998	26 164	-34,6
Total	262 188	220 223	-16,0

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de la valeur des importations de marchandises



Source : Direction Régionale des Douanes

liards de F.CFP) sont à attribuer aux postes "Produits minéraux" et "Autres" dans lequel sont incluses les importations d'ensembles industriels.

Au-delà de ces deux facteurs, on observe une baisse ou une stabilité de nombreux postes à l'importation qui pourrait traduire un léger tassement de la demande intérieure (consommation des ménages et investissement des entreprises). Ainsi, les importations de "Machines, appareils, matériels électriques" (-17,1%), "Matériel de transport" (-6,7%), "Métaux et ouvrages en ces métaux" (-5,7%), "Produits textiles" (-3,4%) et "Produits en caoutchouc, plastique" (-3,3%) sont en diminution ; celles de "Produits alimentaires, boissons, tabacs"

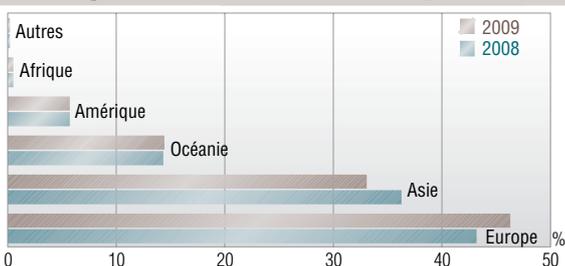
(+0,3%) et "Papiers et ouvrages en papier" (0,0%) sont stables.

Dans ce contexte de baisse des importations, seuls les postes "Produits chimiques" et "Bois et ouvrage en bois" affichent des hausses (respectivement +6,8% et +8,3%).

En 2009, près des deux tiers des importations calédoniennes se répartissent en 4 postes : 18,3% de la valeur totale des importations concernent des "Machines, appareils et matériels électriques", 16,5% des "Matériels de transport", 15,2% des "Produits minéraux" et 13,7% des "Produits alimentaires, boissons, tabacs". Le tiers restant se partage entre les 7 autres postes d'importation.

La structure des importations

Origine des importations (% de la valeur totale des importations)



Source : Direction Régionale des Douanes

par continent d'origine ne présente pas de changement majeur par rapport à 2008. Ainsi, l'Europe arrive en tête avec 46,2% des achats en valeur (contre 43,1% en 2008), suivie par l'Asie 33,0% (contre 36,2% en 2008). À eux seuls, ces deux continents représentent près de 80% du total des achats du territoire à l'extérieur, en 2009 comme en 2008.

Par pays, la France reste en 2009 comme en 2008, le principal fournisseur avec 29,3% du total des importations, suivie de Singapour (13,0%) qui subit directement la baisse des cours du pétrole. L'Australie (9,6% des importations), les États-Unis (4,4%), la Nouvelle-Zélande (4,3%), le Japon (3,1%) et les autres pays (20,2%) suivent de plus loin le duo de tête.

En cumul sur l'année 2009, les exportations calédoniennes sont provisoirement arrêtées à 80,7 milliards de F.CFP, contre 107,1 milliards en 2008, soit une contraction sur un an de 24,6%. Très loin du niveau record de 2007 (183,9 milliards de F.CFP), elles repassent pour la première fois depuis 2005 en-dessous de la barre des 100 milliards.

Composées à 90% de nickel (produits miniers et métallurgiques), les exportations calédoniennes ont, comme en 2008, largement subi l'orientation à la baisse des cours du nickel au London Metal Exchange (LME). En effet, alors que le cours de la livre de nickel s'élevait à 16,89 USD/lb en moyenne sur l'ensemble de l'année 2007, il s'établissait à 9,58 USD/lb en 2008 et a atteint 6,65 USD/lb en 2009. Cela a déprécié les tonnages exportés sur l'ensemble de l'année, malgré la légère reprise des cours depuis le second trimestre 2009.

Dans le détail, s'agissant des exportations de nickel, le minerai, malgré des volumes expédiés

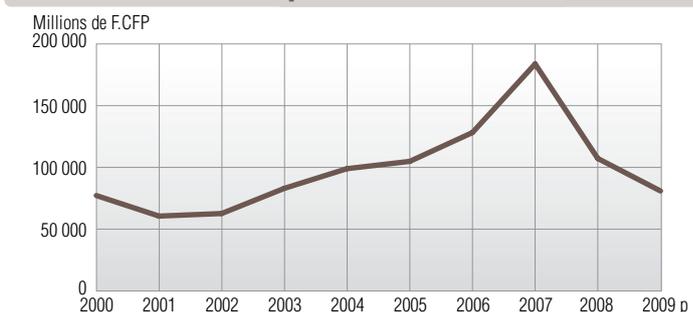
Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2008 r	2009 p	Variation
Minerai de nickel	17 192	13 065	-24,0
Ferro-nickels	65 666	43 946	-33,1
Mattes	17 612	16 109	-8,5
Produits de la mer	2 359	2 147	-9,0
dont thons	270	424	+57,0
crevettes	1 583	1 317	-16,8
holothuries	387	253	-34,6
trocas	90	126	+40,0
Autres produits	4 276	5 474	+28,0
Total	107 105	80 740	-24,6

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de la valeur des exportations de marchandises



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

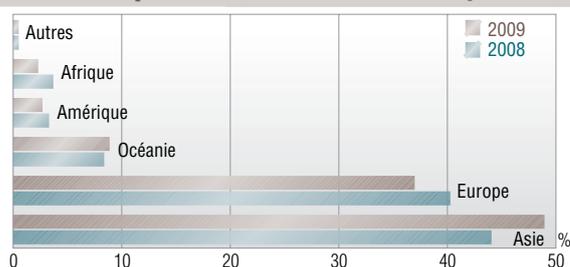
supérieurs de 14,3% à ceux de l'année dernière (3 543 milliers de tonnes en 2009 contre 3 100 milliers de tonnes en 2008), est fortement impacté par la baisse des cours du nickel avec un recul annuel de 24,0% (4,1 milliards de F.CFP de moins). Il en est de même pour les ferro-nickels qui affichent un résultat inférieur à celui de 2008 avec -21,7 milliards de F.CFP en un an (-33,1%) pour des volumes expédiés quasiment stables (-1,7%) et une production locale pourtant en légère hausse (+2,0%). Enfin, s'agissant des ventes de mattes vers la Métropole, elles suivent la même évolution, avec des volumes exportés en hausse de 7,3% et des valeurs qui chutent de 8,5%.

Les exportations de produits de la mer représentent 2,7% de la valeur totale des ventes à l'extérieur et affichent une baisse de 9,0% sur un an. Ces exportations

comptent principalement des crevettes (pour 61,3%), mais aussi du thon (19,7%), des holothuries (11,8%) et des trocas (5,9%). Si les ventes de thon (+57,0%) et de trocas (+40,0%) affichent de belles progressions en valeur sur un an, leur faible part dans les exportations de produits de la mer ne suffit pas à compenser les résultats médiocres des ventes de crevettes (-16,8% en valeur et -16,7% en volume) et d'holothuries (-34,6% en valeur et -37,6% en volume).

Les exportations de 2009 ont principalement été destinées à l'Asie (49,1% de la valeur totale des exportations) et à l'Europe (37,1%). Dans le détail, 25,9% des exportations calédoniennes ont été envoyées à la France (soit 20,8 milliards de F.CFP), la Chine prend la deuxième place et représente 14,0% des ventes à l'extérieur du territoire, avec 11,2 milliards. Le Japon complète le trio de tête avec 11,0 milliards. La ventilation des exportations de l'année 2009 laisse apparaître un repli de la quasi-totalité des clients, hormis la Chine et la Corée. Si la première bénéficie d'un plan de relance soutenu de son économie, les achats de la seconde sont principalement motivés par un besoin accru de minerai pour l'usine de Gwangyang en marche depuis mi-2008.

Destination des exportations (% de la valeur totale des exportations)



Source : Direction Régionale des Douanes

En 2009, les échanges commerciaux de la Nouvelle-Calédonie sont en forte diminution par rapport aux deux années précédentes.

Cette diminution, qui touche plus fortement les importations (-42,0 milliards par rapport à 2008) que les exportations (-26,4 milliards), permet au déficit de la balance commerciale de se réduire : -139,5 milliards contre -155,1 milliards en 2008.

En revanche, le **taux de couverture** des importations par les exportations se dégrade, passant de 40,9% en 2008 à 36,7%, soit le taux le plus bas jamais atteint.

Dans le détail par pays, la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie a été bénéficiaire principalement avec les pays destinataires de nickel : le Japon, Taïwan ou la Corée du sud, tandis qu'elle a été déficitaire avec ceux dont elle est fortement dépendante pour ses approvisionnements : la France, l'Union européenne, l'Australie ou la Chine.

Les **recettes douanières** de l'année 2009 liquidées par la Direction Régionale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 41,1 milliards de F.CFP. Elles diminuent de 4,7% (-2,0 milliards) par rapport à 2008, en corrélation avec la baisse des achats de marchandises à l'extérieur. Ainsi, les trois taxes principales : la taxe générale à l'importation, la taxe de base à l'importation et les droits de douanes sont en baisse. À elles seules, elles représentent 85% du recul des recettes douanières de l'année 2009 (-1,7 milliard).

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution des recettes douanières

	2008	2009 p	Variation
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	16 617	16 013	-3,6
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	7 152	6 478	-9,4
Droits de douanes	5 988	5 561	-7,1
Taxe sur les produits pétroliers	4 828	4 720	-2,2
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 168	2 212	2,0
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 572	1 754	11,6
Taxe sur le fret aérien	1 936	1 741	-10,1
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	880	852	-3,2
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	856	783	-8,5
Taxe de péage	331	291	-11,8
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	230	242	5,3
Taxe anti-pollution	155	152	-2,2
Droit de quai	99	85	-14,0
Amendes et confiscations	129	55	-57,6
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	51	50	-2,1
Redevance informatique (RI)	37	36	-2,2
Droit de port	20	20	0,6
Droit de navigation intérieure	15	12	-18,7
Total	43 063	41 058	-4,7

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

Dans le détail, la baisse de la taxe générale à l'importation (TGI) s'élève à 604 millions de F.CFP (-3,6% sur un an). Si la TGI est la taxe au rendement le plus élevé, sa part d'exonération est la plus importante (33% du revenu total). La taxe de base à l'importation est également en repli sur un an avec -9,4% (-674 millions de F.CFP). Peu exonérée (13% du revenu total), elle est un indicateur

fiable des tendances affectant le commerce extérieur.

La taxe sur les produits pétroliers (-2,2% sur un an) et la taxe additionnelle sur les produits pétroliers (+2,0% sur un an) ont rapporté 6,9 milliards de F.CFP au territoire, soit le même montant que l'année dernière. Depuis la réforme de 2006, ces taxes sont assises sur les quantités importées et non plus sur les valeurs.

MONNAIE

Des indicateurs bien orientés

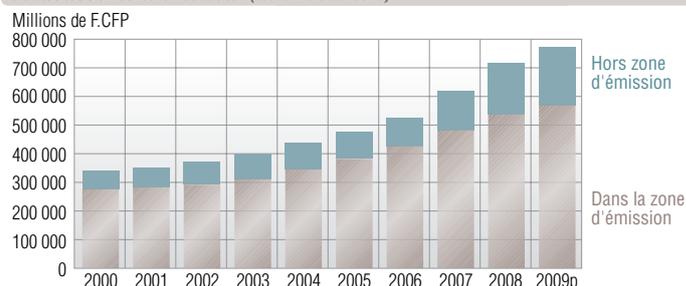
Tout en restant dynamiques, les indicateurs monétaires ralentissent, témoignant de la prudence des acteurs économiques dans leurs investissements.



activité des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie a marqué le pas en 2009, mais les rythmes de croissance observés restent dynamiques.

Ainsi, l'encours des crédits accordés continue de progresser en 2009, mais se tasse, avec une augmentation de +7,8%, après +15,6% en 2008 et +17,6% en 2007. Les encours octroyés par les établissements situés hors de la zone d'émission (202,3 milliards de F.CFP) voient leur progression fléchir, passant de +30,8% à +13,3% entre 2008 et 2009 ; ceux des établissements locaux, qui représentent les ¾ des concours avec 569,1 milliards de F.CFP, voient leur croissance passer de 11,3% à 5,9% sur la même période. Par agent économique, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer note que le ralentissement du marché du crédit est

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur (au 31 décembre)



Source : IEOM

plus sensible pour les entreprises (+10,2%, après +23,4% en 2008) que pour les ménages (+7,4%, après +11,8%).

L'endettement bancaire des entreprises est essentiellement tiré à la hausse par les crédits à la construction (+38,8% en 2009), en liaison avec les grands chantiers, tels que les logements sociaux, le développement de la zone VKP, l'usine du Nord, qui profitent notamment aux établis-

sements situés hors de la zone d'émission. Le rythme de progression de l'encours de crédit d'investissement ralentit quant à lui fortement tout en restant dynamique (+6,0% après +36,4% en 2008). Face à l'atonie de la consommation des ménages, les entreprises ont vraisemblablement préféré réduire leurs stocks et par conséquent limiter leur besoin en fonds de roulement ; ainsi, l'encours des crédits d'exploitation des entreprises fléchit de 2,7% sur l'année 2009.

Par secteur, l'IEOM relève que l'endettement des industries affiche une hausse de 27% en 2009, en liaison avec les grands projets miniers ; hors mines et métallurgie, l'encours du secteur progresse de seulement 9%. Les concours bancaires du BTP augmentent de 13,1% sur l'année, tirés par le logement social.

Les services enregistrent également une forte hausse de leurs encours (+23,8%), à relativiser par la prise en compte dans ce secteur des SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation ainsi que des activités immobilières.

En revanche, le besoin en financement du commerce reste stable (+0,1%).

Encours de crédits accordés par les établissements situés dans et hors zone d'émission (au 31 décembre)

Encours de crédits	2008	2009 p	Variation
Credits d'exploitation	83 706	79 776	-4,7
Entreprises	78 739	76 575	-2,7
Collectivités locales	4 967	3 201	-35,6
Credits d'investissement	227 824	238 326	4,6
Entreprises	194 599	206 208	6,0
Collectivités locales	33 225	32 118	-3,3
Credits à la construction	66 089	91 740	38,8
Entreprises	66 089	91 740	38,8
Credits à la consommation	63 391	65 707	3,7
Ménages	63 391	65 707	3,7
Credits à l'habitat	241 519	261 158	8,1
Ménages	241 031	260 763	8,2
Collectivités locales	488	395	-19,1
Autres crédits	9 035	9 560	5,8
Entreprises	7 232	7 483	3,5
Ménages	1 289	1 731	34,3
Collectivités locales	514	346	-32,7
Autres	10 014	9 732	-2,8
Créances douteuses brutes	14 206	15 435	8,7
Créances douteuses nettes	4 579	5 045	10,2
Provisions	9 627	10 390	7,9
Total des encours	715 784	771 434	7,8
Dont : Entreprises	346 659	382 006	10,2
Ménages	305 711	328 201	7,4
Collectivités locales	39 194	36 060	-8,0

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

Quant aux ménages (43% des encours accordés), leur besoin de financement porte essentiellement sur l'habitat (79,5% du total) dont l'encours progresse de 8,2%, contre +13,6% en 2008, pouvant ainsi traduire, selon l'IEOM, l'anticipation d'une baisse des taux et des prix de l'immobilier.

Leurs crédits à la consommation augmentent pour leur part de 3,7%, avec +6,6% pour les crédits de trésorerie (+7,6% en 2008) et -6,7% pour les crédits bail, en liaison avec le recul des immatriculations de véhicules neufs enregistré sur le marché de l'automobile en 2009.

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages ressortent dans leur ensemble favorablement orientés : le nombre d'incidents de paiement sur chèques recule de 1,4% tandis que celui de personnes physiques en interdiction bancaire est stable sur un an ; seules les décisions de retrait de cartes bancaires augmentent (+26,9%).

Les collectivités locales, qui représentent moins de 5% des encours accordés, affichent quant à elles un désendettement sur un an, avec -3,3% pour les crédits d'investissement, -35,6% pour les crédits d'exploitation et -19,1% pour les crédits à l'habitat.

La collecte des actifs financiers progresse de 10,4% en 2009. Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte ou pour le compte d'institutions extérieures atteignent ainsi 563,3 milliards de F.CFP fin 2009, contre 510,2 milliards fin 2008. Cette croissance s'explique par l'augmentation des disponibilités détenues par les ménages (+4,8% en 2009), qui regroupent à eux seuls plus de la moitié des actifs, des entreprises (+18,5%) et dans

Évolution des actifs financiers par catégorie et agent (au 31 décembre)

	2008	2009 p	Variation
Dépôts à vue	196 491	214 178	9,0
Entreprises	101 369	116 942	15,4
Ménages	74 900	78 287	4,5
Autres agents	20 222	18 949	-6,3
Placements liquides ou à court terme	230 187	253 557	10,2
Entreprises	55 529	69 094	24,4
Compte d'épargne à régime spécial	261	563	115,7
Placements indexés sur les taux du marché	55 268	68 531	24,0
Ménages	135 038	133 842	-0,9
Compte d'épargne à régime spécial	72 269	84 567	17,0
Placements indexés sur les taux du marché	62 769	49 275	-21,5
Autres agents	39 620	50 621	27,8
Compte d'épargne à régime spécial	3 319	4 772	43,8
Placements indexés sur les taux du marché	36 301	45 849	26,3
Placements à long terme	83 527	95 563	14,4
Entreprises	993	1 093	10,1
Ménages	81 771	93 708	14,6
Autres agents	763	762	-0,1
Total des actifs	510 205	563 298	10,4
Entreprises	157 891	187 129	18,5
Ménages	291 709	305 837	4,8
Autres agents	60 605	70 332	16,0

Source : IEOM

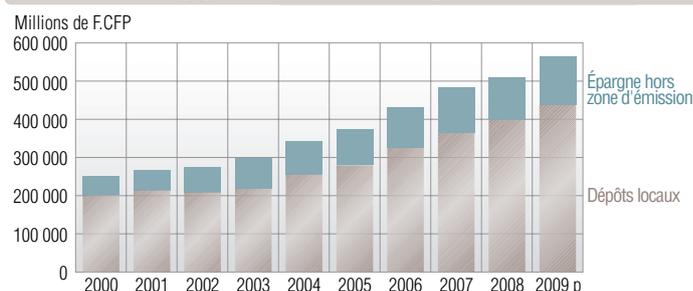
Unités : million de F.CFP, %

une moindre mesure des autres agents (+16,0). Elle concerne tous les types de placements : les dépôts à vue (+9,0% après +4,4% en 2008), les placements liquides ou à court terme (+10,2%, dont 6,0% pour les placements indexés sur les taux du marché, après +11,9% en 2008 et +30,0% en 2007) et ceux à long terme (+14,4%). Après une année 2008 morose (-5,4%), les placements à long terme renouent avec la croissance, tirée par les contrats d'assurance-vie (86% de ces placements) des ménages (+13,9% sur un an).

Selon l'IEOM, ce ralentissement du marché du crédit conjugué à une activité de collecte des établissements locaux dynamique est positif pour le système bancaire local au moins sur deux points :

- son solde emplois-ressources clientèle se redresse de 4,2% ;
- sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) progresse de l'ordre de 10% sur un an, montrant que sa dépendance envers des financements extérieurs diminue.

Évolution des actifs financiers selon la catégorie (au 31 décembre)



Source : IEOM

FINANCES PUBLIQUES

Baisse des dépenses publiques

Le budget de la Nouvelle-Calédonie est en baisse, mais la contraction est plus importante pour les dépenses que pour les recettes. Les dépenses de l'État sont en très léger recul.

En 2009, l'État a dépensé en Nouvelle-Calédonie 137,0 milliards de F.CFP, soit un montant en légère baisse de 0,6% par rapport à 2008.

Dans le détail, les "dépenses de personnel et pension" sont quasiment stables sur un an, avec une variation de +0,2%. Le redéploiement des effectifs militaires a engendré un recul de leurs traitements entre 2008 et 2009, de 11,1 milliards de F.CFP à 9,1 milliards. Cela a compensé la progression des autres dépenses de personnel.

Les dépenses d'intervention, de fonctionnement et d'investissement baissent avec respectivement -0,6%, -3,5% et -13,4% soit au total un repli d'un milliard de F.CFP. Toutefois, ce recul est à relativiser compte tenu du fait que la répartition des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie, et notamment celle des dépenses d'intervention, peut varier selon les années en fonction de l'état d'avancement des contrats de développement.

La situation provisoire du budget de la Nouvelle-Calédonie fait

Évolution des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie

	2008	2009 p	Variation
Dépenses de personnel et pension	93 874	94 097	0,2
Dépenses d'intervention	30 456	30 276	-0,6
Dépenses de fonctionnement	9 686	9 348	-3,5
Dépenses d'investissement	3 686	3 191	-13,4
Autres dépenses	75	78	4,0
Total	137 777	136 990	-0,6

Source : Trésor Public / Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

apparaître une légère baisse des recettes (-0,7%) et un recul plus marqué des dépenses (-9,6%) au titre de l'année 2009.

Les recettes de fonctionnement affichent une légère hausse de 1,3% sur un an.

Hors nickel, la fiscalité directe se porte bien : l'impôt sur les sociétés à 30% progresse fortement sur un an (+22,2%, soit +4,8 milliards) et l'impôt sur le revenu des personnes physiques croît également très honorablement avec +10,0% (soit +1,5 milliard). Ces deux hausses sont toutefois atténuées par le repli de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnement (-16,0%), de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (-8,3%) ainsi que par la baisse de l'impôt sur les sociétés minières à 35% (-83,0%, soit

-8,3 milliards) en corrélation avec les difficultés rencontrées sur le marché du nickel en 2009.

De son côté, la baisse de 3,0% des impôts indirects en 2009 s'explique par la diminution des trois principales taxes douanières (droits de douanes, TGI et TBI) qui enregistrent -7,0% sur un an (soit -2,1 milliards), en liaison avec le recul des importations sur l'année. Enfin, la forte hausse de 27,4% des recettes fiscales des services correspond à une opération exceptionnelle liée à une augmentation en capital de la SIC, que la Nouvelle-Calédonie n'a constaté qu'en 2009. La progression de 45,4% des recouvrements divers est liée aux remboursements des provinces et des communes sur les trop perçus des dotations de 2008.

Les recettes d'investissement affichent quant à elles une forte baisse annuelle de 34,9% qui s'explique essentiellement par le recul des produits financiers : en 2009, l'emprunt mobilisé pour financer les investissements s'élève à 2,0 milliards après plus de 5,0 milliards en 2008 pour le rachat des actions Enercal. Cette forte baisse des produits financiers est cependant en partie compensée par la subvention d'équipement de l'État, dont le montant a pratiquement été multiplié par 2,5 en un an, en liaison avec la montée en puissance de la construction du médipôle de Koutio, à laquelle l'État participe.

Évolution des recettes de la Nouvelle-Calédonie (droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2009 au 18 janvier 2010, hors opérations d'ordre)

	2008	2009	Variation
Recettes de fonctionnement	154 702	156 690	1,3
Impôts directs	59 489	59 740	0,4
Impôts indirects	47 952	46 530	-3,0
Centimes sur impôts	8 605	7 952	-7,6
Recettes fiscales reversées	25 507	27 391	7,4
Recettes diverses des services	3 976	5 066	27,4
Régie des tabacs	6 075	6 380	5,0
Revenus du domaine	147	145	-1,1
Contributions et subventions de l'État	1 258	1 533	21,9
Subvention de fonctionnement de l'Union Européenne	0	0	-
Recouvrements divers	523	761	45,4
Fonds de concours	1 170	1 192	1,9
Recettes d'investissement	9 209	5 996	-34,9
Subvention d'équipement de l'Etat	524	1 224	133,8
Subvention d'équipement de l'Union Européenne	0	0	-
Produits financiers	5 300	2 029	-61,7
Produits stockés	6	6	///
Autres recettes d'investissement	3 379	2 737	-19,0
Total général des recettes	163 910	162 686	-0,7

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse sur un an de 10,9% (soit 381 millions) principalement en raison de la diminution des dotations aux provinces et aux communes, après une année 2008 assez élevée, compte tenu du fort réajustement de 2007. Les dépenses de personnel (+7,6%) et de fonctionnement des services (+5,6) progressent dans le prolongement de l'année 2008.

Les dépenses d'investissement enregistrent globalement une progression de 5,6% sur un an du fait du financement de nouveaux programmes. Les deux principaux investissements sur 2009 concernent la construction du médipôle de Koutio et la participation de la Nouvelle-Calédonie aux Jeux du Pacifique de 2011. Des subventions sont versées aux communes, aux provinces et à l'Université de la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à la SIC pour la construction du campus universitaire, destiné dans un premier temps au village des Jeux. Seuls les mouvements financiers sont en repli sur un an, avec un montant pratiquement divisé par quatre, lié aux achats d'actions d'Enercal en 2008.

Évolution des dépenses de la Nouvelle-Calédonie (droits provisoires, arrêtés pour l'exercice 2009 au 18 janvier 2010, hors opérations d'ordre)

	2008	2009	Variation
Dépenses de fonctionnement	172 319	153 494	-10,9
Dépenses de personnel	11 996	12 910	7,6
Fonctionnement des services	3 652	3 856	5,6
Dettes (intérêts)	50	54	8,1
Interventions diverses	16 712	17 093	2,3
Dotation aux provinces	78 130	59 289	-24,1
Dotation aux communes	22 373	17 516	-21,7
Reversement et charges diverses	6 631	5 583	-15,8
Reversement centimes et recettes affectées	32 775	37 194	13,5
Dépenses d'investissement	12 219	12 905	5,6
Programmes de la Nouvelle-Calédonie	3 257	5 830	79,0
Programmes au bénéfice des tiers	1 826	3 150	72,5
Approvisionnements	1 163	1 254	7,9
Mouvements financiers	4 306	1 162	-73,0
Remboursement de la dette	512	647	26,4
Autres	1 155	861	-25,4
Total général des dépenses	184 538	166 399	-9,8

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

Le budget de la province Sud affiche provisoirement un déficit de 6,1 milliards pour 2009, contre un bénéfice de 7,5 milliards en 2008, qui s'explique par une diminution des recettes de 9,7% sur un an (-5,6 milliards) et une forte progression de 15,9% des dépenses sur la même période (+8,0 milliards).

L'importante diminution des recettes est essentiellement due au repli des dotations légales après une année 2008 en forte hausse, en raison notamment du réajustement suite aux résultats de l'année 2007. Ce repli entraîne une baisse des recettes de fonctionnement de

11,3%, tandis que la baisse des recettes d'investissement est plus modérée avec -4,3%.

Au niveau des dépenses, celles de fonctionnement affichent une hausse annuelle de 17,8% due à un accroissement des charges de personnels et d'élus et des interventions hors contrats de développement. Les dépenses d'investissement présentent également une progression soutenue avec +9,7%.

Les données concernant les budgets 2009 des provinces îles Loyauté et Nord n'ont pas été communiquées.

Évolution des recettes et des dépenses des provinces (situations provisoires, arrêtées au 31 décembre de chaque année)

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Recettes de fonctionnement	nc	nc	nc	nc	45 087	40 013
Recettes d'investissement	nc	nc	nc	nc	12 523	11 985
Total recettes	nc	nc	nc	nc	57 610	51 998
Dépenses de fonctionnement	nc	nc	nc	nc	38 382	45 224
Dépenses d'investissement	nc	nc	nc	nc	11 770	12 917
Total dépenses	nc	nc	nc	nc	50 153	58 141

Sources : Services des finances des provinces îles Loyauté, Nord et Sud

Unité : million de F.CFP

ENTREPRISES

4 675 entreprises créées

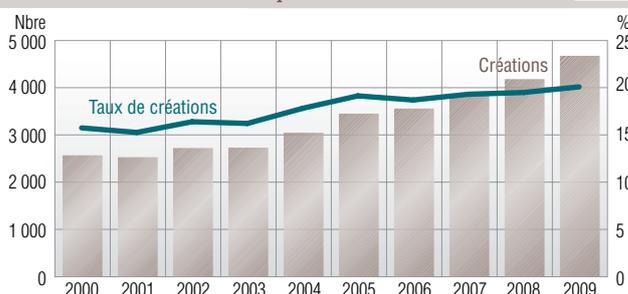
Les créations d'entreprises enregistrent une forte progression en 2009, qui s'accélère par rapport à l'année précédente.

Après une période de relative stabilité jusqu'en 2003, avec des créations d'entreprises de l'ordre de 2 500 par année, les créations d'entreprises font preuve, depuis 2004, d'un dynamisme soutenu (+3 047 entreprises en 2004, +3 451 en 2005, +3 558 en 2006, +3 856 en 2007 et +4 180 en 2008) qui s'est accéléré en 2009 avec près de 4 700 créations.

Ainsi, les mouvements enregistrés au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Établissements (RIDET) en 2009 révèlent une hausse annuelle des créations de 11,8%, supérieure à celle enregistrée en 2008 (+8,4%) et à la progression annuelle moyenne sur la période 2004-2008 (+8,9%). Au cours de l'année, les créations d'entreprises se sont contractées sur le 2^e trimestre (-1,6% sur un an après +7,3% sur le 1^{er} trimestre) pour être particulièrement dynamiques sur les deux derniers trimestres (+16,7% au 3^e et +21,7% au 4^e).

Les créations "pures" concernent les trois quarts (74,6%) des créations d'entreprises en 2009 ; leur part augmente ces dernières années (69,1% en 2004, 70,5% en 2005, 70,3% en 2006, 72,6% en 2007 et 72,3% en 2008). Rapportées au parc des entre-

Évolution des créations d'entreprises et du taux de créations



Source : ISEE/RIDET

Créations d'entreprises en 2009, selon le type et le secteur d'activité

Secteur	Stock	pure	reprise	Créations réactivation	Total	Taux de créations
Industries agro-alimentaires (IAA)	316	37	1	14	52	16,5
Industries hors IAA	2 063	256	3	102	361	17,5
Construction	6 327	901	14	369	1 284	20,3
Commerce et réparations	3 686	462	24	123	609	16,5
Transports	1 729	163	5	54	222	12,8
Immobilier	883	80	2	10	92	10,4
Services aux entreprises	3 673	795	4	182	981	26,7
Services aux ménages	2 669	367	13	162	542	20,3
Éducation, santé, social	1 997	427	7	98	532	26,6
Total (champ ICS*)	23 343	3 488	73	1 114	4 675	20,0

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

prises actives au 1^{er} janvier, ces créations permettent de dégager un taux de créations qui progresse par rapport aux années précédentes. Il s'établit en effet à 20,0% en 2009, après 19,4% en 2008 et 19,3% en 2007.

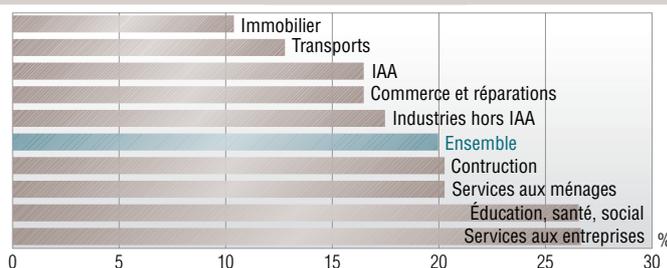
Dans le détail, certains secteurs sont plus dynamiques que

d'autres. C'est le cas de "l'éducation, la santé, le social" et "des services aux entreprises", dont le taux de créations dépasse les 26%. En revanche, d'autres, comme "l'immobilier" et "les transports", enregistrent des taux très inférieurs à la moyenne (respectivement 10,4% et 12,8%).

À l'exception des "transports", il s'est créé dans tous les secteurs plus d'entreprises en 2009 qu'en 2008.

Les "industries agroalimentaires" enregistrent la hausse la plus soutenue (+57,6%) mais leur part reste marginale dans les créations totales (1,1%). Dans la "construction", les créations progressent plus modérément (+11,0%), mais ce secteur pèse plus du quart des entreprises créées.

Taux de créations par secteur d'activité en 2009



Source : ISEE/RIDET

La "construction" (1 284 créations) et les "services aux entreprises" (981) représentent à eux deux près de la moitié des créations d'entreprises de 2009 (48,4%). Le dynamisme affiché par ces deux secteurs s'inscrit dans une tendance de forte progression observée depuis 2003. Ajoutés aux deux premiers, les secteurs "commerce et réparation" (609 unités créées), "services aux ménages" (542) et "éducation, santé et social" (532) couvrent 84,4% des créations d'entreprises de l'année 2009.

En matière de survie, 90,9% des entreprises créées au cours de l'année 2009 étaient encore actives au 1^{er} janvier 2010. Des disparités existent toutefois selon les secteurs. Ainsi, le taux de survie est plus élevé dans les "hôtels et restaurants" (95,1%) et les "services collectifs, sociaux et personnels" (93,6%) que dans la "santé et l'action sociale" (80,5%).

La croissance soutenue des créations d'entreprises depuis 2004 est liée avant tout à la bonne santé de l'économie calédonienne. Elle est également entretenue par les pouvoirs publics et le dynamisme d'organismes comme la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI). Ainsi, le nouveau code

Évolution des créations d'entreprises

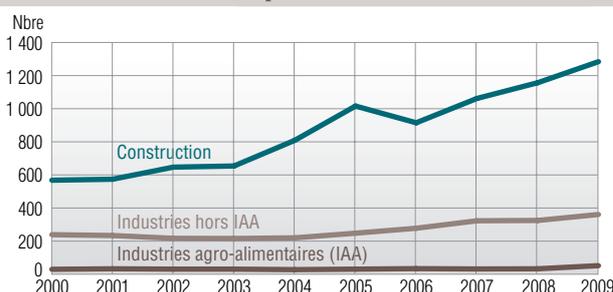
	2008	2009	Variation
Secondaire	1 515	1 697	12,0
Industries agro-alimentaires (IAA)	33	52	57,6
Industries hors IAA	325	361	11,1
Construction	1 157	1 284	11,0
Tertiaire	2 665	2 978	11,7
Commerce et réparation	484	609	25,8
Transports	255	222	-12,9
Immobilier	86	92	7,0
Services aux entreprises	838	981	17,1
Services aux ménages	482	542	12,4
Éducation, santé, social	520	532	2,3
Total (champ ICS*)	4 180	4 675	11,8

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur secondaire

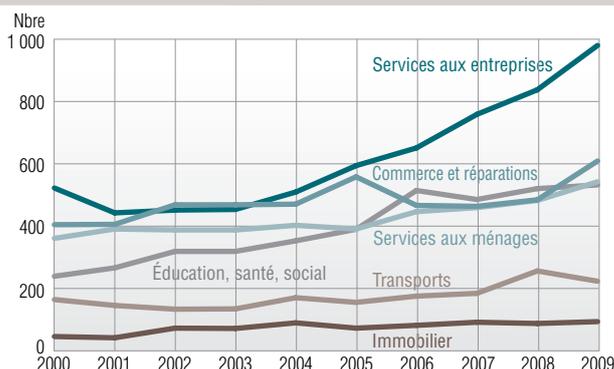


Source : ISEE/RIDET

d'aides financières à l'investissement de la province Sud voté en décembre 2005, la création de la pépinière d'entreprises de la CCI fin 2006 ou encore l'apparition de nouveaux acteurs tels l'association "Nouvelle-Calédonie Initiative" créée fin 2006, ont incité les demandeurs d'emploi à créer

leur entreprise pour assurer leur propre emploi. Ces dispositifs d'aide à la création d'entreprises ont été complétés, en 2008, par l'instauration d'un nouveau code de développement pour la province Nord et par l'inauguration de la pépinière d'entreprises "Centre Sud", filiale de PromoSud. Il faut aussi citer la création par la CCI du "pack créateur" destiné à sécuriser les jeunes structures ou encore la mise en place par la province Sud du plan PREGO, destiné à accompagner les salariés du chantier de Goro Nickel en fin de contrat, notamment par des aides à la création d'entreprises. Enfin, l'Agence Française de Développement (AFD) s'est vue confier la mise en œuvre en 2009 dans l'outre-mer français du plan de relance aux petites et moyennes entreprises, en leur facilitant l'accès aux financements.

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur tertiaire



Source : ISEE/RIDET

AGRICULTURE

Activité morose

L'ensemble des productions animales et végétales est en baisse sur un an à cause de mauvaises conditions climatiques ; seule la filière bovine tire son épingle du jeu.

D'après l'enquête de la DAVAR, la production locale de viande bovine augmente légèrement, passant de 3 147 tonnes en 2008 à 3 181 tonnes en 2009, mais reste très inférieure aux niveaux d'avant 2005 (plus de 4 000 tonnes par an de 1996 à 2004). Cette hausse n'a pas permis de limiter les importations, dont les volumes progressent sur un an (+3,9%, soit +66 tonnes) pour des valeurs pratiquement stables et proches des 900 millions de F.CFP.

Production et importations de viande (abattages contrôlés de l'OCEF et des bouchers de l'intérieur)

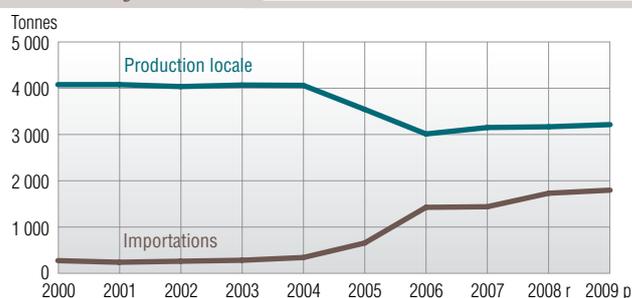
	2008	2009	Variation
Viande bovine			
Production	3 147	3 181	1,1
Importations	1 711	1 777	3,9
Viande porcine			
Production	2 373	2 254	-5,0
Importations	365	362	-0,8
Viande ovine			
Production	7,8	6,3	-19,2
Importations	604	599	-0,8
Volaille			
Production	908	766	-15,6
Importations	8 368	8 923	6,6
Cervidés			
Production	186	182	-1,9

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF Unités : tonne, %

La production locale de viande porcine se situe provisoirement à 2 254 tonnes pour 2009. Elle baisse de 5,0% sur un an, mais suit une tendance à la hausse ces dernières années (1 371 tonnes en 1999), qu'elle devrait poursuivre en 2010 avec l'exploitation accordée en mai 2009 pour un nouvel élevage de 1 500 porcs. Parallèlement, les importations sont stables en volume, autour des 360 tonnes, mais progressent en valeur de 19,3% sur un an pour atteindre 111 millions de F.CFP en 2009.

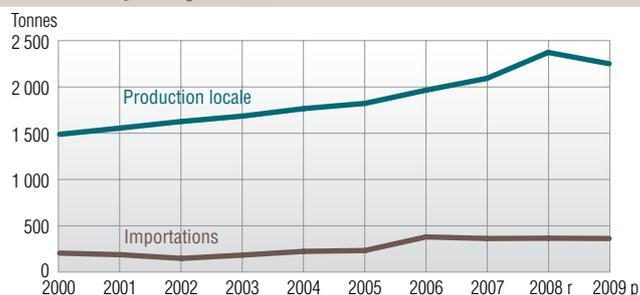
Concernant les autres élevages, les abattages contrôlés de viande de cerf concernent 182 tonnes de carcasses en 2009, contre 186 en

Évolution de la filière bovine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

Évolution de la filière porcine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEF

2008. Avec une baisse de 2,2%, consécutive à celle de 11,4% en 2008, l'année 2009 enregistre les plus faibles volumes abattus par l'OCEF depuis 2002 (266 tonnes de cerf). Les exportations de viande de cerf sont stables en volume sur un an (64 tonnes), mais baissent de 2% en valeur (51 millions de F.CFP).

La production ovine diminue elle aussi, passant de 8 tonnes en 2008 à 6 tonnes en 2009. Parallèlement, les importations sont pratiquement stables en volume (-0,8%), mais progressent en valeur de 4,6% et s'élèvent à 335 millions de F.CFP en 2009.

Suite à la baisse de la production locale (-15,6% sur un an), les importations de viande de volaille s'élèvent à 8 923 tonnes en 2009, soit 6,6% de plus qu'il y a un an, pour une variation en valeur de

+6,5% (1 702 millions contre 1 598 millions en 2008). Ces importations pourraient baisser en 2010 suite à l'autorisation d'exploitation, en mai 2009, d'une nouvelle installation d'une capacité de plus de 16 000 volailles.

Enfin, les importations de miel ont diminué en volume, de 4,0 tonnes en 2008 à 3,5 tonnes en 2009, mais progressé en valeur de 15,8% (2,2 millions de F.CFP, contre 1,9 million en 2008). Ces importations restent faibles comparées aux quantités produites chaque année en Nouvelle-Calédonie (autour de 90 tonnes ces dernières années).

Du côté des filières végétales, 4 312 tonnes de fruits ont été déclarées commercialisées au cours des enquêtes mensuelles de la DAVAR de 2009, soit 16,1% de moins qu'en 2008, en liaison avec

les mauvaises conditions climatiques. Cette diminution touche la quasi-totalité des fruits, mais en particulier les agrumes (-25,0%), les ananas (-15,4%), les bananes (-8,9%) et les pastèques (-6,1%). Seules les quantités commercialisées de letchis se démarquent avec +79,0%, bénéficiant d'une pluviométrie élevée. Conséquence de la baisse de la production, les importations de fruits augmentent dans les mêmes proportions en volume (+19,5%) et en valeur (+21,6%).

Les pommes, les raisins, les poires et les kiwis représentent les trois quarts des volumes importés. 34 tonnes de fruits (dont 30 tonnes de limes et 3 tonnes de letchis) ont été exportées en 2009 pour 16 millions de F.CFP, en baisse de 33,3% en volume et de 27,3% en valeur par rapport à 2008.

La production calédonienne de légumes pour l'année 2009 s'établit à 9 918 tonnes, tous légumes confondus, contre 11 444 tonnes en 2008, soit un recul de 13% sur un an. À l'exception des oignons, l'ensemble des récoltes sont concernées par cette diminution qui s'explique par les mauvaises conditions climatiques de début d'année (fortes pluies liées au phénomène climatique La Nina), conjuguées à la cessation d'activité de quelques maraîchers. Malgré des volumes en chute, la production en valeur atteint 2,1 milliards de F.CFP, en très légère hausse de 1%.

Ce repli des volumes produits a tiré à la hausse les importations de légumes qui augmentent de 10,0%.

La récolte de pommes de terre, retardée à cause des conditions climatiques, s'est repliée de 16,0% sur un an. Cependant, la bonne récolte de 2008 a permis de limiter les importations en 2009 (1 372 tonnes, contre 1 992 en 2008 soit -31,1%).

Production et importations de la filière végétale

	2008 r	2009 p	Variation
Fruits			
Production marchande	5 139	4 312	-16,1
dont commercialisation au marché de gros	2 307	2 101	-9,0
Importations	4 329	5 174	19,5
Légumes (y.c oignons et tubercules)			
Production marchande	7 146	6 377	-10,8
dont commercialisation au marché de gros	4 638	3 755	-19,0
Importations	3 178	3 496	10,0
Squashes			
Production marchande	2 525	2 053	-18,7
dont commercialisation au marché de gros	24	18	-27,1
dont exportations	2 501	2 035	-18,6
Pommes de terre			
Production locale*	1 746	1 467	-16,0
Importations	1 992	1 372	-31,1
Céréales			
Production locale	4 203	2 587	-38,4
Importations	41 759	40 430	-3,2
Café			
Production locale	33	7	-78,8
Importations	1 155	1 403	21,5

* Achats de l'OCEP, non compris les pommes de terre nouvelles

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, ERPA, Chambre d'Agriculture, OCEP

Unités : tonne, %

Commercialisation des pommes de terre fraîches



Sources : OCEP, Marché de Gros, Direction Régionale des Douanes

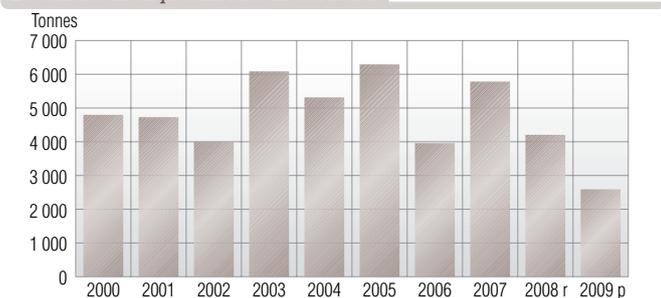
Conséquence du recul de la production de squashes (-18,7%, avec 2 053 tonnes en 2009 contre 2 525 tonnes en 2008), leurs exportations s'établissent à 2 035 tonnes, soit -18,6% sur un an.

Les importations de café ont augmenté de 21,5% par rapport à 2008 avec 1 403 tonnes d'équivalent café vert, contre 1 155 tonnes en 2008. Conséquence d'une production établie à sept tonnes en 2009, contre 33 en 2008, les exportations de café ont reculé de 2,5 tonnes en 2008 à 0,6 tonne en 2009, principalement du café arabica haut de gamme (café Leroy). Après une forte progression entre 2002 et 2004, la production de coprah s'effondre depuis 2005. Elle recule à nouveau en 2009, avec 57 tonnes, contre 122 tonnes en 2008. L'huilerie d'Ouvéa traite désormais essentiellement du coprah importé du Vanuatu : 201 tonnes ont ainsi été importées en 2009 alors qu'aucun achat n'avait été effectué à l'extérieur du territoire en 2008. Alors que depuis 2000 la produc-

tion de céréales (uniquement du maïs) se situe entre 4 000 et 6 000 tonnes par an, elle s'établit à 2 587 tonnes seulement en 2009. Cette baisse de la production locale de maïs a nécessité une augmentation des importations (2 633 tonnes en 2009, contre 1 597 en 2008). Au total, ce sont 40 430 tonnes de céréales qui ont été importées en 2009, pour une valeur de 1,9 milliard de F.CFP, soit une baisse aussi bien en volume qu'en valeur par rapport à 2008, de respectivement -3,2% et -5,8%. Les importations concernent essentiellement le blé destiné à la minoterie (16 872 tonnes), le blé destiné à nourrir le bétail (9 863 tonnes) et le riz (9 965 tonnes).

Suite aux mauvaises conditions météorologiques intervenues sur la 1^{re} partie de l'année 2009, le gouvernement a adopté des arrêtés statuant sur le caractère de calamités agricoles des pluies des mois de février, mars et mai à juillet, permettant ainsi aux agriculteurs d'être partiellement indemnisés pour leurs pertes.

Évolution de la production de céréales



Source : DAVAR

PÊCHE AQUACULTURE

Des résultats contrastés

Après être repartie à la hausse en 2008, l'aquaculture est à nouveau en baisse en 2009. Le bilan pour la pêche est quant à lui globalement positif.



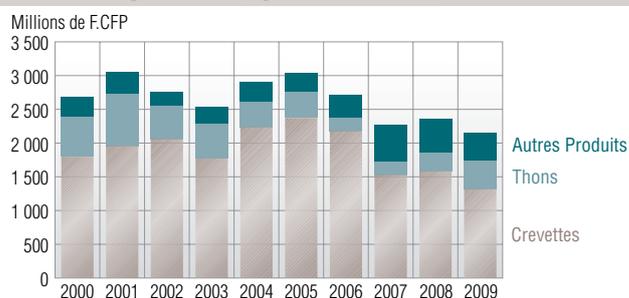
La Nouvelle-Calédonie a exporté 2 368 tonnes de produits de la mer, pour un montant total de 2,1 milliards de F.CFP, contre 2 326 tonnes pour 2,4 milliards de F.CFP l'année passée. Alors que les volumes exportés ont été quasiment stables sur un an, la baisse en valeur de 9,0% porte les exportations de 2009 à leur niveau le plus bas de ces dix dernières années.

Plus des trois quarts de ces exportations ont été absorbés par trois pays : le Japon à hauteur de 45%, la France (25%) et Hong Kong (12%).

Principale composante du secteur, l'aquaculture de crevettes enregistre des résultats en recul. Avec 1 079 tonnes pour 1 317 millions de F.CFP en 2009, les exportations de crevettes représentent 46% des produits de la mer exportés en volume et 61% en valeur. Elles ont baissé de 17% par rapport à 2008, en valeur comme en volume, avec un prix de vente sensiblement égal à celui de 2008.

La France, qui était traditionnellement le premier acheteur de crevettes du territoire, devant le Japon, est depuis 2008 détrôné par ce dernier. À eux deux, le Japon et la France absorbent la quasi-totalité des exportations de crevettes calédoniennes (91%). Les États-Unis n'ont pas effectué d'achat en 2009. Ils étaient en 2008 le troisième principal débouché de cette

Évolution des exportations de produits de la mer



Source : Direction Régionale des Douanes

Exportations de crevettes selon la destination

	2008		2009		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Japon	533	800	495	737	-7,1	-7,9
France	469	443	487	463	3,8	4,5
États-Unis	184	206	-	-	-100,0	-100,0
Polynésie française	75	96	46	57	-38,7	-40,6
Australie	11	9	43	49	290,9	444,4
Wallis et Futuna	18	25	9	11	-52,2	-55,7
Autres pays	5	5	-	-	-100,0	-100,0
Total	1 295	1 583	1 079	1 317	-16,7	-16,8

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

filière avec 184 tonnes achetées. Parallèlement, l'Australie a augmenté ses achats en 2009 (43 tonnes contre 11 en 2008). Ce pays, important débouché jusqu'en 2005, a vu ses achats s'amenuiser entre 2006 et 2008. La Polynésie française, et Wallis et Futuna dans une moindre mesure, continuent d'acheter, mais moins qu'en 2008. La baisse des quantités exportées est en liaison avec le recul des quantités produites (-10% sur un an). 1 830 tonnes de crevettes ont été produites en 2009, contre 2 036 en 2008, soit un niveau de

production inférieur à celui enregistré entre 2004 et 2008 (2 140 tonnes). Bien que la surface d'élevage réelle soit en recul de 5,2% sur un an, elle est équivalente à celle de 2005 (665 ha) pour une production nettement inférieure (2 339 tonnes de crevettes).

L'activité des écloseries affiche quant à elle une évolution positive avec une hausse de 4% des post-larves produites. Cette activité devrait poursuivre sa progression en 2010 suite à la modernisation de l'écloserie de Mara, qui prévoit désormais une production de 50 à 70 millions de post-larves par an, destinée à l'ensemencement de plusieurs fermes, soit près de 50% de plus que la production totale actuelle.

Par ailleurs, un "laboratoire du pays" a été inauguré en mars 2010 pour promouvoir d'autres types d'aquaculture, notamment celle de poissons du lagon.

Évolution de la filière crevette

	2008	2009	Variation %
Capacité de production (ha)			
Fermes aquacoles (surface d'élevage réelle)	699	663	-5,2
Production			
Écloseries (million de post-larves)	144	150	4,1
Fermes aquacoles (tonnes de crevettes)	2 036	1 830	-10,1
Exportations			
Exportations de crevettes (tonnes)	1 295	1 079	-16,7

Sources : Direction Régionale des Douanes, ERPA

Unités : ha, tonnes, million de post-larves, %

Autre composante du secteur, la pêche hauturière est bien orientée sur l'année 2009, avec 2 548 tonnes pêchées, en hausse sur un an de 7%, poursuivant ainsi les bons résultats de 2008 (+12%) et rejoignant les résultats exceptionnels de 2004.

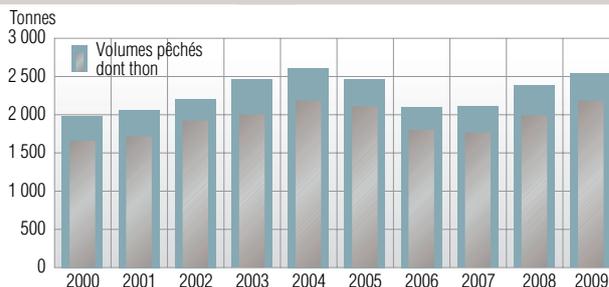
La progression des volumes pêchés est essentiellement liée à celle des thons, qui représentent la grande majorité des tonnages pêchés par les palangriers calédoniens et qui sont en hausse de 10% sur un an. Ce sont ainsi 194 tonnes supplémentaires de thons qui ont été pêchées, avec 143 tonnes de thons blancs et 63 de thons jaunes ; les thons obèses sont quant à eux en baisse sur un an.

Conséquence directe de l'augmentation des volumes de thons pêchés, les exportations sont en hausse sur un an de 30,6% en volume et de 57,0% en valeur. Ces résultats sont les meilleurs sur ces trois dernières années.

Même si le Japon achète à lui seul plus de la moitié des exportations de thon calédonien (53%), d'autres pays sont également clients : les Samoa Américaines (23%), la France (15%), la Thaïlande, Sri Lanka, Taïwan, Wallis et Futuna et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les achats de thon calédonien par les Samoa Américaines risquent cependant d'être affectés par le tsunami subi par cette zone fin septembre 2009 et qui a touché la conserverie de Pago Pago.

D'autres espèces sont également pêchées, mais leurs tonnages restent marginaux. Ainsi, le marlin, 2^e espèce la plus pêchée après le

Évolution de l'activité hauturière



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

Pêche et exportations de thon

	2008		2009		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Pêche	1 993	///	2 187	///	9,7	///
Exportations	725	270	947	424	30,6	57,0

Sources : Service de la marine marchande et des pêches maritimes, Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

thon, ne représente que 5% des tonnages pêchés en 2009. Ses volumes se stabilisent autour des 120 tonnes, après le pic de 2008 à 150 tonnes.

Pour soutenir la filière pêche, des aides au carburant ont été renouvelées en 2009 aux pêcheurs professionnels et aux armateurs des provinces Nord et îles Loyauté. Par ailleurs, fin 2009, la province Nord a décidé d'intégrer la structuration de la filière pêche dans le contrat de développement 2006-2010.

Enfin, suite au "programme pêche hauturière" de la Communauté du Pacifique Sud, des objectifs de gestion durable des ressources marines ont été fixés en 2009, évaluant notamment les stocks de thonidés et d'espèces associées dans la région. Deux espèces ont été déclarées menacées : le thon à nageoires jaunes et le thon obèse. En vue de préserver les ressource

halieutiques, l'Union Européenne réglemente à partir du 1^{er} janvier 2010 la pêche de certaines espèces et la pêche illicite. De par ses marchés d'exportations de thons avec l'Europe, la Nouvelle-Calédonie est concernée par ces mesures.

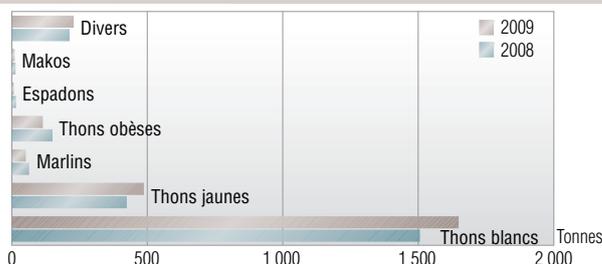
La pêche artisanale présente quant à elle des résultats contrastés : alors que les exportations de coquilles de trocas se portent bien, celles d'holothuries s'effondrent.

Dans le détail, les exportations de coquilles de trocas ont été multipliées par 1,4 sur un an, en volume comme en valeur, et composent la quasi-totalité des ventes de la pêche artisanale du territoire. Sur dix ans, les ventes de trocas à l'extérieur du territoire ont plus que doublé aussi bien en volume qu'en valeur, passant de 98 tonnes pour 45 millions de F.CFP en 1999 à 277 tonnes pour 126 millions de F.CFP.

Contrairement aux coquilles de trocas, les exportations d'holothuries sont en recul sur un an de 37,7% en quantité, rejoignant ainsi les niveaux observés en 2002 et 2005, après une année 2007 exceptionnelle (94 tonnes exportées). La quasi-totalité part vers Hong Kong.

Afin de préserver les ressources et de pérenniser l'activité d'exportation, les provinces Nord et Sud ont adopté chacune un code de l'environnement (respectivement en octobre 2008 et mars 2009) qui instaure notamment une rotation des zones de pêche et une taille minimale d'animal ou de coquillage à respecter.

Pêche des palangriers en 2008 et 2009



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

Exportations de la pêche artisanale

	2008		2009		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Holothuries	77	387	48	253	-37,7	-34,6
Coquilles de trocas	199	90	277	126	39,2	40,0
Total	276	477	325	379	17,8	-20,5

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : tonne, million de F.CFP, %

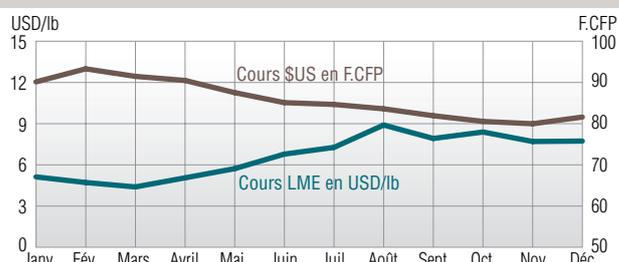
MINES MÉTALLURGIE

Une année à deux vitesses

Après un 1^{er} semestre morose, dans la continuité de 2008, le secteur du nickel calédonien se redresse sur la 2^e partie de l'année, en liaison avec l'amélioration sur le marché mondial.

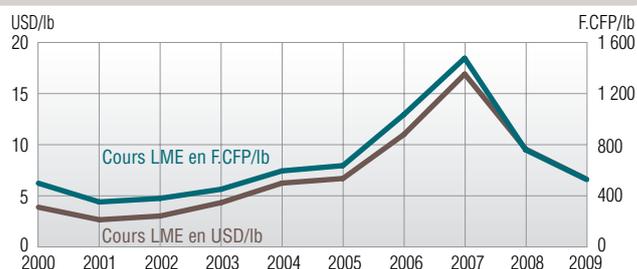
Après avoir atteint un niveau record en 2007 à 16,89 USD/lb, le cours du nickel au London Metal Exchange (LME) recule en 2009 pour la deuxième année consécutive (-30,5% après -43,3% en 2008) et s'établit à 6,65 USD/lb en moyenne sur l'année. Il retrouve ainsi une valeur similaire à celle de 2005 (6,72 USD/Lb). Dans le détail de l'année, la livre de nickel, qui avait perdu près des deux tiers de sa valeur sur un an en janvier 2009 (5,13 USD/lb contre 12,56 USD/lb il y a un an), voit cet écart se resserrer au fil des mois (-20,4% en juillet) pour devenir positif à partir d'octobre et atteindre +76,3% en décembre (7,74 USD/lb contre 4,39 USD/lb en décembre 2008). Ainsi, bien qu'en recul sur un an, les cours ont été orientés favorablement en 2009. Parallèlement à ce recul annuel des cours au LME, le dollar n'a que très légèrement remonté en 2009 (+5,3%) pour atteindre 85,90 F.CFP en moyenne sur l'année (contre 81,59 en 2008). Ainsi, le cours de la livre de nickel libellée en F.CFP fléchit dans les mêmes proportions (-30,1%) et s'affiche à 535 F.CFP/Lb contre 766 en 2008. Sur le marché mondial, si la production d'acier inoxydable, principal débouché du nickel, a globalement reculé de 4% en 2009, la situation s'est améliorée sur la 2^e

Évolution mensuelle des cours du nickel au LME et du dollar en 2009



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP



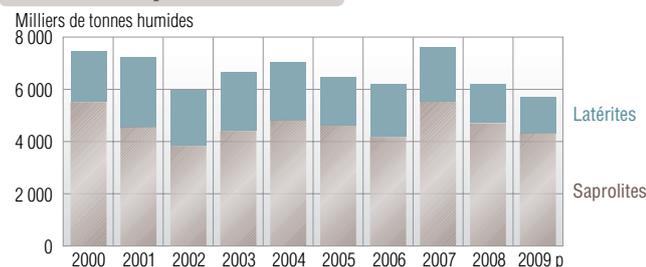
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

moitié de l'année. Ainsi, après une année 2008 et un 1^{er} semestre 2009 marqués par une conjoncture morose, la récession économique laisse place à une période de reprise de la demande de nickel et d'acier inoxydable à partir du 3^e trimestre 2009, sous l'effet de mouvements de stocks et de plans de relance, particulièrement en Chine, et dans une moindre mesure en Europe et aux États-Unis.

En liaison avec l'évolution du marché, alors que la production de minerai de nickel en Nouvelle-Calédonie affichait un recul annuel de 17,5% au terme du 1^{er} trimestre 2009, celui-ci se tasse pour atteindre -7,6% à la fin de

l'année 2009. 5,7 millions de tonnes humides ont été extraites des sous-sols calédoniens, contre 6,2 millions en 2008. Ce niveau de production est le plus bas de ces dix dernières années, inférieur de 16% à l'extraction annuelle moyenne sur cette période. Alors que la production de saprolites reste globalement inférieure de 8% à celle de 2008 tout au long de l'année, celle de latérites connaît une évolution beaucoup plus contrastée dans l'année. En effet, après avoir chuté de -28,7% à la fin du 1^{er} semestre, le déficit est limité à -6,1% fin 2009. Cela est dû à la reprise d'activité, après plusieurs mois de suspension, de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie, principal débouché pour ce type de minerai. Malgré une année difficile pour les latérites, leur production continue de représenter un quart des quantités extraites, comme les années précédentes.

Évolution de la production minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Production minière de nickel

	2008	2009 p	Variation
Sapolites	4 689	4 312	-8,0
Latérites	1 483	1 392	-6,1
Total	6 172	5 704	-7,6

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. Unités : millier de tonnes humides, %

La production métallurgique affiche pour sa part une hausse par rapport à 2008 (+2,2%). Composée aux trois quarts de ferro-nickels, elle s'établit à 52 132 tonnes de nickel contenu en 2009, après 51 031 tonnes en 2008. Elle s'avère être inférieure de 11% aux quantités moyennes produites ces dix dernières années (57 000 tonnes de nickel contenu). Elle reste toutefois conforme aux objectifs fixés par la SLN pour l'année 2009 de 50 000 tonnes produites, soit environ 80% de la capacité totale de production de Doniambo, permettant ainsi au groupe Eramet de s'adapter au marché mondial.

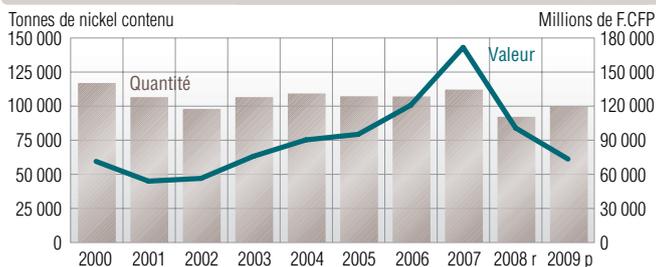
Production métallurgique

	2008	2009 p	Variation
Ferro-nickels	37 467	38 230	2,0
Mattes	13 564	13 902	2,5
Production métallurgique	51 031	52 132	2,2

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Unités : tonne de nickel contenu, %

Côté ventes, avec près de 100 000 tonnes de nickel contenu, les exportations de nickel (minerai + produits de fusion) sont en hausse de 8,3% en volume en 2009. Elles ont en revanche subi la baisse des cours du nickel et affichent des valeurs en recul de 27,2% : 73,1 milliards de F.CFP en 2009, contre 100,5 milliards en 2008. La progression du cours du nickel au LME sur le 2^e semestre a toutefois permis à la valeur des exportations de se redresser sur la deuxième partie de l'année (elle affichait -45,0% fin juin 2009).

Évolution des exportations de nickel (minerai et produits métallurgiques)



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Les volumes exportés ont été tirés à la hausse par les exportations de minerai de nickel qui affichent pour 2009, en tonnage brut, une amélioration de +14,3%. Cette progression concerne les saprolites (+61,9%) ; les latérites sont en

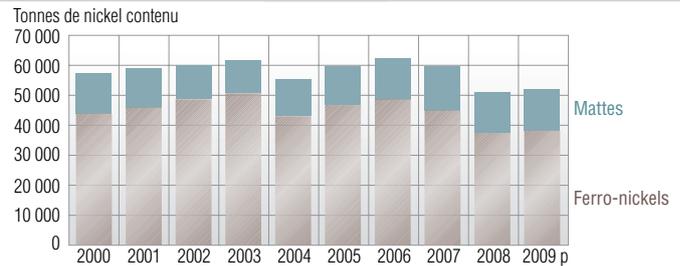
Exportations de minerai de nickel

	2008 r		2009 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saprolites	1 276	9 530	2 066	9 539	61,9	0,1
Latérites	1 825	7 662	1 478	3 526	-19,0	-54,0
Total	3 100	17 192	3 543	13 065	14,3	-24,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

Évolution de la production métallurgique



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

baisse sur un an (-19,0%), mais en amélioration par rapport au 1^{er} semestre (-52,8% fin juin). La valeur des exportations se redresse sur le 2^e semestre (+5,0%) et limite ainsi le repli annuel à -24,0% au terme de l'année 2009 contre -53,8% fin juin. Pour autant, comme pour les quantités, les résultats sont contrastés suivant le type de minerai : -54,0% pour les latérites tandis que les saprolites sont stables.

Principal client pour le minerai calédonien en 2009, la Corée du Sud a absorbé 42% du minerai exporté. Ses achats montent en puissance sur l'année pour les besoins de production de l'usine de Gwangyang (SMSP-POSCO), atteignant 1,5 million de tonnes en 2009, soit trois fois plus qu'en 2008.

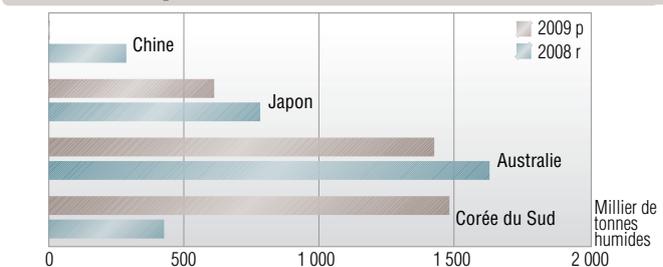
La reprise de l'activité de l'usine hydrométallurgique de Yabulu, en

Australie, s'est traduite par une progression des volumes de latérites calédoniennes exportées vers l'Australie sur le 2^e semestre de l'année. Le recul des ventes à destination de l'Australie, qui était de -35,0% au terme du 1^{er} semestre 2009, n'est plus que de -12,6% fin 2009. 41% du minerai calédonien a été exporté en 2009 en direction de l'Australie (soit 1,4 million de tonnes).

Avec 610 milliers de tonnes exportées en 2009, contre 780 000 en 2008, les exportations en direction du Japon reculent de 21,8% sur un an et ne représentent plus que 17% des volumes exportés contre 25% en 2008.

La Chine, qui avait absorbé 9,2% des ventes de nickel calédonien en 2008 et 33,1% en 2007, n'a effectué aucun achat en 2009.

Évolution des exportations de minerai de nickel selon la destination



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Contrairement à celles de minerai de nickel, les exportations de produits métallurgiques s'affichent à la baisse en volume comme en valeur en 2009. Avec 51 182 tonnes de nickel contenu exportées contre 52 195 tonnes en 2008, les volumes reculent légèrement

de -1,9%. Avec 60,1 milliards de F.CFP contre 83,3 milliards en 2008, les valeurs chutent de 27,9%, directement impactées par la baisse annuelle des cours du nickel, toutefois atténuée par le redressement intervenu en milieu d'année.

Exportations de produits métallurgiques

	2008 r		2009 p		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Ferro-nickels	38 549	65 666	36 986	43 946	-4,1	-33,1
Mattes	13 646	17 612	14 196	16 109	4,0	-8,5
Total	52 195	83 278	51 182	60 054	-1,9	-27,9

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP, %

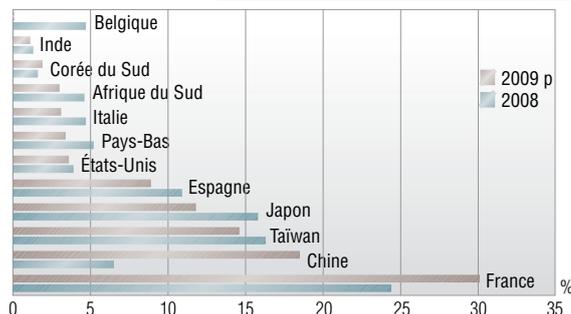
À la différence du minerai, la Nouvelle-Calédonie dispose d'un large éventail de clients pour ses produits de fusion. Les trois quarts des ventes sont cependant absorbées par quatre marchés : la France (30%, majoritairement des mattes), la Chine (18%), Taïwan (15%) et le Japon (12%).

Avec 3 355 salariés en moyenne sur l'année 2009, l'emploi dans le secteur de la mine et de la métallurgie est relativement stable sur un an (-1,0%, correspondant à 32 salariés en moins).

La SLN, 1^{er} employeur de Nouvelle-Calédonie, affiche un nombre d'employés de l'usine de Doniambo en légère hausse (1 418 employés contre 1 387 il y a un an), alors que dans le même temps, le nombre de mineurs, de rouleurs, de contracteurs et d'intermittents diminue de 64 salariés. Une partie de ces derniers, affectée par la suspension des activités de l'usine de Yabulu, a pu travailler sur des projets environnementaux suite à la mise en place, au cours du 1^{er} trimestre 2009, du Fonds Nickel, destiné à garantir l'essor et la consolidation de l'industrie minière et métallurgique en Nouvelle-Calédonie en cas de crise du secteur.

Selon Eramet, le groupe continuera à faire preuve de réactivité en adaptant sa production à l'évolution de la demande et en poursuivant l'amélioration de sa compétitivité, notamment de la SLN, qui passerait entre autres par une baisse de ses effectifs.

Destinations des produits de fusion (en % du tonnage brut exporté)



Source : Direction Régionale des Douanes

Dans un contexte international de marché de l'acier inoxydable soutenu par la reprise de la demande chinoise, les perspectives pour la Nouvelle-Calédonie sont encourageantes.

La SLN s'est fixée un nouvel objectif de production évalué à 65 000 tonnes par an à échéance de 5 ans, avec une étape intermédiaire sécurisée à 60 000 tonnes en 2012. Elle décide par ailleurs de faire appel des jugements qui ont annulé son attribution de permis de recherche minière pour l'exploitation des gisements de Prony et Creek Pernod.

De son côté, Vale Inco a annoncé sa mise en production début 2010 avec un objectif de 20 000 tonnes pour la première année.

La SMS-POSCO prévoit, pour 2010, de multiplier par trois la production de minerai de nickel de la mine Pinpin (avec un objectif annuel de 480 000 tonnes de nickel) pour répondre aux besoins de

la montée en puissance de l'usine de Gwangyang.

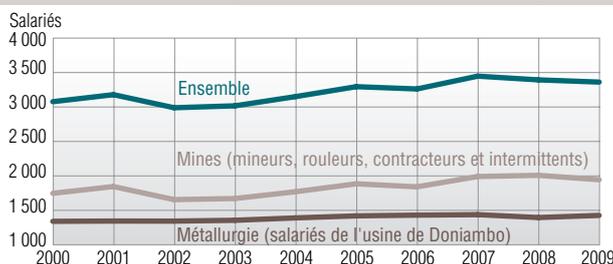
Selon KNS, d'ici fin 2010 près de 4 000 personnes travailleront sur le site de construction de l'usine du Nord, dont la mise en service est prévue pour mi-2012 avec une pleine capacité de production pour 2014.

La société Gladstone Pacific Nickel Ltd projette de développer une raffinerie de nickel et de cobalt en Australie, avec une production initialement envisagée de 63 000 tonnes de nickel, dont le minerai proviendrait de Nouvelle-Calédonie et d'autres îles du Sud-Ouest Pacifique.

La Nouvelle-Calédonie souhaite que l'activité minière se développe dans le respect des populations et de l'environnement. À cette fin, elle a adopté le 18 mars 2009 son schéma de mise en valeur des ressources minières. Parallèlement, la province Sud a pris deux arrêtés pour contraindre la SLN à réduire ses niveaux de pollution et à construire une nouvelle centrale électrique.

Enfin, l'association "Observation Et Information sur l'Environnement (CEIL)", créée en avril 2009, a été mise en place pour participer à la surveillance de l'environnement, principalement dans les aires d'influence des complexes industriels et miniers du Grand Sud.

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mines-métallurgie"



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

ÉNERGIE

Production d'énergie en hausse

Production et consommation d'électricité repartent à la hausse avec respectivement +3,4% et +1,5%, tandis que le prix du kilowatt-heure distribué reste stable.

Avec 1 944 GWh produits en 2009, la production électrique affiche une légère progression annuelle de 3,4% et atteint un volume de production jamais observé auparavant, dépassant le dernier record enregistré en 2007. La ventilation par source laisse apparaître un accroissement de l'électricité d'origine thermique de 8,7%. L'énergie éolienne se porte bien avec une production en hausse de 16,7%, mais reste très marginale (2% de la production). L'hydraulique affiche un recul important de 13,7%, pénalisée par une pluviométrie moins importante en 2009 (1/3 de précipitation en moins selon Météo France sur la station de Yaté). Sur l'ensemble de l'année 2009 les énergies renouvelables, hydraulique et éolienne, représentent ainsi 23% de la production totale d'électricité, contre 26% en 2008.

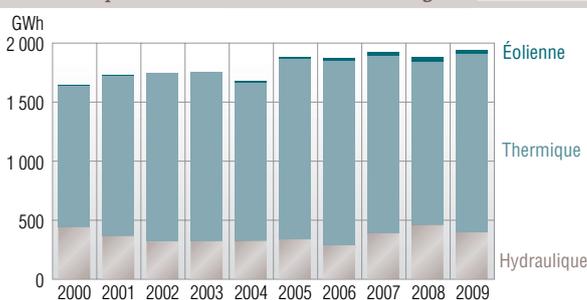
Évolution de la production d'électricité selon l'origine

	2008	2009	Variation
Thermique	1 384	1 505	8,7
Hydraulique	460	397	-13,7
Éolienne	36	42	16,7
Total	1 880	1 944	3,4

Sources : EEC, ENERCAL Unités : GWh, %

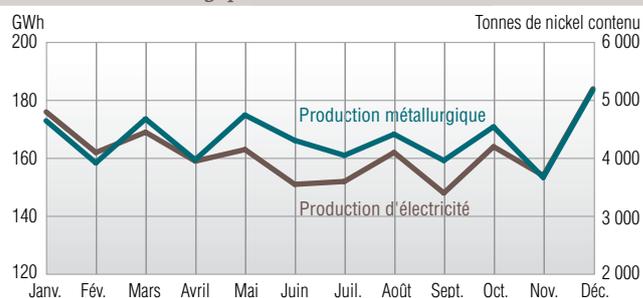
En termes de capacité de production, l'année 2009 est marquée par la mise en service de la seconde tranche de 50 MWh de la centrale thermique de Prony Energies. Sur l'ensemble du territoire, la puissance installée pour 2009 se chiffre ainsi à près de 495 MWh, soit une progression de 10% sur un an et une puissance deux fois supérieure à celle d'il y a 20 ans. La capacité de production va encore progresser en 2010 avec notamment l'ouverture d'une nouvelle ferme éolienne à Touango (région du Grand Sud) d'une puissance installée totale

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

Évolutions mensuelles de la production d'électricité et de l'activité métallurgique en 2009



Sources : EEC, ENERCAL, DIMENC

de 5 MWh (18 x 275 KWh). Sur du plus long terme la mise en production de la nouvelle centrale de Doniambo annoncée pour 2012 et la centrale de Koniambo vont aussi augmenter la capacité de production et viendront essentiellement répondre aux besoins des industriels du nickel.

Comme habituellement, l'évolution mensuelle de la production électrique en 2009, est liée à celle de l'activité métallurgique. La production mensuelle moyenne se situe autour des 160 GWh. Ce sont les 1^{er} et 4^e trimestres qui ont été les plus dynamiques avec un pic de 176 GWh en janvier et de 184 GWh en décembre. Au contraire, le mois de septembre enregistre la production la plus basse avec 148 GWh.

La consommation d'électricité, fortement tributaire de l'activité métallurgique, progresse légèrement sur un an avec +1,5% (soit 27 GWh supplémentaires), à l'image de la hausse de 2,2% en 2009 des volumes de produits de fusion sortis des fours de Doniambo. Ainsi, sur les 1 820 GWh consommés sur l'ensemble de l'année, 64% l'ont été par la SLN et 36% par le réseau de distribution publique ; les deux consommateurs enregistrent des croissances similaires, avec respectivement +1,6% et +1,4.

Évolution de la consommation d'électricité

	2008	2009	Variation
Société Le Nickel (SLN)	1 140	1 158	1,6
Distribution publique	653	662	1,4
Total	1 793	1 820	1,5

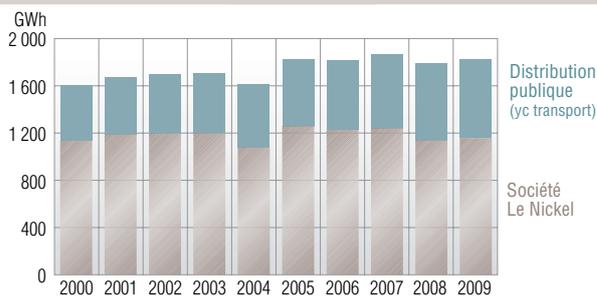
Sources : EEC, ENERCAL Unités : GWh, %

La distribution publique couvrait 88 014 abonnés au réseau électrique (particuliers et entreprises) fin 2009, soit une progression annuelle de 3,7% (3 136 abonnés supplémentaires) comparable à celle des années précédentes.

Après une hausse de 3,4% en 2008 due la flambée des prix des produits pétroliers, matière première de l'énergie thermique, le prix de l'électricité en Nouvelle-Calédonie n'a pas subi d'augmentation en 2009. Ainsi, l'indice "Électricité", qui mesure le coût de l'électricité pour un usager domestique moyen (consommation moyenne, taxe et location du compteur) est resté stable entre fin 2008 et fin 2009. Globalement, la variation du prix de l'électricité suit celle de l'inflation, établie à 0,2% pour 2009. En glissement sur dix ans, la hausse du prix de l'électricité se porte à 18,5% et celle de l'indice général des prix à 19,1% sur la même période.

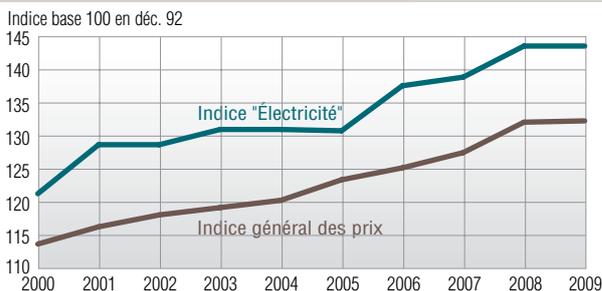
Mi-2009, le gouvernement a lancé une nouvelle étude sur le prix

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution du prix de l'électricité (pour un usager domestique moyen, au 31 décembre de chaque année)



Source : ISEE/Indice des prix

de l'électricité. Une refonte tarifaire est prévue en 2010, elle entraînera très probablement une augmentation des prix.

CONSTRUCTION

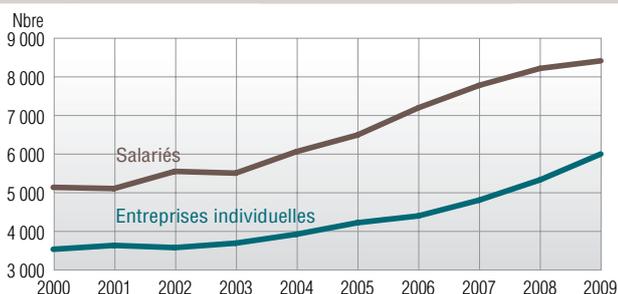
Bonne orientation

L'activité du secteur reste dynamique malgré quelques signes de ralentissement liés à la fin du chantier de l'usine du Sud, pas encore entièrement compensée par la construction de l'usine du Nord. Elle est notamment soutenue par la construction de logements.

Sur l'ensemble de l'année 2009, 3 163 unités ont fait l'objet d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL), soit une forte progression de 14,5% comparé à 2008, correspondant à 400 attestations supplémentaires. 2 637 attestations visées ont concerné des logements (41,3% de maisons individuelles et 58,4% d'appartements), soit une progression de 394 logements (+17,6%) par rapport à l'année précédente. Cette hausse sur un an des achevements de bâtiments doit toutefois être relativisée car certaines attestations visées en 2009 peuvent concerner des logements achevés en 2008. La livraison de logements sociaux a été soutenue : la SIC, premier bailleur social du pays, a livré un record de 340 logements sociaux dans l'année. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) n'affichent, pour leur part, qu'une très légère hausse : +1,2% (526 unités contre 520 en 2008).

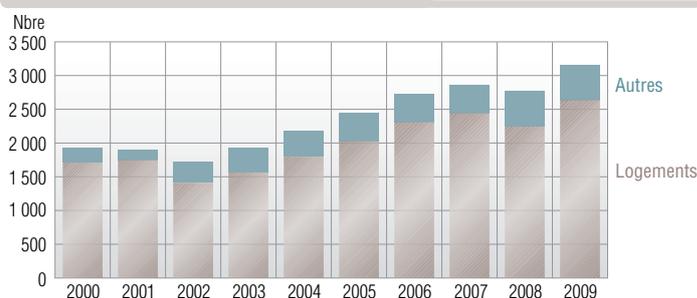
En 2009, 139 858 tonnes de ciment ont été vendues localement, contre 139 498 tonnes l'année précédente, soit une relative stabilité des volumes consommés

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



Sources : ISEE, CAFAT

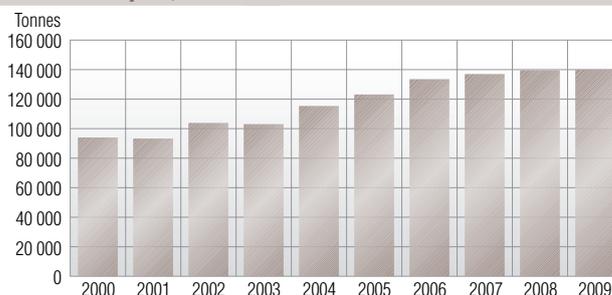
Évolution des constructions de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



Sources : Holcim et Direction Régionale des Douanes

par les acteurs économiques. Après une forte progression de la consommation de ciment de 2004 à 2006, l'année 2007 avait montré des premiers signes de ralentissement (+2,6%) qui se sont confirmés en 2008 (+1,9%) et en 2009 (+0,9%) en liaison avec la fin du chantier de l'usine du Sud et la diminution des commandes. Toutefois, la consommation de ciment se situe en 2009 à un niveau jamais atteint auparavant, 1,5 fois supérieure à celle d'il y a dix ans.

En 2009, la consommation de ciment a été couverte à hauteur de 98,8% par la production locale : 138 141 tonnes de ciment ont ainsi été produites sur le territoire contre 137 108 tonnes en 2008, soit une très légère hausse

de 0,8% en un an conforme à l'évolution de la demande. La quantité de ciment vendue tous les mois est assez variable au cours de l'année, la moyenne s'affichant globalement à 11 500 tonnes par mois. Sur 2009, les importations de ciment s'affichent à 1 717 tonnes contre 2 390 tonnes en 2008, soit un repli de 28,2%.

Avec 8 415 personnes dans le secteur de la construction en moyenne sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi salarié présente une hausse de 2,4% sur un an, ce qui représente 195 salariés supplémentaires. En 2009, pour la troisième année consécutive (+5,7% en 2008 et +8,1% en 2007), la création d'emplois sa-

lariés ralentit, après une période de croissance soutenue de 2004 à 2006 (+8,9% en moyenne). Ce ralentissement de la croissance de l'emploi salarié est toutefois à relativiser par la forte ascension des entreprises individuelles (ne comptant aucun salarié). Ainsi, leur nombre progresse fortement et atteint la barre des 6 000 unités fin 2009, contre 5 333 fin 2008 et 3 564 en 1999, soit +12,6% sur un an et +68,4% sur dix ans. Si le taux de croissance annuel moyen est resté limité à +2% entre 1999 et 2004, le rythme s'est accéléré depuis 2004 pour s'établir à +9% en moyenne sur ces cinq dernières années.

Concernant l'emploi salarié, en liaison avec la mise en route du chantier de l'usine du Nord, le secteur "Préparation de sites" a été le plus dynamique avec 254 salariés supplémentaires, représentant près de 90% des nouveaux emplois créés dans la construction sur un an. Le secteur "Travaux d'installation" a également été créateur d'emplois avec 30 emplois supplémentaires, à l'inverse des secteurs "Travaux de finition" et "Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil" qui ont perdu respectivement 53 et 44 emplois.

L'encours des crédits à l'habitat et à la construction est un bon indicateur de l'activité du BTP. Ainsi le montant total de l'encours pour l'année 2009 s'affiche à 352,9 milliards de F.CFP contre 307,6 milliards en 2008 soit une progression annuelle de 14,7% après +12,6% en 2008 et +16,0% en 2007. Ce sont ainsi 45 milliards de F.CFP supplémentaires qui ont été injectés dans le secteur, dont 25 milliards par les entreprises et 20 milliards par les ménages.

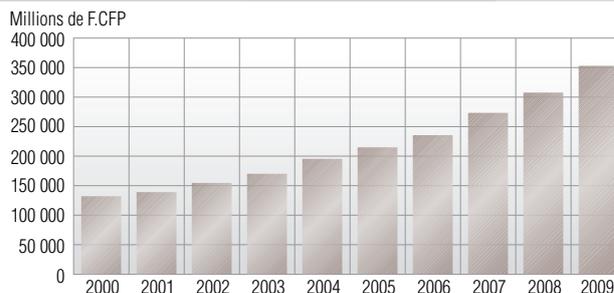
Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

Nomenclature des activités française (NAF)	2008	2009	Variation
Préparation de sites	1 932	2 186	13,1
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 460	4 416	-1,0
Travaux d'installation	774	804	3,8
Travaux de finition	1 042	989	-5,1
Location avec un opérateur de matériel de construction	12	20	66,5
Total	8 219	8 415	2,4

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des crédits* à l'habitat et à la construction (montant de l'encours au 31 décembre)



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

Pour les entreprises, l'encours de crédit immobilier progresse très fortement (+38,8%), tiré essentiellement par le besoin de financement des logements sociaux. Les ménages, quant à eux, continuent à investir dans l'immobilier mais de manière moins importante, avec une hausse des encours de 8,2% contre 13,6% en 2008. Enfin, le repli de l'encours des crédits des collectivités locales depuis plusieurs années se confirme une nouvelle fois en 2009, affichant -19,1% sur un an.

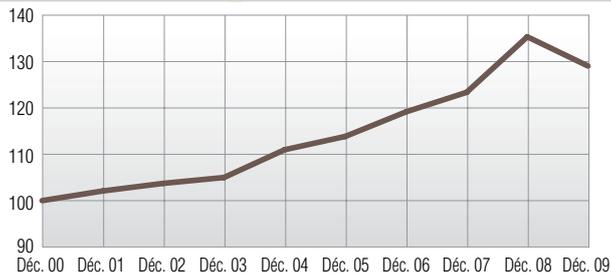
Dans un contexte de ralentissement économique, le secteur de la construction en Nouvelle-Calédonie tire son épingle du jeu, notamment grâce aux grands travaux en cours ou à venir, qui maintiennent la commande à un niveau élevé. Ainsi, les nouvelles infrastructures et les rénovations nécessaires à l'accueil des Jeux du Pacifique de 2011, l'extension de l'aéroport international de la Tontouta, le futur médipôle de Koutio, les projets de zones d'aménagement concertées, le développement de l'habitat social (FSH ou SIC), les travaux de voirie de la province Sud, les nouvelles infrastructures scolaires ou la construction de l'usine du Nord sont autant de projets qui dopent le secteur du BTP sur le territoire et qui viennent prendre le relais de l'usine du Sud dont les travaux sont terminés.

De plus, l'adoption en mai 2009 de la loi sur le développement économique de l'Outre-mer (LO-DEOM), prolongeant les dispositifs de défiscalisation, offre également des perspectives intéressantes pour le secteur.

L'index BT21 "tous travaux confondus", qui reflète l'évolution globale du coût de la construction, s'élevait à 129,04 en décembre 2009, contre 135,34 en décembre 2008. Touché par l'orientation à la baisse des cours des matières premières sur 2009, comme il l'avait été en 2008 par leur flambée, l'index BT21 affiche un recul significatif de 4,7% sur un an après une progression de 9,7% en 2008 et rompt avec la hausse continue de ces dix dernières années.

Dans le détail, les baisses qui contribuent le plus fortement au recul du coût de la construction sont l'acier (-14,9% pour les "laminés marchands", -37,0% pour les "ronds à béton", -8,6% pour les "poutrelles" et -15,9% pour les "tubes en acier galvanisé"), les "tubes en cuivre" (-11,6%), les "câbles électriques" (-11,8%) et les carburants (-14,9% pour l'"essence" et -23,3% pour le "gazole"). En revanche, de nombreuses hausses viennent atténuer cette tendance baissière, dont les plus significatives portent sur les "pneumatiques" (+13,6%), les "agrégats routiers" (+13,0%) et les "agglos" (+10,5%).

Évolution de l'Index BT21 (base 100 en décembre 2000)



Source : ISEE

TRANSPORT AÉRIEN

Dynamique grâce aux Calédoniens

Malgré une fréquentation touristique en baisse, le transport aérien international dépasse pour la 1^e fois la barre des 460 000 passagers en 2009, sous l'impulsion des voyages des Calédoniens.

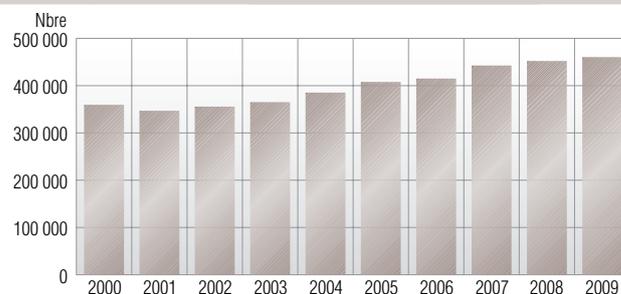
Le transport intérieur est également en progression, dynamisé par le trafic des aérodromes de Magenta et de Koné.

Sur l'année 2009, 460 259 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, soit une augmentation de 8 175 passagers en un an.

Avec +1,8%, l'accroissement se poursuit donc une nouvelle fois cette année, dans les mêmes proportions qu'en 2008 (+2,2%) mais en dessous de la croissance dynamique de 2007 (+6,7%), en liaison avec le tassement des arrivées de touristes sur le territoire. Dans le détail, les passagers sont répartis en 230 574 arrivées (contre 225 666 en 2008, soit +2,2%) et 229 685 départs (contre 226 418 en 2008, soit +1,4%).

En 2009, la répartition du trafic de passagers par compagnie opératrice révèle, comme habituellement, la domination de la compagnie locale Air Calédonie International, dont les avions ont transporté près des 3/4 des passagers fréquentant l'aéroport de Tontouta en 2009. On note toutefois un recul de son trafic de 4,3% (soit 15 130 passagers en moins) comparé à 2008, qui s'explique par l'implantation sur le marché local de la compagnie réunionnaise, Air Austral. Cette dernière effectue depuis le mois d'avril 2009, deux rota-

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (non compris les passagers en transit)

	2008	2009	Variation
Arrivées	225 666	230 574	2,2
Départs	226 418	229 685	1,4
Total	452 084	460 259	1,8

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

tions hebdomadaires et dessert désormais la capitale parisienne via Saint-Denis de la Réunion et Sydney. Avec un total de 27 311 passagers en 2009, la nouvelle compagnie se classe en troisième position, derrière Qantas (13,2% du trafic) qui perd également plus de 4 000 passagers en un an (-6,6%), concurrencée sur le Nouméa-Sydney par les avions de la compagnie réunionnaise. À elles trois, ces compagnies représentent plus de 90% du trafic de passagers en 2009. La forte progression des autres

compagnies (+73,3%) s'explique essentiellement par la compagnie charter australienne Alliances Airlines qui effectue depuis fin 2008 des vols commerciaux non réguliers entre Brisbane et Nouméa pour les salariés de Vale Inco.

Au-delà du transport de personnes, l'aéroport de Tontouta a également une activité de transport de marchandises. En 2009, le fret a enregistré un recul de 6,5% avec 5 808 tonnes de marchandises transportées, le recul étant plus marqué pour le fret à l'arrivée (-7,4%) que pour le fret au départ (-3,3%).

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie*

Arrivées + départs	2008	2009	Variation
Air Austral	///	27 311	///
Air Calédonie International	350 443	335 313	-4,3
Air New Zealand	21 951	21 621	-1,5
Air Vanuatu	9 763	6 662	-31,8
Qantas	64 912	60 659	-6,6
Autres compagnies	5 015	8 693	73,3
Total	452 084	460 259	1,8

* Il s'agit de la compagnie qui opère le vol ; la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code)

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Trafic de marchandises à l'aéroport de Tontouta

	2008	2009	Variation
Arrivées	4 770	4 417	-7,4
Départs	1 439	1 391	-3,3
Total	6 209	5 808	-6,5

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : tonne, %

En 2009, le transport aérien intérieur a été bien orienté avec 370 056 passagers ayant transité par l'aérodrome de Magenta en provenance (186 297 passagers) ou à destination (183 759 passagers) des aérodromes de la Grande Terre ou des îles, soit une progression sur un an de 6,2% (21 528 passagers supplémentaires).

Après trois années de baisse entre 2000 et 2002 (-0,8% en 2000, -2,2% en 2001 et -4,5% en 2002) due à la concurrence du transport maritime, avec la mise en service du Bético I, le transport aérien a su regagner des parts de marché dès 2003 (+1,0%), notamment grâce à la mise en place du plan de redressement de la compagnie domestique Aircal, unique compagnie commerciale régulière. Depuis, le nombre de passagers n'a cessé de progresser d'année en année pour dépasser en 2009 la barre des 370 000 passagers.

Trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta

	2008	2009	Variation
Arrivées	173 757	186 297	7,2
Départs	174 771	183 759	5,1
Total	348 528	370 056	6,2

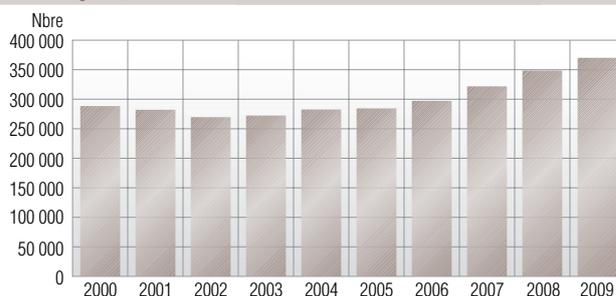
Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

La mise en service en début d'année 2009 du Bético II, catamaran à grande vitesse d'une capacité supérieure à celle de son prédécesseur (200 passagers en classe économique, 50 en classe confort et 110 en 1ère classe), n'aura pas trop lourdement concurrencé le transport aérien entre Nouméa et les îles.

L'aérodrome de Magenta a également une activité de fret qui se chiffre à 1 298 tonnes de marchandises transportées en 2009 (contre 1 144 en 2008) dont près des ¾ au départ.

Évolution du trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers par aérodrome

Arrivées + départs	2008	2009	Variation
Magenta	348 532	370 056	6,2
Lifou	131 207	136 715	4,2
Ile-des-Pins (L')	86 548	88 675	2,5
Maré	63 920	69 586	8,9
Ouvéa	63 713	69 247	8,7
Tiga	2 037	2 888	41,8
Koné	1 310	2 689	105,3
Koumac	2 745	1 510	-45,0
Touho	1 439	957	-33,5
Ile Art (Belep)	1 807	872	-51,7

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Même si l'aérodrome de Magenta est le plus fréquenté, d'autres, et notamment ceux des îles, présentent une activité soutenue. Ainsi, l'île-des-pins avec 88 675 passagers est en légère progression (+2,5%). Du côté des îles Loyauté, Lifou, Maré et Ouvéa sont en hausse sur un an, avec respectivement : +4,2%, +8,9% et +8,7%. Compte tenu du recul de la fréquentation touristique en Nouvelle-Calédonie en 2009, on peut supposer que cette hausse est le fait de la clientèle locale. Sur la Grande Terre, le trafic est plus partagé. Ainsi, les aérodromes de Koumac et de Touho en-

registrent de fortes baisses de fréquentation avec respectivement -45,0% et -33,5% entre 2008 et 2009, tandis que le trafic à l'aérodrome de Koné a été multiplié par deux sur la même période. Cette très forte hausse du trafic à Koné est à mettre en relation avec le développement de la zone Voh-Koné-Pouembout animé par la construction de l'usine du Nord. Ainsi, afin de répondre à la croissance de la demande, Aircal y afrète depuis le début de l'année 2009 un ATR 42 d'une capacité de 68 sièges en remplacement du Dornier (19 sièges), favorisant l'accroissement du trafic.

Trafic de marchandises à l'aérodrome de Magenta

	2008	2009	Variation
Arrivées	327	334	2,1
Départs	822	964	17,3
Total	1 149	1 298	13,0

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : tonne, %

TRANSPORT MARITIME

Légère reprise du trafic international

Le trafic international est marqué par une belle progression des volumes embarqués (+14,2%), directement liée à la hausse des volumes de nickel exporté ; le trafic intérieur subit un léger repli (-3,6%).

En 2009, 1 686 milliers de tonnes de marchandises sont arrivées en Nouvelle-Calédonie par voie maritime et 3 764 milliers de tonnes en sont sorties, soit une activité de transport international de marchandises de 5 450 milliers de tonnes, en progression de 5,4% sur un an (277 milliers de tonnes supplémentaires), après -14,2% en 2008 et +14,6% en 2007. Derrière cette hausse globale des volumes transportés par voie maritime, on distingue une contraction des débarquements compensée par une nette progression des embarquements.

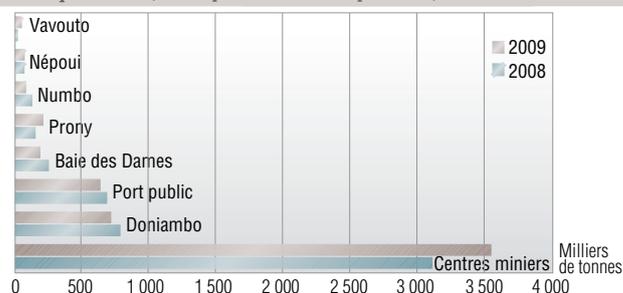
Évolution du trafic maritime international

	2008	2009	Variation
Débarquements	1 857	1 686	-9,2
Embarquements	3 316	3 764	13,5
Total	5 173	5 450	5,4

Sources : Port Autonome, DIMENC Unités : millier de tonnes, %

Fortement tributaires de l'activité minière, les embarquements de marchandises évoluent au rythme des livraisons de produits miniers et métallurgiques à l'extérieur du territoire. Ainsi, malgré le recul annuel des ventes de nickel en valeur entre 2008 et 2009 (-27,2%,

Évolution du trafic maritime international de marchandises par zone portuaire (embarquements + débarquements)



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

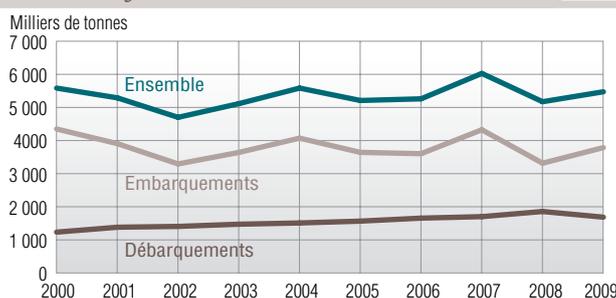
dû à la baisse des cours du nickel au London Metal Exchange sur la période), les volumes exportés ont progressé de 13,5% sur un an, faisant croître d'autant le volume du trafic maritime vers l'extérieur en 2009. Ce sont les exportations vers la Corée (multipliées par près de 3,5 en un an) pour les besoins de l'usine de Gwangyang, entrée en production mi-2008, qui font augmenter les volumes expédiés puisque les ventes à destination de la Chine et du Japon s'affichent en recul sur un an. La majorité des embarquements (94%) se faisant directement depuis les centres miniers, leur activité portuaire est en progression de 15,0% en 2009.

En liaison avec la baisse des importations enregistrée en 2009, les débarquements de marchandises s'affichent en repli : -9,2% sur un an. L'année 2009 rompt donc avec la progression continue des débarquements depuis 8 ans, en liaison avec la fin des livraisons pour l'usine de Vale Inco. On notait ainsi une hausse des débarquements de +9,1% en 2008, de +2,7% en 2007 et de +5,8% en 2006.

Si par dérogation, certains débarquements se font directement sur les sites de Népoui (pour les besoins de la centrale thermique), de Prony depuis 2001 (pour l'usine de Vale Inco) et de Vavouto depuis 2008 (pour l'usine du Nord), Nouméa reste la première zone portuaire avec près de 85% des volumes débarqués en 2009. Cependant, le projet d'un port commercial à Népoui, relancé en 2009, pourrait prochainement faire évoluer cette distribution de l'activité portuaire.

Concernant le transport maritime intérieur, 2 996 milliers de tonnes de marchandises ont transité par le Port de Nouméa en 2009 (2 906 milliers de tonnes débarquées et

Évolution du trafic maritime international de marchandises



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

90 embarquées), en provenance ou à destination des ports de l'intérieur de la Grande Terre et des îles. Ce volume affiche une baisse annuelle de 3,4% en 2009, après -11,5% en 2008, +2,0% en 2007 et +13,1% en 2006.

Le fret maritime intérieur se compose de 2 888 milliers de tonnes de minerai de nickel pour l'usine de Doniambo en provenance des sites miniers, 18 milliers de tonnes de sable, 10 milliers de tonnes d'hydrocarbures expédiées vers l'intérieur et les îles. Le port de Nouméa enregistre également des embarquements de marchandises diverses à destination ou en provenance des ports de l'intérieur et des îles. En l'absence de données exhaustives de la part des principaux intervenants, ces données sont estimées par le Port Autonome à 98 milliers de tonnes (18 en débarquement et 80 en embarquement).

Le trafic maritime intérieur est lui aussi fortement tributaire de l'activité métallurgique de la SLN, puisque le minerai de nickel transporté depuis les sites mi-

Évolution du trafic maritime intérieur

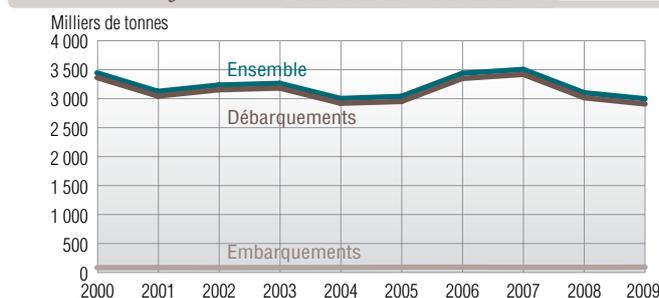
	2008		2009		Variation	
	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements
Vracs solides	2 995	-	2 888	-	-3,6	///
Minerai de nickel	2 977	-	2 888	-	-3,0	///
Sable	18	-	-	-	///	///
Vracs liquides*	-	10	-	10	///	0,0
Marchandises diverses	18	77	18	80	-	-
Total	3 013	87	2 906	90	-3,6	3,3

* Hydrocarbures

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Unités : millier de tonnes, %

Évolution du trafic maritime intérieur de marchandises



Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

niers jusqu'à l'usine de Doniambo couvre 96,4% des volumes transportés par voie maritime. Ainsi, la révision à la baisse des objectifs de production du groupe

Eramet pour faire face au ralentissement de la demande mondiale, entraîne de fait un repli du fret maritime intérieur.

TOURISME

99 379 touristes en 2009

Le secteur se dégrade en 2009 : la fréquentation touristique repasse sous la barre des 100 000 arrivées, faisant chuter l'activité hôtelière, et le nombre de croisiéristes baisse.

La fréquentation touristique s'établit à 99 379 touristes en 2009, contre 103 672 en 2008 (-4 293 touristes).

Les résultats du tourisme en Nouvelle-Calédonie pour l'année 2009 s'inscrivent dans une tendance plus générale. En effet, selon le Baromètre de l'Organisation Mondiale du Tourisme, les arrivées de touristes internationaux ont baissé de 4% sur l'année 2009 du fait de la pandémie de grippe A (H1N1) qui s'est conjuguée à la crise économique mondiale.

Le tourisme mondial a toutefois marqué une reprise au cours du dernier trimestre 2009 qui permet à l'OMT de prévoir une progression des arrivées de touristes internationaux qui se situerait entre +3 et +4% pour 2010, mais qui ne semble pas concerner la Nouvelle-Calédonie.

En effet, le tourisme calédonien n'a pas amorcé de reprise en 2009, et s'est même plutôt dégradé en fin d'année. Dans le détail, après un 1^{er} trimestre marqué par un net repli de la fréquentation (-11,3% sur un an), le nombre de touristes est reparti à la hausse sur les 2^e et 3^e trimestres (respectivement +8,7% et +3,2%) avant de se dégrader sur le dernier trimestre (-13,3%) et finir l'année en recul global de 4,1%. Ce repli touche trois des principaux marchés émetteurs. Ainsi, les ar-

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2008		2009		Variation 2009/2008
	Nbre	%	Nbre	%	
Métropole	31 474	30,4	27 335	27,5	-13,2
Japon	20 225	19,5	18 926	19,0	-6,4
Australie	18 185	17,5	18 567	18,7	2,1
Nouvelle-Zélande	8 424	8,1	6 651	6,7	-21,0
Autres	25 364	24,5	27 900	28,1	10,0
Total	103 672	100,0	99 379	100,0	-4,1

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Évolution mensuelle des arrivées de touristes



Source : ISEE "Enquête passagers"

rivées de Métropolitains affichent un recul de 4 139 touristes, par rapport à une année 2008 exceptionnelle (31 474 touristes), et retrouvent leur niveau de 2004 et 2005, à 27 000 touristes.

La diminution de la fréquentation néo-zélandaise (-1 773) s'inscrit dans la tendance à la baisse déjà observée en 2008 (-1 051 touristes), après une année 2007 lors de laquelle les arrivées approchaient la barre des 10 000 touristes.

Quant aux Japonais, leur fréquentation chute depuis 2006, mais ce repli tend à se tasser en 2009 (-6,4%), après un effondrement en 2008 (-24,4%) et 2007 (-10,3%). Avec 18 926 touristes en 2009, la fréquentation nipponne passe pour la 1^{re} fois depuis 20 ans sous la barre des 20 000.

Dans ce contexte de repli de la fréquentation touristique, le marché australien se distingue avec des résultats positifs. Ainsi, le nombre de touristes en prove-

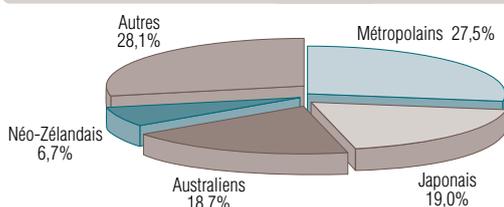
nance d'Australiens affiche +2,1% (+382 arrivées) en 2009, après +11,2% en 2008 et +10,7% en 2007.

Au-delà du ralentissement de la progression, il faut relever que l'augmentation de ce marché est à attribuer au tourisme d'affaires, qui représente 38% des touristes australiens en 2009 contre 12% en 2000.

À noter que la progression sur un an des "autres pays" (+10,0%, soit +2 536 touristes supplémentaires) concerne principalement les touristes de Corée du Sud (+1 026 touristes sur un an) et de la Réunion ou Mayotte (+1 203 touristes), dont les arrivées sont facilitées depuis l'ouverture des liaisons aériennes, "Nouméa-Séoul" en juin 2008 par Aircalin et "Nouméa-St Denis" en avril 2009 par Air Austral.

La part de marché des "autres" progresse de 24,5% en 2008 à 28,1% en 2009 et celle des Aus-

Répartition des touristes par pays de résidence en 2009



Source : ISEE "Enquête passagers"

traliens de 17,5 à 18,7%. Inversement, les parts de marché des Métropolitains et des Néo-Zélandais reculent (de 30,4 à 27,5% et de 8,1 à 6,7%) et celle des Japonais reste stable.

Globalement, les résultats de la fréquentation touristique de l'année 2009 s'inscrivent dans une tendance à plus long terme. Ainsi, depuis l'année 1997 qui avait été marquée par le 1^{er} franchissement de la barre des 100 000 touristes, la fréquentation stagne, atteignant au mieux 109 587 touristes en 2000 et au pire 99 379 en 2009.

Alors que le nombre de touristes venus visiter la Nouvelle-Calédonie est en repli sur un an, leur durée moyenne de séjour augmente de 1,3 jour, passant de 19,7 jours en 2008 à 21,0 jours en 2009. Cette progression est liée à celle des touristes australiens et néo-zélandais, dont la durée de séjour passe respectivement de 10,9 à 11,7 jours et de 8,2 à 9,7 jours, tandis que celle des Métropolitains et des Japonais stagne à respectivement 32,2 et 5,7 jours.

Par ailleurs, le nombre de touristes optant pour un hébergement en structure hôtelière a reculé (-7,1%, soit -4 220 touristes) au profit de la location (+53,7%, soit +2 237 touristes). Cette modification vient s'ajouter au nombre de touristes en recul pour affecter directement l'activité des hôtels de Nouméa.

Évolution des nuitées par pays de résidence

	2008	2009	Variation 2009/2008
France	114 097	113 793	-0,3
Japon	80 825	62 322	-22,9
Australie	78 008	52 926	-32,2
Nouvelle-Zélande	35 592	24 579	-30,9
Autres	51 711	50 654	-2,0
Non-résidents	360 233	304 274	-15,5
Résidents	255 175	264 767	3,8
Total	615 408	569 041	-7,5

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Unités : nbre, %

Ainsi, avec 569 041 nuitées contre 615 408 en 2008, l'activité hôtelière s'affiche en recul de 7,5%, tirée à la baisse par le marché des non-résidents qui recule de 15,5% sur un an, avec -32,2% pour la clientèle australienne, -30,9% pour la néo-zélandaise et -22,9% pour la japonaise ; seuls les Métropolitains restent stables (-0,3%). Les mauvais résultats du marché des non-résidents sont partiellement compensés par les

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

bons chiffres des résidents, dont les nuitées augmentent sur un an de +3,8%. Cette progression reste toutefois inférieure à celle de 2008 (+23,1%).

À l'exception de l'année 2009 où elles chutent pour frôler les 300 000, les nuitées des non-résidents sont restées relativement stables ces dix dernières années, oscillant entre 340 000 et 400 000 depuis 1999. À l'inverse, les nuitées des résidents ont été multipliées par 2,5 sur 10 ans, passant de 101 000 à 265 000 nuitées.

Par catégorie d'hôtels, les hôtels "3 étoiles et plus" affichent un recul de leur activité (avec 315 410 nuitées contre 377 998 il y a un an, soit -16,6%), alors que les "2 étoiles" et les "1 étoile", plus fréquentés par la clientèle locale, enregistrent une progression de leurs nuitées de respectivement 5,5% et 9,7%.

Globalement, la capacité hôtelière de Nouméa a progressé en 2009, passant de 1 688 chambres dis-

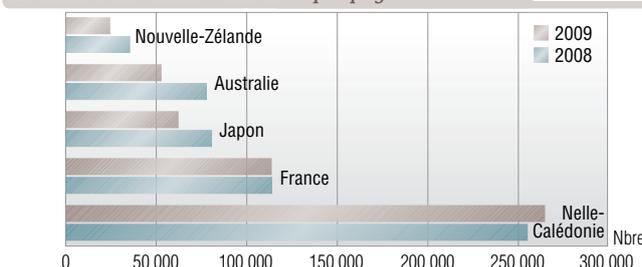
ponibles en 2008 à 1 758 avec la réouverture après rénovation de l'hôtel "Le Lagon" début 2009. L'augmentation du parc hôtelier, conjuguée à la baisse des nuitées, a directement fait chuter le taux d'occupation des chambres, qui s'établit à 58,8% en moyenne sur l'année 2009, contre 61,9% en 2008.

Celui des hôtels "3 étoiles et plus" est le plus faible (52,4%) contre 66,4% pour les "2 étoiles" et 80,3% pour les "1 étoile".

L'offre hôtelière s'est également étoffée sur le reste de la Nouvelle-Calédonie, avec l'ouverture de l'hôtel "Kanua Tera Ecolodge" en avril 2009 à Port Boisé, et de "La Néa" fin 2009 à Koné.

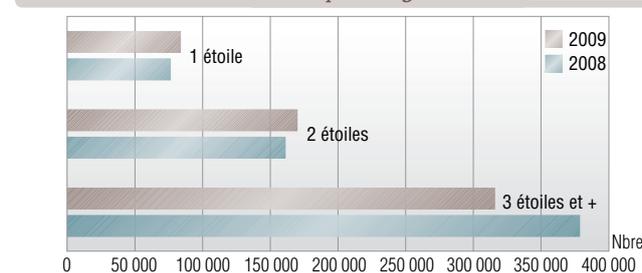
Par ailleurs, des projets touristiques devraient voir le jour, tels que la construction d'un centre de thalassothérapie et d'un hôtel "Château Royal" à Nouméa, ou le développement d'un complexe touristique sur le domaine de "Gouaro Deva", à Bourail.

Évolution des nuitées hôtelières par pays de résidence



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Évolution des nuitées hôtelières par catégorie d'hôtel



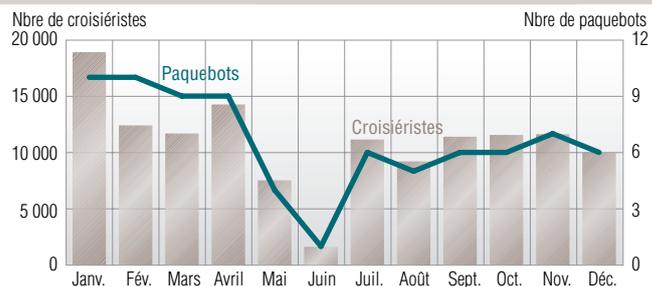
Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Après une année 2008 de forte progression, le **tourisme de croisière** chute en 2009. 131 231 croisiéristes, majoritairement de nationalité australienne, ont fait escale en Nouvelle-Calédonie en 2009 contre 152 250 il y a un an (-13,8%). Le nombre de croisiéristes a globalement diminué au fil des saisons, comme en 2008, (18 895 croisiéristes en janvier, 7 521 en mai) pour atteindre son point le plus bas en juin (1 619), puis finalement se stabiliser au-tour de la barre des 10 000 à partir de juillet.

Le recul des arrivées de touristes (-4,1%) conjugué à celui des croisiéristes (-13,8%) fait chuter le nombre de visiteurs de près de 10% sur un an. 230 610 visiteurs se sont ainsi rendus en Nouvelle-Calédonie en 2009, contre 255 922 en 2008.

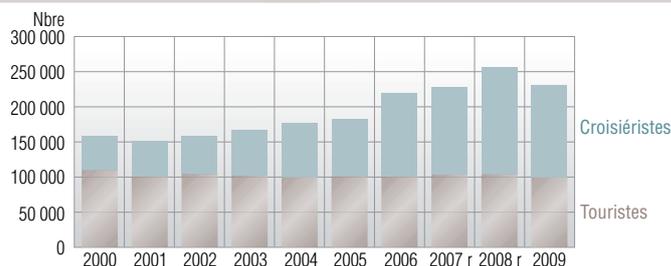
Après avoir régulièrement progressé ces dernières années, passant de 30,7% en 2000 à 59,5% des visiteurs en 2008, la part du tourisme de croisière recule et s'établit à 56,9%.

Arrivées mensuelles de croisiéristes et de paquebots en 2009



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

Évolution du nombre de visiteurs



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome